



CROISSANCE SUR FOND DE VOLATILITÉ

Prévisions à l'exportation
Automne 2015

Canada



Un monde d'opportunités à saisir

Table des matières

1.0 Sommaire

2.0 Aperçus des risques pays

3.0 Prévisions sectorielles

4.0 Prévisions provinciales

SERVICES ÉCONOMIQUES D'EDC

Peter Hall, vice-président et économiste en chef

Tina Drew, administratrice



Centre d'information économique et politique

Stuart Bergman

Daniel Benatuil
John Bitzan
Catherine Couture
Nadia Frazzoni
Andrea Gardella
Todd MacDonald

Ross Prusakowski
Indika Joy Rankothge
Motria Savaryn-Roy
Richard Schuster
Geoff Stone
Ian Tobman
Peter Whelan

TABLE DES MATIÈRES

Table des matières		
1.0 Sommaire		5
2.0 Aperçus des risques pays		17
3.0 Prévisions sectorielles		30
4.0 Prévisions provinciales		
1.0 Sommaire		
1.1	Croissance sur fond de volatilité	6
1.2	Le Grand renversement et la croissance	10
1.3	Le parcours mouvementé des devises	12
1.4	La gravité... un concept qui a du poids!	13
1.5	Jalonnée d'embûches, la route vers Shangri-La?	15
2.0 Aperçus des risques pays		
2.1	Afrique du Sud	19
2.2	Allemagne	20
2.3	Brésil	21
2.4	Chine	22
2.5	États-Unis	23
2.6	France	24
2.7	Inde	25
2.8	Japon	26
2.9	Mexique	27
2.10	Royaume-Uni	28
2.11	Russie	29
3.0 Prévisions sectorielles		
3.1	Énergie	32
3.2	Minerais et métaux	33
3.3	Produits agroalimentaires	34
3.4	Engrais	35
3.5	Produits forestiers	36
3.6	Produits de l'automobile	37
3.7	Machinerie et équipement industriels	38
3.8	Technologies de pointe	39
3.9	Aéronautique	40
3.10	Produits chimiques et plastiques	41
3.11	Biens de consommation	42
3.12	Services	43

TABLE DES MATIÈRES

Table des matières

1.0 Sommaire

2.0 Aperçus des risques pays

3.0 Prévisions sectorielles

4.0 Prévisions provinciales

4.0 Prévisions provinciales

4.1	Terre-Neuve-et-Labrador	46
4.2	Île-du-Prince-Édouard	47
4.3	Nouvelle-Écosse	48
4.4	Nouveau-Brunswick	49
4.5	Québec	50
4.6	Ontario	51
4.7	Manitoba	52
4.8	Saskatchewan	53
4.9	Alberta	54
4.10	Colombie-Britannique	55

1.0 SOMMAIRE

Table des matières

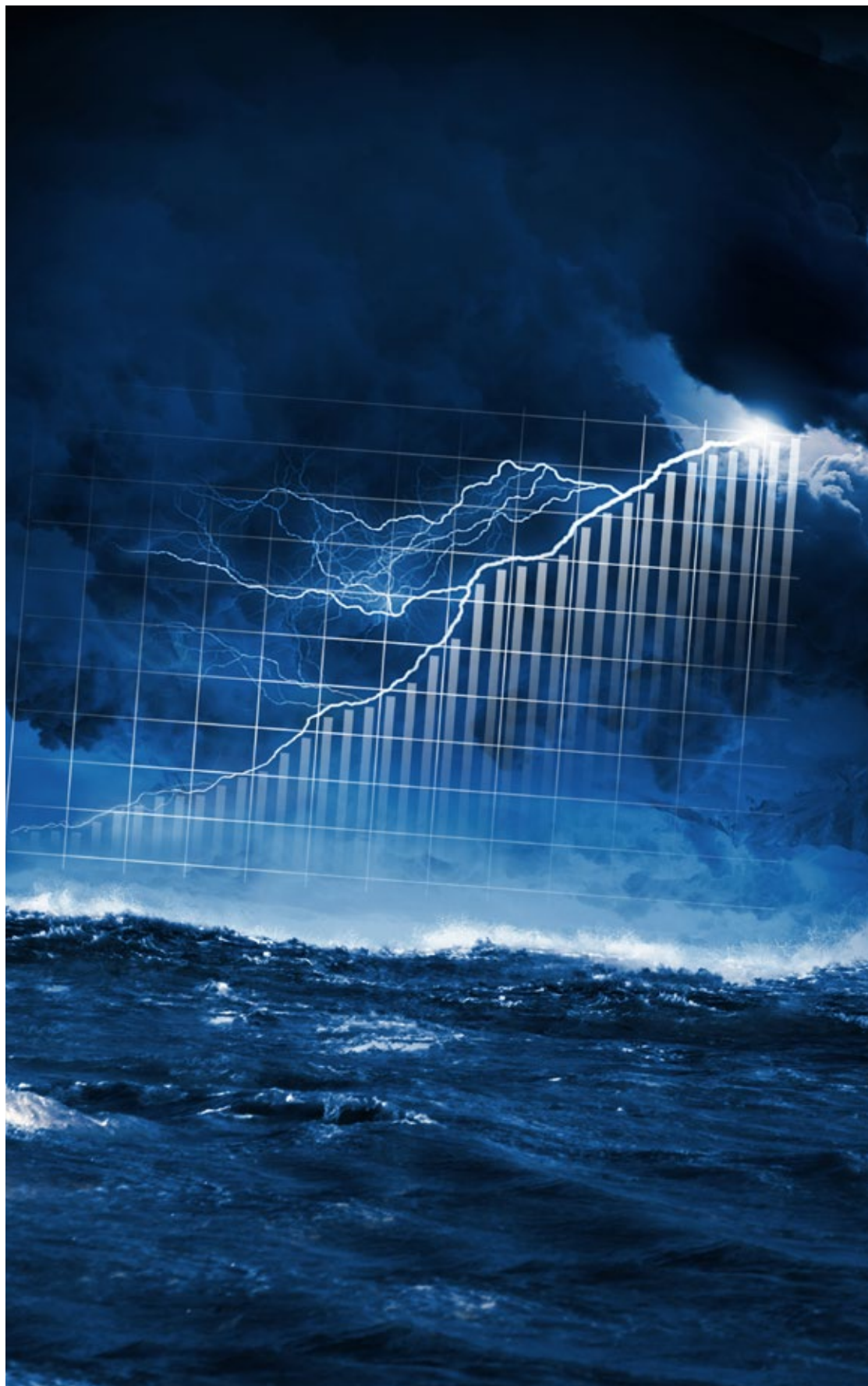
1.0 Sommaire

- 1.1 Croissance sur fond de volatilité
- 1.2 Le Grand renversement et la croissance
- 1.3 Le parcours mouvementé des devises
- 1.4 La gravité... un concept qui a du poids!
- 1.5 Jalonnée d'embûches, la route vers Shangri-La?

2.0 Aperçus des risques pays

3.0 Prévisions sectorielles

4.0 Prévisions provinciales



1.0 SOMMAIRE

Table des matières

1.0 Sommaire

1.1 Croissance sur fond de volatilité

1.2 Le Grand renversement et la croissance

1.3 Le parcours mouvementé des devises

1.4 La gravité... un concept qui a du poids!

1.5 Jalonnée d'embûches, la route vers Shangri-La?

2.0 Aperçus des risques pays

3.0 Prévisions sectorielles

4.0 Prévisions provinciales

1.1 Croissance sur fond de volatilité

La croissance n'est pas censée suivre un parcours mouvementé. En économie, la croissance désigne le moment où les récentes infortunes cèdent le pas à la normalité et où la vie reprend son cours. Nous nous attendons à rencontrer de la turbulence quand l'économie est en chute libre et qu'elle évolue sans direction apparente, devenant encore plus exposée aux mauvaises surprises. Lorsque l'économie prend du mieux, les écueils menaçant le dynamisme prennent une autre résonance. Le souffle d'un vent d'espoir accroît notre résilience et nos moyens financiers – autant d'éléments adoucissant les épreuves. Pourtant, ce n'est pas le cas en ce moment. Malgré l'accélération de la croissance, nous essayons de cuisants revers. Que se passe-t-il?

Sans doute, la météo difficile est à blâmer pour une partie de la turbulence récente. Devant les aléas météo, que faire, sinon espérer un retour à la normale. Les derniers mouvements de grève ont perturbé l'activité, mais dans une économie mondialisée, ce genre d'événements pourrait être bien plus rare. L'adoption inopinée de politiques publiques a aussi dérangé, mais la situation devrait se normaliser à la faveur du retour de la croissance et de l'amélioration de la situation financière des gouvernements. Par ailleurs, une réglementation et des contrôles plus stricts devraient réduire les turbulences sur les marchés financiers, surtout avec le redémarrage de la croissance. Les résultats en hausse des indices de la confiance dans les grandes économies développées permettent de croire que les craintes devraient s'estomper.

Voilà qui est bien en théorie. Dans les faits, l'économie semble se diriger dans la direction opposée. Pour s'en convaincre, il suffit de jeter un œil sur l'indice de volatilité du Chicago Board Options Exchange (CBOE). Sur les marchés, la volatilité atteint un sommet depuis trois ans et elle s'intensifie sur le marché américain. Qu'en est-il alors des autres économies ayant subi des fluctuations nettement plus prononcées? Cette volatilité ne se limite pas aux marchés des actions. Depuis le début de 2015, les cours pétroliers ont fondu de plus de la moitié. Les cours des métaux de base ont aussi fléchi et les métaux précieux n'ont guère fait mieux. Au chapitre des turbulences, les devises complètent la liste. Par rapport à la monnaie des partenaires commerciaux des États-Unis, le billet vert s'est apprécié en moyenne de 17 % en à peine plus d'un an. Les devises évoluant au gré de la tenue des produits de base ont généralement réalisé des gains encore plus substantiels. Si le monde retrouve vraiment le chemin de la croissance, comment expliquer ce maëlström?

Beaucoup mettent en doute l'idée même que le monde renoue avec la croissance. Et avec raison, car la croissance s'est grippée au Brésil, en Russie et dans certains grands pays producteurs de matières premières. Les récents chiffres en provenance de la Chine ont soulevé une vive inquiétude. Si ces acteurs de premier plan peinent, que dire des économies plus petites avec qui elles entretiennent d'étroites relations? À lire les grands titres, on présumerait d'emblée que l'économie mondiale met le cap dans la direction opposée. Or, ce serait oublier un élément capital : ces économies n'ont pas le statut de « locomotives ». Elles sont fondamentalement mues par l'élan imprimé par d'autres régions du monde – soit le dynamisme transmis par de grandes économies développées. Au fait, comment ces dernières se portent-elles?

Commençons par l'économie américaine, où l'activité est la plus robuste. La météo défavorable et les perturbations provoquées par la grève dans les installations portuaires de la côte Ouest ont bridé l'élan de l'économie sous-jacente lors du premier trimestre. Les pessimistes y ont vu la preuve de la sempiternelle stagnation qui, de leur avis, pèse sur l'économie. Pourtant, cette éclipse ne fait qu'éperonner la demande comprimée – une hypothèse accréditée par le bond de 3,7 % de l'activité au deuxième trimestre. Jusqu'ici, les perspectives sont favorables pour le second semestre. La croissance potentielle reste solide dans trois grands pans de l'économie : tout d'abord, la consommation est vigoureuse grâce à une croissance soutenue de l'emploi, des gains supérieurs liés aux salaires réels, une confiance renouvelée, un budget des ménages assaini et mieux maîtrisé ainsi qu'une prime de 100 milliards de dollars résultant de prix de l'essence moins élevés; ensuite, les marchés de l'habitation progressent de façon équilibrée, la demande devançant largement la construction des nouveaux logements; enfin, les entreprises riches en liquidités subissent de sévères contraintes de capacité au moment où les commandes se multiplient. Certes, les importations abaissent la pression induite par ce mouvement, mais il ne fait aucun doute, en définitive, que les conditions sous-jacentes autorisent le maintien d'une croissance supérieure à l'évolution tendancielle pendant au moins les deux prochaines années.

Le tableau s'améliore aussi en Europe occidentale. Dans l'ensemble, l'austérité a porté ses fruits. La nécessité de procéder à de nouveaux coups de rabot budgétaires a été réduite ou éliminée, car les déficits publics exprimés en part du PIB se résorbent – et plus rapidement dans certains pays. Cette conjoncture a revivifié ces économies et leur a dévoilé la présence d'une demande comprimée. Au surplus, les exportateurs tirent parti du repli de l'euro et de la fermeté de la demande américaine. Ainsi, grâce à une croissance annualisée se campant depuis trois trimestres au-dessus de l'évolution tendancielle, la zone euro a su admirablement résister aux effets de la crise de la dette grecque du printemps dernier. Sur le continent européen, le moral des responsables des achats est resté excellent lors de cette épreuve – et il s'est même renforcé durant l'été. Malgré des difficultés structurelles, l'Europe émerge avec conviction d'une longue hibernation, et le raffermissement de la demande sur ce marché aura manifestement un effet stimulant sur les autres économies du monde.

1.0 SOMMAIRE

Table des matières

1.0 Sommaire

1.1 Croissance sur fond de volatilité

1.2 Le Grand renversement et la croissance

1.3 Le parcours mouvementé des devises

1.4 La gravité... un concept qui a du poids!

1.5 Jalonnée d'embûches, la route vers Shangri-La?

2.0 Aperçus des risques pays

3.0 Prévisions sectorielles

4.0 Prévisions provinciales

La situation n'est pas aussi clairement définie sur les principaux marchés émergents. Jadis puissantes, les économies BRICA régressent. En Russie, le dynamisme est paralysé par les sanctions et l'effritement des cours pétroliers. Cette année, l'économie russe accuse une contraction dévastatrice de la demande si bien que la croissance du PIB sur ce marché devrait de nouveau faiblir l'an prochain. Le Brésil ne fait pas mieux avec une croissance en panne. Outre le déficit colossal des infrastructures plombant son économie, le Brésil est éclaboussé par un scandale de corruption dans le secteur de la construction qui n'a fait qu'exacerber le problème. Par ailleurs, le tassement des cours des matières premières et de la demande chinoise ont davantage assombri les perspectives à court terme du Brésil. L'Afrique du Sud, très tributaire des principaux marchés des produits de base, réagit mal au plongeon des cours et voit son dynamisme économique hypothéqué par ses infrastructures.

Ces marchés émergents et d'autres réagissent à une foule de facteurs à l'échelle du globe échappant à toute emprise, et à des problématiques intérieures plus faciles à dissimuler durant les années de croissance supérieure. De tous les marchés émergents, la Chine (et son évolution récente) semble le plus susciter de perplexité. Alors que le reste du monde sautait de crise en crise depuis sept ans, la Chine montrait une stabilité imperturbable. Devant cette performance, les analystes, les uns après les autres, ont salué l'émergence de ce géant, ont prédit son ascension parmi les autres économies et l'ont décrit en des termes de plus en plus élogieux. Mais cette ascension a mal tourné. Les révélations de parcs industriels à la fine pointe vides, de luxueux centres commerciaux désertés, et de villes nouvellement construites mais inhabitées remettent en cause le modèle de relance à la chinoise. Dans la sphère financière, l'accès facile au crédit ainsi que la présence de banques parallèles et de marchés des actions aux allures de casinos ont notamment posé le problème des bulles de liquidité. Ces nouvelles révélations ont-elles transformé la prouesse de la Chine en gâchis?

En vérité, ces révélations n'ont rien de nouveau. Il est notoire que la Chine stimule avec insistance son économie depuis l'éclatement de la crise en 2008. Le défi actuel de la Chine est précisément de faire en sorte que l'économie ne dépende plus des programmes de relance et retrouve un niveau plus normal, porté par l'activité mondiale. De notre analyse se dégage un nouveau constat : un yuan obstinément élevé limite la participation de la Chine à la reprise en Occident. On note des indices de plus en plus probants au sein d'un groupe élargi de pays – ceux dont la devise s'est dépréciée par rapport au billet vert – d'une propagation planétaire de la croissance. Les indicateurs de la Chine, en revanche, poursuivent leur repli, et les dévaluations du renminbi (RMB) à la fin de l'été ont peu apaisé les craintes suscitées par les perspectives à court terme. Ces dévaluations ont abaissé le taux de change RMB-USD d'environ 4,6 % et soulevé en Amérique un tollé envers les suspects habituels. Mettons le tout en perspective : le RMB était très stable face à l'USD au cours de l'année écoulée, tandis que l'USD s'est apprécié de 17 % par rapport à la monnaie de tous ses partenaires commerciaux. La compétitivité de la Chine, qui s'érodait rapidement face à la devise des marchés émergents prometteurs, a perdu de nouveau 17 % ces 12 derniers mois. Plutôt que de chercher à obtenir un avantage indu, la Chine, en dévaluant sa monnaie, a voulu bénéficier de la reprise mondiale, même si ce n'est que partiellement.

Nous renouons peu à peu avec la croissance. Comment alors expliquer la turbulence? La panique sur les marchés n'est-elle pas le signe d'une détérioration de la croissance? En temps normal, oui – mais les circonstances sont loin d'être normales, et ce, pour une excellente raison. Lors des années de contraction de l'économie mondiale, le Conseil des gouverneurs de la Réserve fédérale américaine s'est aventuré en territoire inconnu en lançant le premier programme d'assouplissement quantitatif. Pareille action a prévenu l'effondrement de la confiance et l'éclatement d'une crise des liquidités. Toutefois, elle a engendré des répercussions imprévues. Les liquidités excédentaires ont été canalisées vers divers instruments financiers – marchés des actions, marchés des obligations à risques, marchés des devises, marchés des produits de base, entre autres –, et des vagues successives de liquidités ont créé l'illusion du caractère réaliste des cours élevés sur ces marchés. La croissance étant de nouveau au rendez-vous, ces liquidités excédentaires constituent désormais une menace. Si tous ces fonds regagnent l'économie, ils inonderont le système et influenceront sur la disponibilité des biens et des services – avec comme conséquence une flambée de l'inflation. Les autorités pareront à cette éventualité – et les marchés le savent. Pour ces mêmes marchés, la croissance annonce le pompage des liquidités excédentaires par la Fed et le retour des actifs artificiellement surévalués à des niveaux habituels. Cette situation était évidente lors de la réaction au retrait de la politique d'assouplissement après l'annonce décisive de Ben Bernanke en mai 2013, et elle joue sans doute un rôle de catalyseur dans le retrait actuel. Quel point devons-nous ici retenir? Le tumulte sur les marchés ne témoigne pas d'une faiblesse de l'activité; il est plutôt l'inséparable compagnon d'une croissance retrouvée. Dans le contexte actuel, l'un ne va pas sans l'autre.

Que cela signifie-t-il pour la croissance mondiale? Les marchés développés mèneront le bal, par le rythme de la croissance ou par son accélération. Ainsi, la croissance du monde développé dans son ensemble devrait passer de 2,0 % cette année à 2,4 % en 2016. Quant aux marchés émergents, ils afficheront une croissance de 3,8 % cette année et de 4,4 % l'an prochain. Leur contribution continuera de représenter une part supérieure de la production globale, mais elle suivra celle des économies avancées. Dans cette conjoncture, la croissance mondiale s'établira à 3,0 % cette année et à 3,6 % en 2016, et elle maintiendra résolument le cap dans le nouveau cycle de la croissance.

1.0 SOMMAIRE

Table des matières

1.0 Sommaire

1.1 Croissance sur fond de volatilité

1.2 Le Grand renversement et la croissance

1.3 Le parcours mouvementé des devises

1.4 La gravité... un concept qui a du poids!

1.5 Jalonnée d'embûches, la route vers Shangri-La?

2.0 Aperçus des risques pays

3.0 Prévisions sectorielles

4.0 Prévisions provinciales

Si la croissance est indissociable de la volatilité, à quoi doit-on s'attendre? Au quotidien, il est difficile de le dire, mais il semble incontestable que la volatilité persistera jusqu'à l'an prochain, moment du véritable décollage de l'économie. La Fed commencera à relever ses taux d'intérêt dès cet automne, déclenchant dans la foulée une intense spéculation, car les marchés tenteront de déterminer l'incidence de ce geste sur la répartition des actifs. Le crédit continuera d'être de plus en plus serré dans les pays et les secteurs à risque, la fin de l'ère du crédit facile ayant sonné. L'activité des marchés des produits de base restera réprimée. Les cours pétroliers devraient continuer de se négocier dans la fourchette des 50 à 60 USD au cours des 18 prochains mois. Quant au cours des métaux de base, il sera en modeste progression. Enfin, le cours des métaux précieux devrait poursuivre sa lente remontée au fur et à mesure que diminue le risque d'une défaillance systémique dans les économies avancées.

Au Canada, les répercussions d'un tel contexte seront considérables. Les cours peu élevés des matières premières inciteront les entreprises du secteur des ressources à rationaliser davantage. Le volume de la production s'orientera encore à la hausse grâce aux gains obtenus par l'achèvement de projets, avec comme bémol une diminution des marges. Cette hausse sera apparente dans les industries du pétrole et du gaz naturel, compte tenu des fortes fluctuations des cours. Par ailleurs, la faiblesse des cours des ressources naturelles se répercutera directement sur le dollar canadien. En conséquence, nous avons revu à la baisse nos projections pour le huard qui devrait se négocier en moyenne à 0,79 USD en 2016.

Ces changements ont directement modifié le tableau de nos exportations. La croissance du commerce extérieur du Canada a été plombée au premier semestre sous l'effet d'une baisse de régime de l'économie américaine. Toutefois, les industries exportatrices, tout particulièrement hors énergie, ont opéré un redressement spectaculaire en milieu d'année. À ce titre, l'analyse secteur par secteur révèle des résultats impressionnants pour 2015. Malgré une faible performance de base, un recul généralisé de 1 %, la composition des industries ne pourrait être moins polarisée. La croissance des secteurs des engrais, de l'aéronautique, des biens de consommation, des produits de l'automobile, des technologies de pointe ainsi que de la machinerie et l'équipement industriels grimpera dans les deux chiffres, tandis que la croissance de l'industrie de l'énergie accusera des replis sensibles cette année. L'an prochain, les perspectives sont plus encourageantes puisque la croissance sera plus équilibrée à l'ensemble des secteurs. La stabilisation accrue des cours des ressources naturelles permettra des gains en volume. De surcroît, un huard plus stationnaire et des contraintes de capacités viendront faciliter l'élan de croissance des exportations non énergétiques. Collectivement, les exportations devraient inscrire une croissance de 8 % l'an prochain. Les exportations ayant un rôle déterminant sur la performance économique du Canada dans un horizon immédiat, la croissance du PIB devrait gagner 1,3 % cette année avant de faire un bond de 2,3 % en 2016.

Conclusion? Un nouvel élément marque le retour de la croissance : la volatilité des marchés. Pour survivre et prospérer dans cette conjoncture, il faudra exceller dans la gestion de cette volatilité. Fort de sa robuste position structurelle – gestion éclairée de la politique budgétaire, solidité des institutions financières et diversification des exportations –, le Canada est bien placé pour tirer parti des débouchés internationaux. Pourtant, dans un contexte de croissance poussive de l'investissement au sortir de la crise – un trait que le Canada partage avec les autres économies –, il sera essentiel de se doter de la capacité de saisir ce nouveau dynamisme et de gérer la volatilité qui l'accompagne.

1.0 SOMMAIRE

Table des matières

1.0 Sommaire

1.1 Croissance sur fond de volatilité

1.2 Le Grand renversement et la croissance

1.3 Le parcours mouvementé des devises

1.4 La gravité... un concept qui a du poids!

1.5 Jalonnée d'embûches, la route vers Shangri-La?

2.0 Aperçus des risques pays

3.0 Prévisions sectorielles

4.0 Prévisions provinciales

Tableau 1 : Principales estimations économiques

PRINCIPAUX MARCHÉS	2012	2013	2014	2015 (p)	2016 (p)
PIB (en %, a/a)					
Canada	1,9	2,0	2,4	1,3	2,3
États-Unis	2,2	1,5	2,4	2,5	2,9
Zone euro	-0,8	-0,4	0,8	1,4	1,8
Japon	1,8	1,6	-0,1	0,9	1,5
Marchés développés	1,2	1,4	1,8	2,0	2,4
Asie émergente	6,8	7,0	6,8	6,6	6,7
Amérique latine et Antilles	3,1	2,9	1,3	0,3	1,6
Europe émergente	3,3	4,2	3,4	-1,2	0,7
Afrique et Moyen-Orient	4,8	2,5	2,7	2,6	3,8
Marchés émergents	5,2	5,0	4,6	3,8	4,4
Total mondial	3,4	3,4	3,4	3,0	3,6
Devises					
USD/CAD	1,00	0,97	0,91	0,79	0,79
Cours des produits de base					
WTI	94 \$	98 \$	93 \$	51 \$	56 \$
Bois d'œuvre (épinette-pin-sapin de l'Ouest, en milliers de pieds-planche)	255 \$	318 \$	349 \$	333 \$	392 \$
Cuivre (USD/tonne métrique, LME)	7 947 \$	7 322 \$	6 862 \$	5 616 \$	5 838 \$
Autres					
Mises en chantier, É.-U. (en milliers d'unités)	781	925	1 006	1 160	1 435

Sources : Statistique Canada, Services économiques d'EDC

Tableau 2 : Prévisions des exportations canadiennes de marchandises, par région

PRINCIPAUX MARCHÉS	G CAD 2014	Part des exportations (en %) 2014	Prévisions des exportations (croissance en %)		
			2014	2015 (p)	2016 (p)
Marchés développés					
États-Unis	376,2	76,4	12,2	-3	9
Europe occidentale	39,2	8,0	15,5	2	8
Japon, Océanie et Asie développée	23,4	4,8	3,1	-6	4
Marchés émergents					
Amérique latine et Antilles	13,4	2,7	7,4	1	5
Europe émergente et Asie centrale	3,5	0,7	-5,5	-6	5
Afrique et Moyen-Orient	8,5	1,7	18,4	5	8
Asie émergente	28,0	5,7	-1,3	9	5
Total des exportations de biens	492,1	100,0	11,0	-2	8
Total – Marchés émergents	53,3	10,8	3,2	5	5
Total – Marchés développés	438,8	89,2	12,0	-3	8

Sources : Statistique Canada, Services économiques d'EDC

Table des matières

1.0 Sommaire

1.1 Croissance sur fond de volatilité

1.2 Le Grand renversement et la croissance

1.3 Le parcours mouvementé des devises

1.4 La gravité... un concept qui a du poids!

1.5 Jalonnée d'embûches, la route vers Shangri-La?

2.0 Aperçus des risques pays

3.0 Prévisions sectorielles

4.0 Prévisions provinciales

1.2 Le Grand renversement et la croissance

Non, il ne s'agit pas d'une révision de nos prévisions. Nous demeurons convaincus que l'économie américaine reste foncièrement robuste et que son dynamisme entraîne le monde vers le nouveau cycle de la croissance mondiale. C'est justement cette croissance qui déclenche ce renversement inédit pour une partie de la population active. En fait, sous un aspect bien précis, ce renversement est pratiquement unique dans les annales de l'histoire. En ce sens, il crée une vaste zone grise pouvant servir sans délai de chemin pour la croissance. En quoi consiste ce renversement, et comment risque-t-il d'infléchir la conjoncture mondiale durant les mois et années à venir?

Il représente sans doute l'événement économique le plus attendu de la décennie. Les taux d'intérêt, stationnaires depuis plus de six ans, sortent progressivement de leur immobilité. Lors des cycles antérieurs, le resserrement de la politique monétaire constituait un fait majeur qui ne se compare guère avec le drame actuel. Le monde accède à du crédit bon marché depuis si longtemps que l'on redoute qu'il en soit devenu dépendant. Le Japon en est accroc depuis 25 ans, et aucun effort réel de sevrage n'est en vue. Certains soutiennent avec véhémence que procéder à de rares relèvements des taux est exactement ce que la Fed devrait éviter, compte tenu de la conjoncture sur le marché intérieur et à l'échelle du globe. Alors, existe-t-il de bonnes raisons d'augmenter ces taux?

Sur le marché intérieur, cette augmentation se justifie amplement. Tout d'abord, en raison du resserrement du marché de l'emploi. L'analyse fondamentale révèle sans équivoque qu'il y a une main-d'œuvre abondante à disposition. Pourtant, en tenant compte des travailleurs désabusés et déplacés, victimes de la crise, le taux de chômage réel dépasse sensiblement le taux officiel. Le hic, c'est que nombre de travailleurs ayant quitté la population active en périodes de recul ne reviendront pas. Aux États-Unis, le taux de chômage se situe près de la zone à l'origine de gains des salaires réels induits par l'inflation. Il s'en rapproche tellement que la Fed pourrait bien avoir trop différé la hausse des taux d'intérêt. Le dynamisme actuel de la consommation sur le marché américain et l'intense utilisation des capacités dans le secteur industriel laissent entendre que la demande en main-d'œuvre ne faiblit pas. Le contexte prévalant au pays de l'oncle Sam semble conforter la décision de relever les taux comme moyen de gérer le nouvel élan de croissance. Jusqu'ici, rien ne dénote qu'un renversement a lieu.

Que dire de ceux qui craignaient qu'une ascension des taux plonge l'économie dans la récession? Ils sont en bonne compagnie puisque, immanquablement, un groupe s'inquiète de cette éventualité à chaque relèvement des taux – et parfois ses craintes sont confirmées. Si la surchauffe de l'économie survient alors que le cycle de la croissance est à maturité, il existe un véritable danger qu'une hausse des taux fasse apparaître – et même éclater – des bulles existantes. Cependant, lorsque l'économie émerge d'une crise ou de la stagnation, le nombre de bulles pouvant exploser est minime, voire nul. À vrai dire, l'augmentation des taux a pour but d'éviter qu'une économie en mouvement ne parte à la dérive – un scénario qui pourrait aisément se concrétiser advenant le maintien du crédit bon marché. Par conséquent, le renversement auquel nous faisons référence n'est pas une récession induite par les taux d'intérêt.

Voici le dilemme. Si le nouveau cycle de resserrement des taux s'orchestre en fonction de la croissance, pourquoi tant d'agitation? En fait, la spéculation entourant le resserrement monétaire a commencé au milieu de 2013 et, depuis, les marchés financiers s'affolent : fluctuations sur les marchés boursiers; rééquilibres à l'échelle planétaire; mouvements des devises; et déconfiture des cours des matières premières. Que se passe-t-il? La réponse : l'indissociable compagnon des hausses de taux d'intérêt absorbe les liquidités excédentaires injectées lors de la mise en œuvre du premier programme d'assouplissement quantitatif (AQ) de la Fed (une initiative reprise ailleurs dans le monde). Tout comme les relèvements de taux d'intérêt, le resserrement quantitatif (RQ) est déclenché par la croissance. Si l'AQ a causé des distorsions sur les marchés financiers – et nous en sommes persuadés –, alors le RQ devrait en toute logique les dissiper. En pareille conjoncture, personne ne sait vraiment à quoi ressemblerait la normalité dont nous souhaitons tant le retour. De toute évidence, le Grand renversement se fera à force d'essais et des erreurs : il sera donc fondamentalement source de volatilité. Et comme il est inextricablement relié au réveil de la croissance, il sera une regrettable nécessité.

1.0 SOMMAIRE

Table des matières

1.0 Sommaire

1.1 Croissance sur fond de volatilité

1.2 Le Grand renversement et la croissance

1.3 Le parcours mouvementé des devises

1.4 La gravité... un concept qui a du poids!

1.5 Jalonnée d'embûches, la route vers Shangri-La?

2.0 Aperçus des risques pays

3.0 Prévisions sectorielles

4.0 Prévisions provinciales

La corrélation entre volatilité et croissance ne rend pas pour autant le processus dépourvu de risques. Il y aura des gagnants et des perdants. Par exemple, les producteurs de produits de base en général subissent les contrecoups de la croissance. Il pourrait en aller de même des marchés émergents présentant des risques élevés. La volatilité des devises lève le voile sur des zones localisées de faiblesse suffisamment graves pour se propager. En fait, rien ne garantit que la croissance l'emportera sur les effets négatifs qu'elle générera.

Malgré tout, nous croyons que la balance penchera en faveur de la croissance. Pourquoi? En premier lieu, parce que la croissance bonifie généralement le volume des échanges commerciaux. On observe une détente des cours pour bon nombre des produits, mais le volume est en fait en hausse – et, c'est précisément le mouvement des biens qui est créateur d'emplois. En deuxième lieu, l'atonie des cours éperonne l'activité. Grâce au plongeon des prix de l'essence, les consommateurs américains ont reçu une prime d'une valeur de 100 milliards de dollars cette année. Par ailleurs, cette conjoncture énergétique profite énormément aux importateurs nets de combustibles fossiles à l'échelle internationale. En troisième lieu, comme l'économie américaine est la source de la croissance, la vigueur inébranlable du billet vert aide à diffuser la croissance partout sur la planète. En quatrième lieu, l'instabilité des marchés financiers ne connaît aucune limite. Après tout, le vieillissement de la population est à l'origine de la formidable montée de la demande pour des actifs offrant un rendement supérieur. En dépit du resserrement du crédit, la source de capitaux demeure plus abondante qu'à l'habitude, ce qui devrait avoir un effet modérateur sur les marchés. Finalement, la volatilité dépendra de l'habileté avec laquelle la Réserve fédérale américaine saura restreindre le flot des liquidités. Pour la Fed, cette opération relève de l'expérimentation, mais l'objectif ultime est bel et bien le retour à la normale en recourant à un processus minimisant les perturbations. Le temps nous dira si la Fed a réussi dans cette entreprise.

Les vannes de la croissance sont ouvertes, et le Grand renversement est bel et bien commencé. À l'approche du prochain cycle de croissance et pendant ce cycle, le parcours promet d'être ardu. La Fed a donc intérêt à orchestrer de main de maître ce passage historique.

1.0 SOMMAIRE

Table des matières

1.0 Sommaire

- 1.1 Croissance sur fond de volatilité
- 1.2 Le Grand renversement et la croissance
- 1.3 Le parcours mouvementé des devises**
- 1.4 La gravité... un concept qui a du poids!
- 1.5 Jalonnée d'embûches, la route vers Shangri-La?

2.0 Aperçus des risques pays

3.0 Prévisions sectorielles

4.0 Prévisions provinciales

1.3 Le parcours mouvementé des devises

Grisant, n'est-ce pas? Le parcours en montagnes russes des devises à l'échelle du globe ces 15 derniers mois fait l'envie des parcs d'attractions. Malgré tous nos efforts, nous ne parvenons pas à trouver la formule qui mettra fin à des fluctuations si importantes. L'économiste Keynes s'était attelée à cette tâche dans les années 1930. La mondialisation devait nous aider à remédier à ces variations. Les instruments dérivés, pensait-on, seraient le dernier remède. Pourtant, les fluctuations paraissent encore plus marquées. Comment expliquer cette évolution à donner le vertige? Cet épisode mouvementé se terminera-t-il bientôt?

Au fait, quelle est l'ampleur des fluctuations? Inouïe. Les devises des marchés émergents se sont collectivement dépréciées de près de 13 % depuis 15 mois par rapport au billet vert, certaines monnaies étant exposées à de plus fortes fluctuations. Ainsi donc, les économies émergentes sont les suspects habituels, mais au regard de leurs faiblesses structurelles, est-ce bien illogique? On peut sérieusement en douter. Nombre de ces économies ont tiré les enseignements du passé et sensiblement consolidé les assises structurelles de leur monnaie. À l'instar de ces économies, beaucoup de pays développés ont vu leur monnaie soumise à une volatilité excessive. À preuve, durant le même intervalle, l'euro a plongé de 14 % et le dollar canadien de plus de 18 %. De toute évidence, cette dynamique ne concerne pas seulement les marchés émergents. Que se passe-t-il?

Pour tout dire, le Grand renversement est en cours (lire notre analyse consacrée à ce thème dans la présente livraison des Prévisions). Pendant des années, les liquidités injectées dans le cadre de la politique d'assouplissement quantitatif (AQ) ont inondé le marché de dollars américains, ce qui a finalement fait gonfler la valeur des actifs – notamment des actions, des produits de base et des devises. Dans le cas des devises, l'attraction de capitaux excédentaires vers les marchés boursiers, les marchés obligataires et les marchés des matières premières s'est traduite par une augmentation de la demande envers la monnaie locale. Or, l'appréciation de la monnaie a accru les entrées de portefeuille qui, à leur tour, en ont bonifié la valeur. À la mi-2013, soit à l'apparition des premiers indices de la fin du programme d'AQ, le renversement a débuté. À ce jour, son intensité n'a fait que s'amplifier, comme en font foi ses effets manifestes sur les fluctuations des devises.

Dès le début du retrait de la politique d'AQ, les marchés offrant des rendements élevés se sont révélés, dans bien des cas, des destinations privilégiées. Par voie de conséquence, ces marchés sont désormais les plus vulnérables. Voilà pourquoi les Services économiques d'EDC ont dressé la liste des pays qui, selon nous, sont les plus exposés à la conjoncture extérieure. Notre évaluation s'est fondée sur quatre indicateurs : la croissance du crédit dans le secteur privé; la balance compte courant; les flux de portefeuilles; et la vigueur du contexte commercial du pays. Nous avons par la suite restreint notre liste aux 43 marchés émergents les plus importants, et nous les avons classés selon leur degré de vulnérabilité. Pour des motifs évidents, l'Argentine et le Venezuela trônent au palmarès des 10 pays les plus vulnérables. La Turquie, aspirante à l'UE, occupe sans surprise le troisième rang : durant la période de l'après-crise, elle a figuré en tête de liste de nos pays sous surveillance. Toutefois, on pourrait s'étonner de la présence à ce classement des pays tels la Colombie et le Pérou, dont le développement récent témoigne de progrès considérables.

Dans l'ensemble, la volatilité devrait s'accroître, mais ce regain ne renvoie pas expressément à une faiblesse structurelle particulière dans un pays, et ce, pour de multiples raisons. En premier lieu, parce qu'elle est dans une large mesure l'affaire des États-Unis. Au gré du retrait de la marée de liquidités, le courant formé par le reflux secoue pratiquement tous les marchés – hormis les États-Unis – et il est pratiquement impossible d'y résister. Ceux qui le font en paient le prix. Par exemple, le renminbi, très contrôlé par les autorités chinoises, s'est déprécié depuis le début de l'année d'à peine 4 % par rapport au billet vert, surtout en raison de la dévaluation d'août dernier, mais il semble bien que les exportations chinoises en ressentent le contrecoup. Par ailleurs, les effets passés de la volatilité des marchés ont incité de nombreuses économies émergentes à se restructurer pour mieux se prémunir contre le mouvement des devises, notamment par les actions suivantes : augmenter les réserves en devises; réduire au minimum l'exposition aux dettes libellées en devises fortes; abaisser les ratios des dettes libellées en devises; et créer un fonds pour parer aux imprévus. Dans le secteur commercial, tous les pays BRICA, à l'exception d'un seul, détiennent des dettes libellées en devises représentant moins de 40 % du total des dettes. Enfin, la monnaie des marchés tributaires de la tenue des produits de base fluctue en fonction de la variation des cours, qui ont plongé ces derniers mois. Quelques marchés émergents se sont dotés d'amortisseurs financiers pour se protéger de ce genre de chocs, mais il est pratiquement impossible d'en neutraliser l'impact.

Alors, comment cette turbulence change-t-elle les activités des exportateurs canadiens? Tout d'abord, elle leur procure des gains substantiels de compétitivité auprès de notre premier client. Ainsi, le Canada devrait profiter du rôle de locomotive de la croissance mondiale joué par l'économie américaine. Ensuite, notre réussite sur le marché américain ne devrait pas donner l'impression que cette situation est généralisée. Loin de là. De manière générale, le dollar canadien a perdu du terrain par rapport aux devises de tous ses partenaires commerciaux (exception faite des États-Unis) – un glissement qui s'est établi à 4,2 % au cours des 15 derniers mois. Toutefois, le huard s'est apprécié de plus de 4 % face au peso mexicain. La valeur du huard a aussi progressé vis-à-vis la monnaie du Brésil, de la Russie et de l'Afrique du Sud. Certes, nos échanges avec d'autres marchés que les États-Unis sont, dans une large mesure, libellés en dollar américain, mais les acheteurs sont suffisamment avertis pour faire la conversion et demander l'escompte qui s'impose. Les exportateurs devraient s'attendre à une vive concurrence au niveau des prix. Enfin, le mouvement des monnaies peut dissuader des exportateurs déjà craintifs de réaliser des ventes sur les marchés mondiaux, et dissuader encore davantage les investisseurs internationaux frileux de mener à bien des projets d'investissement direct à l'étranger. Pourtant, cette conjoncture difficile recèle aussi de belles occasions.

Dans le contexte actuel, la volatilité des devises n'est pas d'un grand secours. Six années de stagnation après la crise, la prudence semble être devenue le maître mot chez les entreprises comme chez les consommateurs. À une différence près : aujourd'hui, l'instabilité des devises peut être directement corrélée avec le renouveau du dynamisme économique. Dans ce contexte marqué par la croissance, la volatilité persistera, du moins pour le moment. Les acteurs économiques faisant preuve du cran et de la créativité nécessaires pour s'adapter à ce bouleversement en tireront des avantages – sans doute comme jamais auparavant.

Table des matières

1.0 Sommaire

- 1.1 Croissance sur fond de volatilité
- 1.2 Le Grand renversement et la croissance
- 1.3 Le parcours mouvementé des devises
- 1.4 La gravité... un concept qui a du poids!**
- 1.5 Jalonnée d'embûches, la route vers Shangri-La?

2.0 Aperçus des risques pays

3.0 Prévisions sectorielles

4.0 Prévisions provinciales

1.4 La gravité... un concept qui a du poids!

Tout ce qui monte redescend. Le rappel de cet adage dans un contexte économique se veut, bien entendu, un clin d'œil à l'élucidation révolutionnaire, au 17^e siècle par Sir Isaac Newton, d'un phénomène naturel bien connu : la gravité. Un bref examen de la trajectoire récente des cours des produits de base nous laisserait penser que ces valeurs sont aussi sous l'emprise de cette force naturelle incontournable. La chute des cours du pétrole brut a fait les manchettes ces derniers temps. Or, des mouvements du même type caractérisent la tenue du cours d'autres produits de base industriels. Que peut nous enseigner Newton au sujet de l'évolution des cours des produits de base?

À la veille de la crise financière de 2008, les cours du pétrole brut West Texas Intermediate (WTI) ont culminé à 145 USD le baril. Les craintes d'une crise économique aux proportions planétaires ont ramené ces cours à 30 USD le baril avant la fin de l'année, l'économie mondiale demeurant empiétrée en territoire récessionniste; la production ne changeant guère, la croissance des cours s'est envolée à plus de 270 % au cours de deux années et demie qui ont suivi. Les négociants étaient alors persuadés que les cours obstinément élevés du pétrole brut et d'autres matières premières annonçaient une évolution s'écartant des règles historiques. Cependant, en 2014, le cours du WTI a entamé un vertigineux plongeon de 65 % qui l'a fait glisser au creux de 38 dollars en août 2015. Pour sa part, le cours cuivre est passé de 0,80 USD la livre en janvier 2000 à 4,34 dollars en janvier 2011, avant de dégringoler à 2,33 dollars en août 2015. Que s'est-il passé?

La mise en œuvre de programmes coordonnés de mesures extraordinaires et inédites de relance pour lutter contre la crise est souvent un facteur d'influence oublié sur la tenue des cours des produits de base lors du dernier cycle. Mises à part les conséquences des programmes de relance budgétaire sur la demande, le rachat des actifs par la banque centrale aux États-Unis, au Royaume-Uni, dans la zone euro et au Japon a entraîné un profond rééquilibrage des portefeuilles à la suite de l'injection de liquidités dans l'économie et la réduction des taux d'intérêt. Le crédit bon marché étant à portée de main, les marchés émergents ont assisté à un regain de la croissance et, du coup, à un raffermissement de la demande en matières premières. Résultat : la part chinoise de la consommation mondiale à l'ensemble des matières premières s'élève désormais au tiers du total mondial. Certains consommateurs de produits de base ont même été accusés de se constituer des réserves. Par ailleurs, les investisseurs retirant des rendements minimes sur leurs économies habituelles, ont commencé à canaliser une partie de leurs liquidités vers les marchés des matières premières, parmi d'autres actifs offrant un rendement supérieur, ce qui a eu l'effet de gonfler artificiellement les cours.

Rien ne fait descendre les cours de leurs sommets comme une envolée dans la stratosphère. En 2000, la production américaine se campait en moyenne autour de 5,8 millions de barils par jour (Mb/j); en 2008, elle descendait à un creux de 5 Mb/j. Cependant, en réaction à la nouvelle évolution des cours, les producteurs ont investi massivement si bien que la production de pétrole brut aux États-Unis est montée en flèche. En fait, dès 2014, le pays de l'oncle Sam s'est hissé au premier rang mondial des producteurs de pétrole brut. Certes, la hausse du nombre de puits a indiscutablement joué un rôle dans l'intensification de la production, mais les gains de productivité des puits sont aussi attribuables aux améliorations technologiques. Ainsi, l'exploitation du pétrole de schiste est devenue plus économique grâce à l'emploi de techniques semblables à celles mises au point pour le gaz de schiste – ce qui a porté les réserves prouvées à plus de 48 milliards de barils en 2014. Les plateformes de forage verticales ont été mises en veilleuse, car les plateformes de forage horizontales permettent de forer de multiples puits, certains longs de 11 kilomètres. Les plateformes marines se sont éloignées encore plus du littoral, les activités de forage atteignant des profondeurs de 12 kilomètres. À cela s'ajoute la technologie à vapeur qui a catapulté la production canadienne de brut à plus de 1Mb/j au cours de la dernière décennie.

Comme on l'a indiqué, la production de gaz naturel profite aussi du recours à des technologies non classiques. Les États-Unis connaissent depuis des années le potentiel du gaz de schiste. D'ailleurs, les réserves prouvées en 2005 s'élevaient à 5 trillions de mètres cubes. Grâce au perfectionnement de techniques comme la fracturation et le forage horizontal, l'exploitation du gaz de schiste est devenue plus économique. Les réserves prouvées ont donc été portées à 9,8 trillions de mètres cubes en 2014. Durant cet intervalle, la production américaine est passée de 511 à 728 milliards de mètres cubes. Et la production quotidienne est toujours à la hausse, en dépit de la détente actuelle des cours du gaz naturel. De surcroît, les États-Unis convertissent d'anciennes installations d'importation du GNL en installations d'exportation du GNL.

1.0 SOMMAIRE

Table des matières

1.0 Sommaire

1.1 Croissance sur fond de volatilité

1.2 Le Grand renversement et la croissance

1.3 Le parcours mouvementé des devises

1.4 La gravité... un concept qui a du poids!

1.5 Jalonnée d'embûches, la route vers Shangri-La?

2.0 Aperçus des risques pays

3.0 Prévisions sectorielles

4.0 Prévisions provinciales

Dans l'intervalle, les progrès technologiques ont aussi calmé la demande en énergie. Aujourd'hui, les pays à l'échelle du globe ont besoin de moins de la moitié de 1 baril de pétrole brut pour générer 1 000 USD en contribution au PIB, comparativement à près de 1 baril en 2000. L'amélioration des statistiques au chapitre de la consommation de carburant des véhicules vient confirmer l'effet réducteur de la technologie sur la demande. En conséquence, la consommation aux États-Unis est descendue à environ 1 million de barils par jour depuis 2007.

Dans la filière du cuivre, les producteurs s'efforçant de comprimer les coûts se sont tournés vers le recyclage. Ce métal étant entièrement réutilisable, environ un tiers de l'approvisionnement mondial en cuivre est désormais constitué de métal recyclé. En raison du recours au recyclage, l'industrie mondiale a exploité à ce jour moins de 15 % des ressources connues. Pour leur part, les constructeurs de maisons à deux paliers en Amérique du Nord ont réduit de 150 livres au cours des 30 dernières années l'utilisation des tuyaux en cuivre en les remplaçant par des tuyaux en polyéthylène réticulé.

L'essor de la demande en produits de base – alimenté par la politique d'AQ – a ouvert la voie à des déséquilibres entre l'offre et la demande, lesquels sont à l'origine de la dépression des cours. Les producteurs ont répliqué par des investissements accrus et le recours à des technologies novatrices afin d'améliorer les techniques d'extraction. Quant aux consommateurs, ils ont réagi à l'ascension des cours par la conservation d'énergie ou par l'utilisation d'autres matériaux. Au gré des signes de la Réserve fédérale américaine de son intention de mettre fin aux diverses formes d'AQ, l'inversion des flux d'investissement en prévision du relèvement des taux d'intérêt a suscité une réaction excessive aux déséquilibres de la dynamique offre-demande. L'interaction de toutes ces forces est ce qui a fait dévisser les cours.

1.0 SOMMAIRE

Table des matières

1.0 Sommaire

- 1.1 Croissance sur fond de volatilité
- 1.2 Le Grand renversement et la croissance
- 1.3 Le parcours mouvementé des devises
- 1.4 La gravité... un concept qui a du poids!

1.5 Jalonnée d'embûches, la route vers Shangri-La?

2.0 Aperçus des risques pays

3.0 Prévisions sectorielles

4.0 Prévisions provinciales

1.5 Jalonnée d'embûches, la route vers Shangri-La?

Il n'y a pas si longtemps, *The Economist* coiffait l'un de ses articles du titre « The great fall of China ». Dans cet article consacré à la Chine, le prestigieux magazine résumait le sentiment récent des marchés à l'endroit de ce géant en proie à de nombreuses déconvenues. De ce nombre, on compte l'effondrement brutal des places boursières chinoises et la dévaluation du yuan – un geste qui a fait craindre l'éclatement d'une guerre des devises. D'aucuns ont même avancé l'hypothèse que la dette colossale de Chine était une bombe sur le point d'exploser. Pour compléter ce tableau, la croissance économique se grippe, et on décèle des craintes réelles que le pays n'entre en récession. L'économie chinoise est-elle sérieusement menacée?

Pour le savoir, une mise en perspective s'impose. Dès 2008, la Chine éprouvait déjà des difficultés, et elle a réagi rapidement pour éviter une chute libre de son économie. Confrontée au repli de ses exportations et à une déconfiture sans précédent de son marché immobilier, la Chine a lancé un gigantesque programme de relance d'une valeur avoisinant 13 % du PIB. Conséquence : l'investissement exprimé en part du PIB, en moyenne de 37 % de 2000 à 2008, a bondi à 44 % de 2009 à 2014. Dans le même temps, la croissance du crédit au secteur privé s'est emballée et a été propulsée au taux vertigineux de 99 % de 2008 à 2009, et depuis cette croissance accélère la cadence. Les investissements frénétiques, tant par le secteur privé que le secteur public, ont créé un excédent de capacité et un surendettement dans le système économique chinois. À ce chapitre, la dette des administrations locales est jugée particulièrement préoccupante.

Le ralentissement vient compliquer la donne puisqu'il est en partie induit par les politiques d'un gouvernement s'inquiétant de la présence d'excès et de la pérennité de la croissance. Or, ce ralentissement s'explique aussi par le fait que la Chine n'a plus accès à l'immense main-d'œuvre excédentaire d'il y a 30 ans et par une croissance démographique globale en stagnation. Le ralentissement tient également à une performance commerciale lamentable contrastant avec le réveil de l'activité sur le marché américain. Cette conjoncture est-elle catastrophique pour la gestion de la dette?

De toute évidence, cette trajectoire n'est pas viable, mais l'ampleur et le rythme de progression de la dette n'annoncent pas forcément l'éclatement d'une crise majeure si la situation est bien gérée. Les récentes politiques permettent de supposer qu'on a pris la mesure du problème et qu'on s'affaire à déterminer les moyens de le résoudre. En 2014, la dette publique de la Chine atteignait 15 % du PIB. En admettant que l'ensemble de la dette reconnue des administrations locales – soit l'équivalent de 38 % du PIB selon les estimations – constitue un passif pour l'entité souveraine, le ratio global oscillerait plutôt autour des 54 % du PIB. En pareil cas, l'entité souveraine verrait sans aucun doute son bilan s'alourdir. Toutefois, la part de la dette révèle que le gouvernement conserve toujours une marge de manœuvre parce que la dette de la Chine est pour l'essentiel détenue sur le marché intérieur et que la dette extérieure ne pèse que pour 9 % du PIB. Certes, le coût de la dette grimpera, et les efforts de désendettement au beau milieu d'une contraction de l'activité mettront au jour d'autres points de vulnérabilité. Cependant, dans l'ensemble, les risques semblent gérables compte tenu des moyens à la disposition du gouvernement. En clair, il est peu probable que la Chine traverse une crise s'apparentant à la débâcle de Lehman Brothers, et ce, en raison même de sa réalité politique et économique.

Même si un tel scénario est écarté, la croissance doit continuer d'être au rendez-vous pour prévenir une détérioration de la situation en général. Les exportations peuvent-elles mener le bal et tirer parti du dynamisme naissant aux États-Unis et en Europe? On aperçoit une lueur d'espoir dans l'une des récentes sources de volatilité. Les deux dévaluations de la monnaie chinoise en août dernier, qui ont retranché 4,6 % à la valeur du yuan, ont provoqué des secousses sur les marchés et soulever sur-le-champ des récriminations à propos d'une « guerre des devises ». À vrai dire, comme on l'a expliqué dans notre autre analyse thématique portant sur les devises, le renminbi (RMB) s'est en réalité franchement apprécié selon la pondération des échanges commerciaux. Il est vrai que la Banque centrale de Chine avait auparavant modifié le mécanisme des devises afin de permettre aux forces du marché de jouer sur l'établissement quotidien du taux de change. Néanmoins, le taux de change par rapport au billet vert était maintenu dans une étroite bande, le RMB s'appréciant sensiblement par rapport à de nombreuses autres devises – dont l'euro. La tenue de l'économie chinoise étant tributaire des échanges commerciaux, on s'étonne que les autorités ne soient pas intervenues plus tôt pour enrayer cette appréciation. Pour l'heure, la Chine reste engagée dans la voie de l'internationalisation de sa monnaie, ainsi que de la réforme de ses marchés des capitaux et de son secteur financier. Dans sa course, la Chine s'est butée à une réalité économique. Résultat : les dévaluations de sa monnaie ont dérouté les marchés et entraîné une sortie des capitaux. Toutefois, les perspectives de l'économie auraient été encore plus sombres en l'absence de ces dévaluations.

Le secteur de l'investissement sera-t-il mis à contribution? Sa croissance marque le pas depuis la fin 2013, mais les responsables politiques soucieux d'éviter un « atterrissage brutal » s'affairent à concevoir diverses mesures de relance destinées à stabiliser l'économie et à éperonner la croissance vers un taux se hissant autour des 7 %. La consommation pourrait aussi donner un coup de main. Représentant 38 % du PIB, elle maintient le cap dans la tourmente. La stratégie économique du gouvernement vise clairement à bonifier l'apport de la consommation à la croissance. Au vu de tous ces facteurs, nous tablons sur une croissance globale estimative du PIB chinois de l'ordre de 6,9 % cette année et 6,8 % en 2016.

1.0 SOMMAIRE

Table des matières

1.0 Sommaire

- 1.1 Croissance sur fond de volatilité
- 1.2 Le Grand renversement et la croissance
- 1.3 Le parcours mouvementé des devises
- 1.4 La gravité... un concept qui a du poids!

1.5 Jalonnée d'embûches, la route vers Shangri-La?

2.0 Aperçus des risques pays

3.0 Prévisions sectorielles

4.0 Prévisions provinciales

Quel est le bilan de l'effondrement des places boursières chinoises? L'indice composite de Shanghai est de 31 % inférieur à son pic de juin dernier, mais il est en fait supérieur d'environ 40 % en glissement annuel au moment de la rédaction de ce document. La correction a été substantielle, mais contrairement à leur rôle dans les économies développées, les marchés boursiers chinois jouent un rôle très limité au sein de l'économie réelle – elles abritent moins de 5 % du capital des entreprises et environ 9 % de l'actif des ménages chinois, ce qui est à peine surprenant à la lumière du développement général de ces marchés en Chine. Ainsi, en dépit de la volatilité et d'une conjoncture morose faisant les grands titres, le gouvernement parviendra sans doute à maîtriser les répercussions économiques engendrées par l'instabilité observée sur les marchés boursiers.

Malgré sa terne performance, la Chine reste la deuxième économie mondiale et un marché très porteur pour les exportateurs canadiens. En effet, les exportations canadiennes en direction du marché chinois ont enregistré une croissance moyenne de 13 % de 2000 à 2014, alors même que la performance à l'export du Canada sur une base identique inscrivait de modestes gains de 2 %. En termes nominaux, l'économie de la Chine a atteint une valeur de 10 trillions de dollars américains en 2014. La valeur de l'économie américaine se chiffrait à 1,2 trillion de dollars américains en 2000. Voilà, en substance, la portée de ce changement : même advenant une croissance annuelle de 5 % au cours des prochaines années, toute augmentation supplémentaire du PIB sera équivalente à la moyenne constatée de 2005 à 2008. Autrement dit, un scénario de croissance tournant au ralenti resterait synonyme de formidables débouchés pour les exportateurs canadiens.

L'économie chinoise traverse une transition complexe sur de multiples fronts. La contraction mesurée de l'activité annonce sans doute de nouvelles surprises, et des embûches risquant d'être plus nombreuses que d'habitude. Compte tenu des occasions qui se profilent à l'horizon, le jeu en vaudra la chandelle.

2.0 APERÇUS DES RISQUES PAYS

Table des matières

1.0 Sommaire

2.0 Aperçus des risques pays

2.1 Afrique du Sud

2.2 Allemagne

2.3 Brésil

2.4 Chine

2.5 États-Unis

2.6 France

2.7 Inde

2.8 Japon

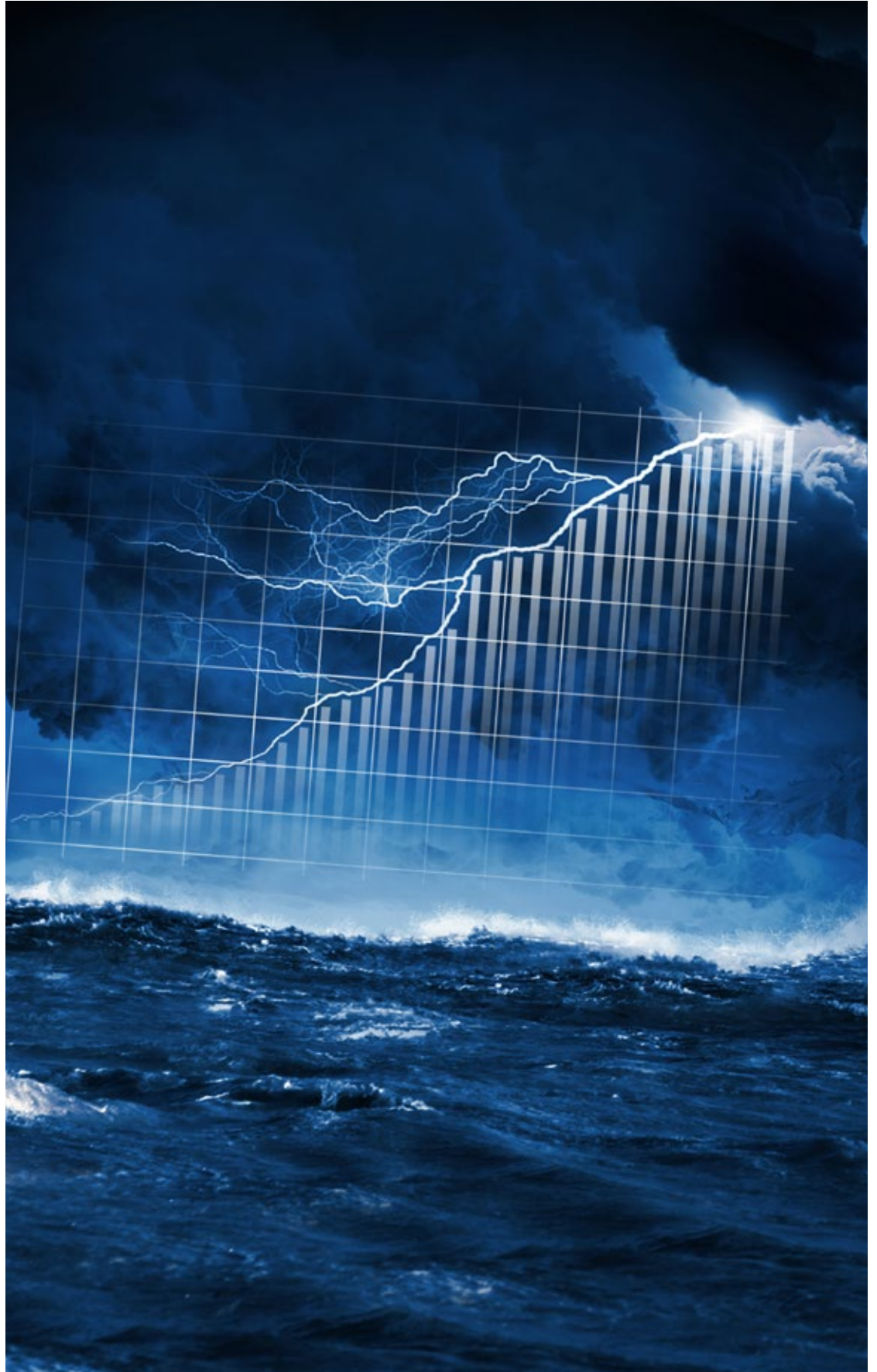
2.9 Mexique

2.10 Royaume-Uni

2.11 Russie

3.0 Prévisions sectorielles

4.0 Prévisions provinciales



2.0 APERÇUS DES RISQUES PAYS

Table des matières

1.0 Sommaire

2.0 Aperçus des risques pays

2.1 Afrique du Sud

2.2 Allemagne

2.3 Brésil

2.4 Chine

2.5 États-Unis

2.6 France

2.7 Inde

2.8 Japon

2.9 Mexique

2.10 Royaume-Uni

2.11 Russie

3.0 Prévisions sectorielles

4.0 Prévisions provinciales

Glossaire de termes

Risques commerciaux à court terme

Notation des risques

Taux de défaut moyen sur des engagements de crédit dont l'échéance n'excède pas un an de la part de débiteurs commerciaux d'un pays.

Antécédents de paiement

Évalués selon le nombre et l'ampleur des demandes d'indemnisation soumises par EDC dans un pays donné au cours d'un an, en fonction de la croissance du volume d'activités d'EDC.

- Positifs : Les demandes d'indemnisation ou les indemnités versées ont diminué relativement à la croissance du volume d'activités d'EDC.
- Neutres : Les demandes d'indemnisation ou les indemnités versées sont demeurées inchangées relativement à la croissance du volume d'activités d'EDC.
- Négatifs : Les demandes d'indemnisation ou les indemnités versées ont augmenté relativement à la croissance du volume d'activités d'EDC.

Risques commerciaux à moyen et à long termes

Limite commerciale du pays

La limite commerciale du pays renvoie à la meilleure notation pouvant être attribuée à des débiteurs commerciaux domiciliés dans le pays. Cette limite varie en fonction de la probabilité de défaut souverain de même que de la présence de risques politiques (non-transfert et non-convertibilité, violence politique, expropriation) et d'autres facteurs d'atténuation ou d'aggravation.

Risque d'expropriation

Il désigne la probabilité, dans un horizon à moyen et à long termes, de la prise par un gouvernement de mesures (telles que la saisie pure et simple d'un actif ou d'un investissement ou encore une forme moindre d'interférence comme le refus injustifié de renouveler des permis ou des licences) et un climat de gouvernance dégradé (p. ex. application problématique de la règle de droit ou niveau élevé de corruption) ayant des répercussions considérables sur le contexte commercial d'un pays.

Risques de non-transfert et de non-convertibilité

Ils désignent la probabilité, dans un horizon à moyen et à long termes, qu'un gouvernement impose des restrictions sur la conversion ou le transfert des devises ayant une incidence marquée sur le contexte commercial. Les restrictions à la conversion pourraient prendre la forme de mesures empêchant les entreprises de convertir la monnaie nationale en devises fortes, tandis que les restrictions au transfert engloberaient des mesures juridiques bloquant le transfert de devises fortes à l'extérieur du pays d'accueil.








Risque de violence politique

Il désigne la probabilité, dans un horizon à moyen et à long termes, de la survenance d'un acte de violence politique ayant des répercussions majeures sur le contexte commercial du pays. La violence politique prend, par exemple, les formes suivantes : faits de guerre (déclarés ou non déclarés), insurrection, révolution, rébellion, émeute, terrorisme, sabotage, troubles publics ou d'autres exactions commises pour des motifs politiques.

Risque souverain

La probabilité du défaut souverain permet d'évaluer la capacité et la disposition d'une entité souveraine à honorer ses obligations financières à moyen terme.

Notation des risques

	Faibles
	Faibles à modérés
	Modérés
	Modérés à élevés
	Élevés
	Prohibitifs
	Aucune information disponible

Antécédents de paiement

	Positifs
	Neutres
	Négatifs

2.0 APERÇUS DES RISQUES PAYS

Table des matières

1.0 Sommaire

2.0 Aperçus des risques pays

2.1 Afrique du Sud

2.2 Allemagne

2.3 Brésil

2.4 Chine

2.5 États-Unis

2.6 France

2.7 Inde

2.8 Japon

2.9 Mexique

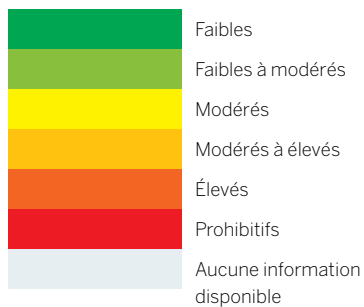
2.10 Royaume-Uni

2.11 Russie

3.0 Prévisions sectorielles

4.0 Prévisions provinciales

Notation des risques



Antécédents de paiement



2.1 Afrique du Sud

Risques commerciaux à court terme

Notation des risques

Antécédents de paiement

En plus d'un secteur bancaire solide, l'Afrique du Sud peut se targuer de posséder l'un des contextes opérationnels les plus sains du continent. Cependant, la progression de l'économie et des exportations est léthargique. La volatilité du rand, attribuable à la timide confiance des investisseurs – laquelle s'explique par les grèves incessantes, les coûts élevés de la main-d'œuvre et les perspectives de croissance moroses –, demeure un risque de dégradation. La croissance du PIB s'est campée autour de 2 % ces dernières années, et elle devrait se maintenir près de ce taux en 2015.

Risques commerciaux à moyen et à long termes

Limite commerciale du pays

Expropriation

Transfert et convertibilité

Violence politique

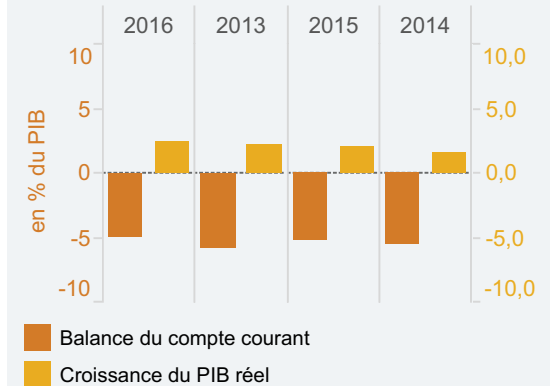
Le contexte opérationnel florissant, et notamment le robuste secteur bancaire, porte la limite commerciale au-dessus de la notation souveraine. Les risques de violence politique et d'expropriation sont attribuables aux disparités économiques, qui ont parfois donné lieu à de violents conflits ouvriers et à une rhétorique aux accents populistes ou nationalistes de la part de certains segments de la société sud-africaine. Le militantisme syndical organisé pose un risque d'interruption des activités commerciales, comme l'a illustré le mouvement de grèves dans le secteur minier ces dernières années.

Risques souverains

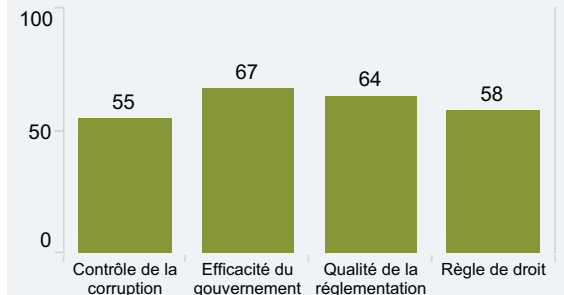
Probabilité du défaut souverain

Le fardeau modéré de la dette de l'État et son statut de créancier net extérieur sont les principaux facteurs étayant la notation, mais l'effet de ces deux facteurs est annulé par l'ampleur des défis structurels que doit relever le pays. Les perspectives de croissance sont sombres par rapport aux autres économies de la région. La morosité qui gagne les investisseurs pourrait éloigner les flux de capitaux étrangers nécessaires au financement du déficit du compte courant (qui demeure dans la fourchette des 5 à 6 % du PIB). L'imposant programme d'infrastructures lancé par le gouvernement devrait rehausser la capacité de production de l'économie au cours des prochaines décennies, mais ce programme augmentera la dette publique à court terme.

Compte courant et croissance économique

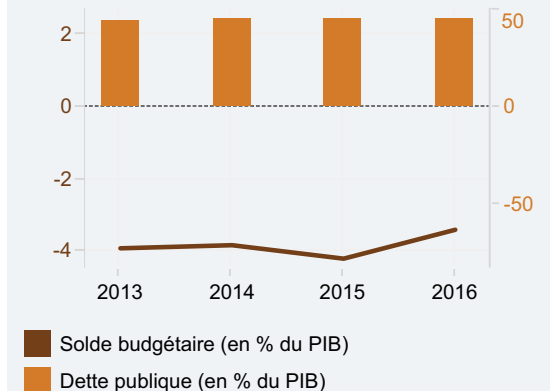


Indicateurs de gouvernance de la Banque mondiale



Le rang par centile va de 0 (le plus faible) à 100 (le plus élevé).

Finances publiques



Sources : Services économiques d'EDC, Banque mondiale, Haver Analytics, EIU

2.0 APERÇUS DES RISQUES PAYS

Table des matières

1.0 Sommaire

2.0 Aperçus des risques pays

2.1 Afrique du Sud

2.2 Allemagne

2.3 Brésil

2.4 Chine

2.5 États-Unis

2.6 France

2.7 Inde

2.8 Japon

2.9 Mexique

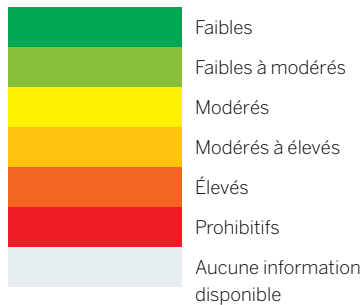
2.10 Royaume-Uni

2.11 Russie

3.0 Prévisions sectorielles

4.0 Prévisions provinciales

Notation des risques



Antécédents de paiement



2.2 Allemagne

Risques commerciaux à court terme

Notation des risques

Antécédents de paiement

Le pays est le pilier de l'économie européenne grâce à la bonne santé de ses finances publiques, à ses importants excédents du compte courant ainsi qu'à son secteur commercial très concurrentiel et dynamique. L'amélioration de la demande sur le front de la consommation portera la croissance du PIB à 1,8 % cette année et l'an prochain. Le risque de change est minimal dans l'économie allemande en raison de son rôle de premier plan dans la zone euro. La reprise naissante du dynamisme dans la zone euro, les taux d'intérêt peu élevés et la faiblesse persistante des cours pétroliers sont autant de facteurs qui généreront des retombées substantielles pour l'économie allemande. Le risque de change est minimal vu le rôle de l'Allemagne au sein de la zone euro. La confiance commerciale et la demande liée aux exportations se raffermissent à la faveur de la résorption de la crise dans la zone euro, qui demeure marquée par des épisodes de volatilité associés à l'incertitude entourant la crise de la dette en Grèce.

Risques commerciaux à moyen et à long termes

Limite commerciale du pays

Expropriation

Transfert et convertibilité

Violence politique

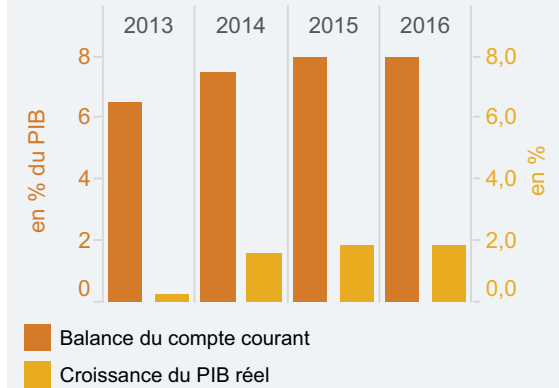
Le secteur commercial de l'Allemagne résiste aux chocs extérieurs grâce au caractère très diversifié et concurrentiel de l'économie. Toutefois, la productivité et l'efficacité supérieures de l'Allemagne pourraient être mises à mal par la hausse des salaires, qui se produit plus rapidement que dans le reste de la zone euro. Néanmoins, l'avantage concurrentiel dont jouit l'Allemagne prendra des années à s'éroder.

Risques souverains

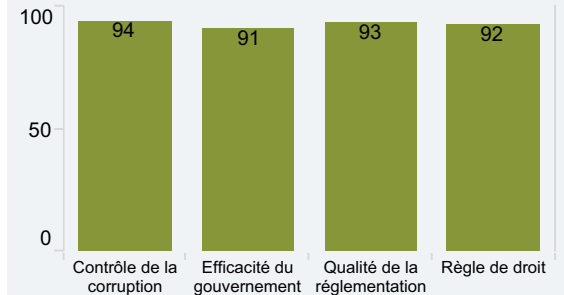
Probabilité du défaut souverain

Les finances publiques de l'Allemagne restent saines comparativement aux autres membres de la zone euro. Lors de la crise financière mondiale et des crises de la dette dans la zone euro, la hausse de la dette publique a été moins importante que dans les autres économies de marché développées, et sa trajectoire est favorable. En pourcentage du PIB, la dette publique devrait atteindre 69,5 % cette année, mais elle sera ramenée à 56,9 % d'ici 2020. De plus, l'Allemagne profite d'un faible coût de financement, ce qui maintiendra le coût des obligations au titre du service de la dette à un niveau acceptable. À long terme, les solutions proposées pour mettre fin à la crise dans la zone euro – notamment la mutualisation de la dette et les transferts budgétaires – exigeront toutes que l'Allemagne assume un fardeau de la dette supérieur à ses voisins du Sud.

Compte courant et croissance économique

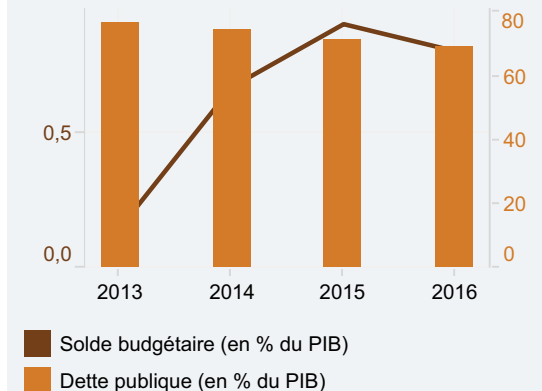


Indicateurs de gouvernance de la Banque mondiale



Le rang par centile va de 0 (le plus faible) à 100 (le plus élevé).

Finances publiques



Sources : Services économiques d'EDC, Banque mondiale, Haver Analytics, EIU

2.0 APERÇUS DES RISQUES PAYS

Table des matières

1.0 Sommaire

2.0 Aperçus des risques pays

2.1 Afrique du Sud

2.2 Allemagne

2.3 Brésil

2.4 Chine

2.5 États-Unis

2.6 France

2.7 Inde

2.8 Japon

2.9 Mexique

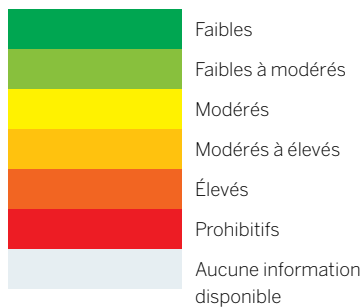
2.10 Royaume-Uni

2.11 Russie

3.0 Prévisions sectorielles

4.0 Prévisions provinciales

Notation des risques



Antécédents de paiement



2.3 Brésil

Risques commerciaux à court terme

Notation des risques

Antécédents de paiement

Afin de normaliser la monnaie brésilienne fortement surévaluée et d'augmenter la compétitivité du pays, la banque centrale tente de rectifier ses politiques monétaires inefficaces. Cela dit, le real continuera de subir des pressions à la baisse en 2015 en raison des tendances économiques plutôt baissières et du scandale « Lava Jato », à mesure qu'il touchera d'autres sociétés que Petrobras. Les vastes réserves en devises du pays se traduisent toujours par des conditions de liquidité légèrement favorables dans le secteur commercial. La mise en place de grandes réformes visant ce secteur est peu probable, mais les investisseurs devraient s'attendre à des changements de politiques au cours des 12 prochains mois, lesquels atténueront certaines des difficultés de faire des affaires au Brésil.

Risques commerciaux à moyen et à long termes

Limite commerciale du pays

Expropriation

Transfert et convertibilité

Violence politique

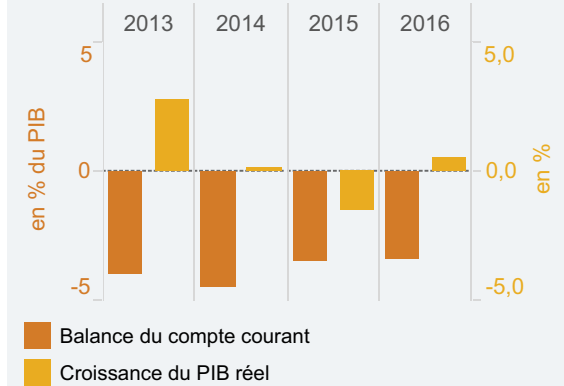
Le contexte commercial se caractérise par la constante solidité du secteur bancaire, l'absence de dollarisation et une faible dépendance du pays envers les emprunts à l'étranger. Toutefois, le piteux état de l'infrastructure, le fardeau bureaucratique et le coût élevé des affaires freinent la croissance et l'investissement. Par ailleurs, les réformes engagées et les efforts déployés pour stimuler l'économie pourraient être assombrés par les enquêtes de corruption en cours visant les activités de Petrobras. Vu l'implication de nombreuses compagnies brésiéliennes dans le scandale, le gouvernement a lancé des marchés publics auxquels peuvent participer des entreprises étrangères, surtout dans le secteur de la construction.

Risques souverains

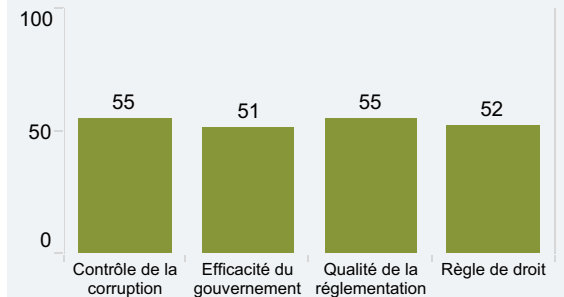
Probabilité du défaut souverain

Bien qu'en hausse, les paramètres de la dette extérieure sont favorables, et les besoins de financement continueront d'être pour la plupart comblés par le marché intérieur. La dette libellée en devises formant une partie infime de la dette totale publique, le risque de change est minime. Le gouvernement subit toujours de fortes pressions pour mettre en œuvre les réformes fiscales et réglementaires tant nécessaires en vue de stimuler la croissance et l'investissement et d'améliorer la gestion budgétaire. Toutefois, l'opposition farouche du Congrès et les retombées politiques du scandale « Lava Jato » généreront de plus en plus la mise en place de ces réformes.

Compte courant et croissance économique

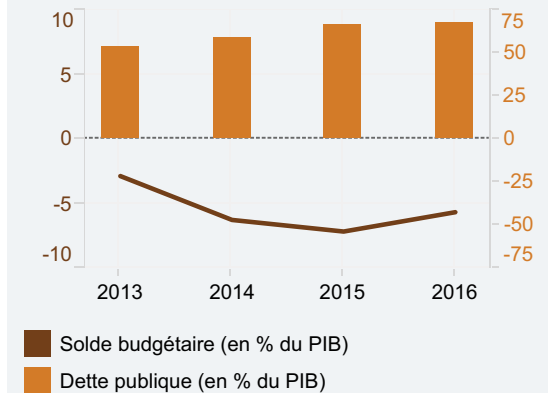


Indicateurs de gouvernance de la Banque mondiale



Le rang par centile va de 0 (le plus faible) à 100 (le plus élevé).

Finances publiques



Sources : Services économiques d'EDC, Banque mondiale, Haver Analytics, EIU

2.0 APERÇUS DES RISQUES PAYS

Table des matières

1.0 Sommaire

2.0 Aperçus des risques pays

2.1 Afrique du Sud

2.2 Allemagne

2.3 Brésil

2.4 Chine

2.5 États-Unis

2.6 France

2.7 Inde

2.8 Japon

2.9 Mexique

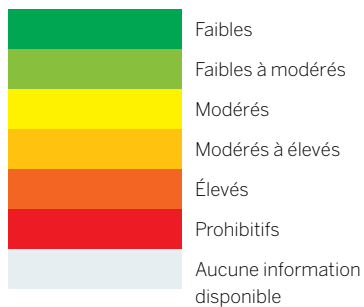
2.10 Royaume-Uni

2.11 Russie

3.0 Prévisions sectorielles

4.0 Prévisions provinciales

Notation des risques



Antécédents de paiement



2.4 Chine

Risques commerciaux à court terme

Notation des risques

Antécédents de paiement

L'instabilité des marchés boursiers et le changement inattendu du cadre régissant les devises en Chine, conjugués à la morosité persistante des paramètres macroéconomiques, ont sapé la confiance. Le secteur immobilier – un important moteur de la croissance – s'est replié mais montre enfin des signes annonciateurs de stabilisation. La consommation des ménages maintient son dynamisme tandis que les autres moteurs de la croissance diminuent de régime pour faciliter la transformation de l'économie et le processus de désendettement de la Chine. La croissance macroéconomique sera soutenue par l'assouplissement monétaire et les programmes de relance budgétaire. Les abondantes réserves en devises, un compte du capital fermé et une devise relativement stable sont des éléments atténuant les risques commerciaux.

Risques commerciaux à moyen et à long termes

Limite commerciale du pays

Expropriation

Transfert et convertibilité

Violence politique

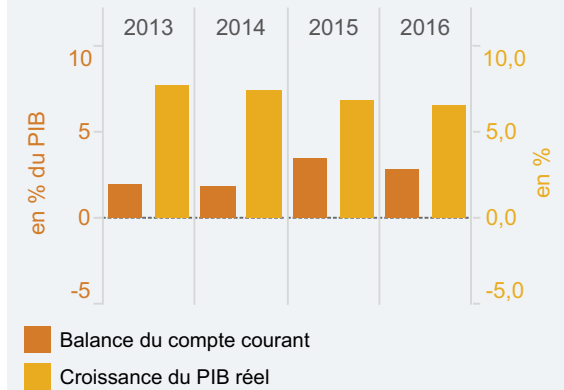
Le modèle de croissance de la Chine subira une transformation fondamentale s'étendant sur plusieurs années, car les autorités tentent de réorienter l'économie. L'ambitieuse initiative « Une ceinture, une route » dans le domaine de la connectivité et les projets visant à stimuler les services, la R-D et l'innovation devraient créer de nouveaux débouchés malgré la contraction des secteurs de croissance habituels. À court terme, le tableau sera dominé par la réduction des niveaux élevés de dette dans les secteurs public et privé et par la surcapacité dans l'immobilier et l'industrie lourde. Les risques de violence politique découlent des manifestations localisées et des tensions ethniques. Les risques d'expropriation proviennent des indicateurs de la gouvernance.

Risques souverains

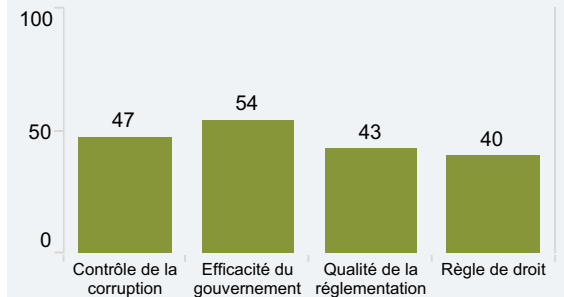
Probabilité du défaut souverain

Les finances publiques semblent pouvoir absorber le passif provenant des sociétés publiques surendettées, dont les banques et les administrations locales. Même si ces dernières années on note une hausse des créances libellées en devises, la dette extérieure totale en Chine reste faible. La Chine est un créditeur net et dispose d'abondantes réserves en devises pouvant efficacement amortir et absorber la plupart des chocs cycliques. La capacité des autorités à stabiliser la situation à court terme tout en engageant des réformes structurelles très nécessaires déterminera le potentiel de croissance à moyen et à long termes de la Chine, y compris la capacité de l'économie de résister à des chocs futurs.

Compte courant et croissance économique

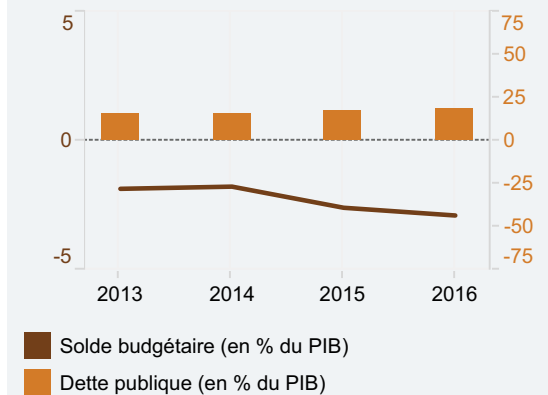


Indicateurs de gouvernance de la Banque mondiale



Le rang par centile va de 0 (le plus faible) à 100 (le plus élevé).

Finances publiques



Sources : Services économiques d'EDC, Banque mondiale, Haver Analytics, EIU

2.0 APERÇUS DES RISQUES PAYS

Table des matières

1.0 Sommaire

2.0 Aperçus des risques pays

2.1 Afrique du Sud

2.2 Allemagne

2.3 Brésil

2.4 Chine

2.5 États-Unis

2.6 France

2.7 Inde

2.8 Japon

2.9 Mexique

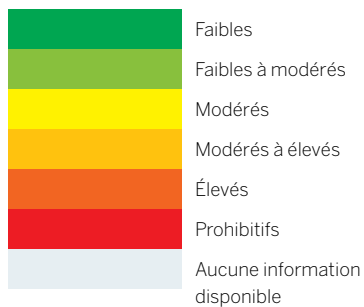
2.10 Royaume-Uni

2.11 Russie

3.0 Prévisions sectorielles

4.0 Prévisions provinciales

Notation des risques



Antécédents de paiement



2.5 États-Unis

Risques commerciaux à court terme

Notation des risques

Antécédents de paiement

Le dynamisme de l'économie américaine demeurera robuste, porté par la vigueur de demande intérieure laquelle résultera de l'assainissement des fondamentaux du bilan financier et d'une amélioration de la confiance. Ces gains seront réalisés grâce à l'élan de la consommation des ménages et à la reprise du marché du logement. Les exportations nettes freineront la progression de l'économie dans un contexte d'atonie de la croissance sur les marchés développés et les marchés émergents clés ainsi que d'appréciation du billet vert. La Fed devrait relever les principaux taux fédéraux en 2015, sur fond de renforcement du marché de l'emploi. Les tensions désinflationnistes persistantes, la nervosité des marchés financiers mondiaux et des vents contraires à l'extérieur du pays accentueront l'incertitude à l'aube de la première hausse des taux d'intérêt en près de dix ans.

Risques commerciaux à moyen et à long termes

Limite commerciale du pays

Expropriation

Transfert et convertibilité

Violence politique

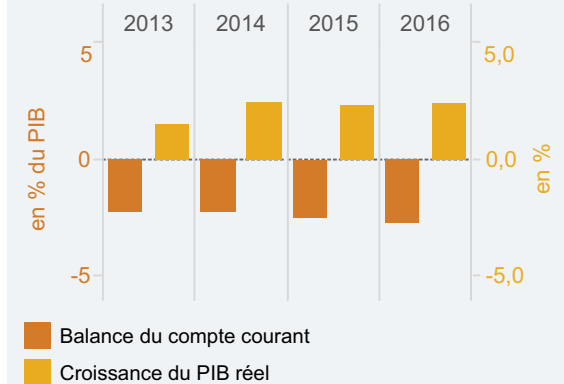
L'économie américaine, qui compte parmi les plus dynamiques et les plus novatrices, peut se vanter d'accueillir bon nombre des plus importantes multinationales. Elle occupe la 7^e place du classement de l'Indice de facilité de faire des affaires de la Banque mondiale.

Risques souverains

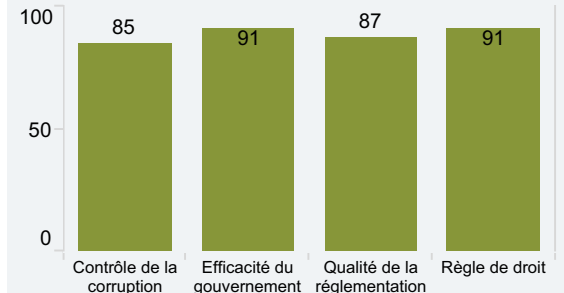
Probabilité du défaut souverain

Malgré l'ampleur de la dette publique, le déficit se résorbe à la faveur de la hausse des recettes fiscales occasionnée par le redressement de l'économie. Le billet vert étant la monnaie de réserve mondiale, les États-Unis profitent du faible coût du service de la dette et d'une facilité à emprunter. L'impasse politique demeure un obstacle. Le Parti républicain contrôle les deux chambres du Congrès depuis les élections de mi-mandat l'an dernier. La course menant à l'élection présidentielle de novembre 2016 bat maintenant son plein, ce qui est source d'incertitude politique. La mise en œuvre de réformes législatives d'envergure pour s'avérer difficile dans le contexte actuel.

Compte courant et croissance économique

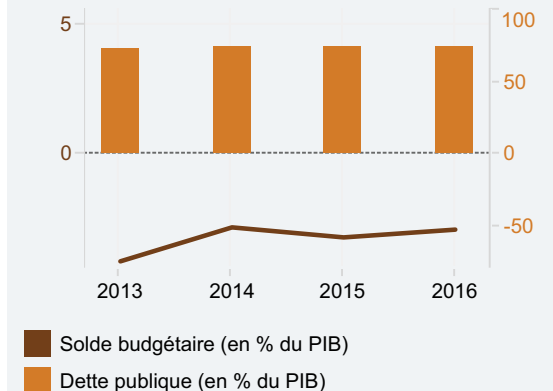


Indicateurs de gouvernance de la Banque mondiale



Le rang par centile va de 0 (le plus faible) à 100 (le plus élevé).

Finances publiques



Sources : Services économiques d'EDC, Banque mondiale, Haver Analytics, EIU

2.0 APERÇUS DES RISQUES PAYS

Table des matières

1.0 Sommaire

2.0 Aperçus des risques pays

2.1 Afrique du Sud

2.2 Allemagne

2.3 Brésil

2.4 Chine

2.5 États-Unis

2.6 France

2.7 Inde

2.8 Japon

2.9 Mexique

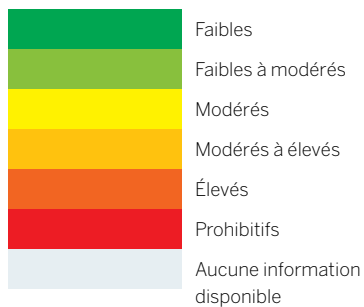
2.10 Royaume-Uni

2.11 Russie

3.0 Prévisions sectorielles

4.0 Prévisions provinciales

Notation des risques



Antécédents de paiement



2.6 France

Risques commerciaux à court terme

Notation des risques

Antécédents de paiement

L'économie française a agréablement surpris au 1^{er}T2015, portée par la robuste croissance de la demande intérieure. La revue à la hausse des perspectives à court terme se fonde sur la conjoncture favorable, la faiblesse des cours pétroliers, l'assouplissement quantitatif dans le cadre de la politique monétaire et la dépréciation de l'euro. Les perspectives devraient s'améliorer, mais elles demeurent moroses, l'économie française étant moins dynamique que ses homologues dans la région. L'approbation récente de mesures – comme la *Loi Macron* destinée à réformer le marché du travail – favorisera des gains de compétitivité; cependant, des réformes plus profondes devront être entreprises pour assouplir le marché et faire reculer le chômage. Les conditions de crédit restent serrées, mais elles devraient se relâcher à court terme.

Risques commerciaux à moyen et à long termes

Limite commerciale du pays

Expropriation

Transfert et convertibilité

Violence politique

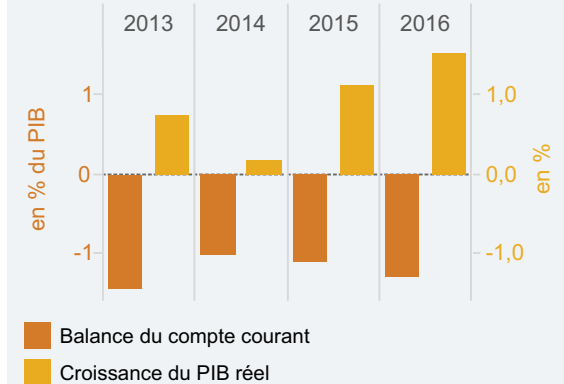
La France abrite bon nombre de sociétés parmi les plus prospères au monde, mais le pays doit composer avec une faible demande à l'exportation qui persiste depuis la crise dans la zone euro. L'effet de nombre de facteurs appuyant le regain économique actuel devrait se dissiper au fil du temps, rendant les perspectives de croissance à moyen et à long termes tributaires de la mise en œuvre de profondes réformes structurelles.

Risques souverains

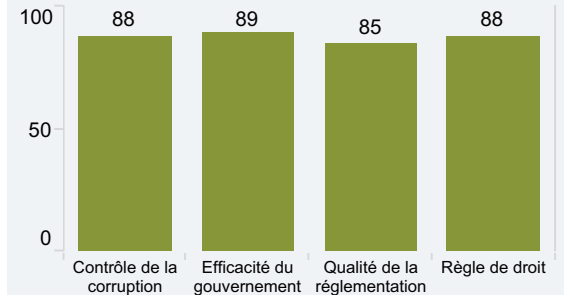
Probabilité du défaut souverain

En France, la dynamique de la dette devrait continuer d'être problématique au cours des deux prochaines années. Autour de 2017, la dette publique exprimée en part du PIB devrait culminer à environ 100 %, tandis que le solde budgétaire devrait descendre sous le seuil des 3 % du PIB énoncé dans le Traité de Maastricht de l'UE. Le pays doit de toute urgence engager de profondes réformes pour équilibrer le budget et améliorer la viabilité de la dette. L'amélioration des perspectives sur les plans économique et budgétaire compte parmi les grandes priorités du gouvernement, qui fait face à des partis d'opposition de plus en plus populaires à l'approche de l'élection présidentielle de 2017.

Compte courant et croissance économique

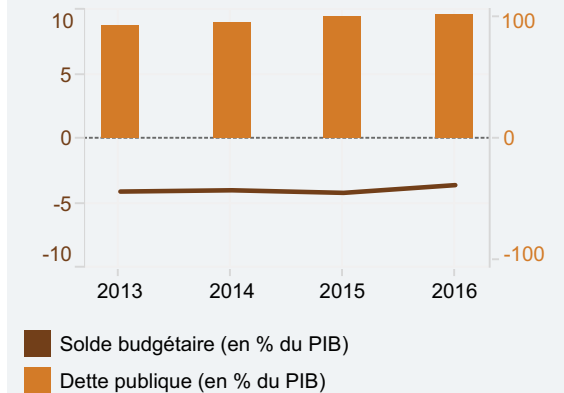


Indicateurs de gouvernance de la Banque mondiale



Le rang par centile va de 0 (le plus faible) à 100 (le plus élevé).

Finances publiques



Sources : Services économiques d'EDC, Banque mondiale, Haver Analytics, EIU

2.0 APERÇUS DES RISQUES PAYS

Table des matières

1.0 Sommaire

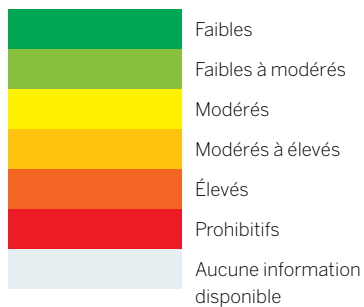
2.0 Aperçus des risques pays

- 2.1 Afrique du Sud
- 2.2 Allemagne
- 2.3 Brésil
- 2.4 Chine
- 2.5 États-Unis
- 2.6 France
- 2.7 Inde**
- 2.8 Japon
- 2.9 Mexique
- 2.10 Royaume-Uni
- 2.11 Russie

3.0 Prévisions sectorielles

4.0 Prévisions provinciales

Notation des risques



Antécédents de paiement



2.7 Inde

Risques commerciaux à court terme

Notation des risques

Antécédents de paiement

La tension inflationniste diminue, les craintes liées à la mousson se dissipent – ce qui accroît la probabilité d'un assouplissement des taux d'intérêt – et les déficits budgétaire et du compte courant s'améliorent. L'année 2015 sera marquée par une croissance solide (tournant autour de 7 %) et soutenue par la réforme des politiques et la chute des cours pétroliers. De même, l'augmentation des réserves en devises suit les conditions monétaires clémentes et les faibles cours pétroliers. Ce faisant, l'Inde est mieux préparée pour gérer la volatilité des changes pouvant résulter du relèvement des taux d'intérêt aux États-Unis.

Risques commerciaux à moyen et à long termes

Limite commerciale du pays

Expropriation

Transfert et convertibilité

Violence politique

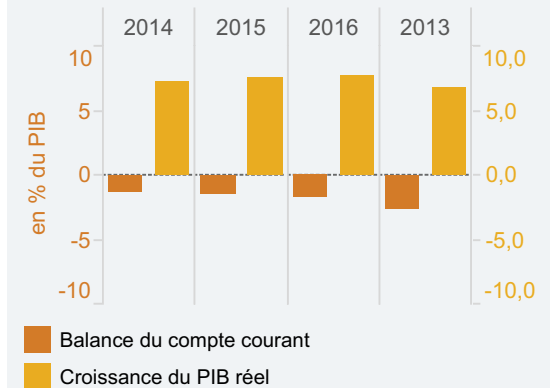
L'investissement des entreprises, dont l'investissement direct étranger, devrait augmenter vu le regard favorable porté à l'esprit décisionnel touchant les politiques et à la relative stabilité réglementaire, grâce à la position initiale ferme du premier ministre Narendra Modi. Après plus d'un an, l'absence d'un big bang réformateur a toutefois terni l'optimisme initial. Le président Modi n'a pas la majorité à la Chambre haute, ce qui a entravé d'importantes actions comme l'établissement d'une taxe sur les produits et services (TPS). La réforme foncière, essentielle pour la croissance du secteur de l'infrastructure, peine aussi. La violence politique demeure localisée, et des difficultés pourraient se présenter dans les États du Sud et du Nord-Est du pays.

Risques souverains

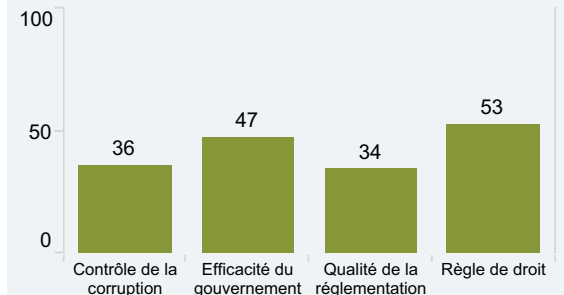
Probabilité du défaut souverain

Au cours des prochaines années, les finances publiques devraient s'assainir sous la gouverne du premier ministre Modi. L'Inde doit composer avec une dette bien supérieure aux économies ayant des notations comparables, mais les projections très favorables à moyen et à long termes procureront au gouvernement une certaine liberté d'action. Les obligations extérieures au titre de la dette souveraine sont plutôt négligeables.

Compte courant et croissance économique

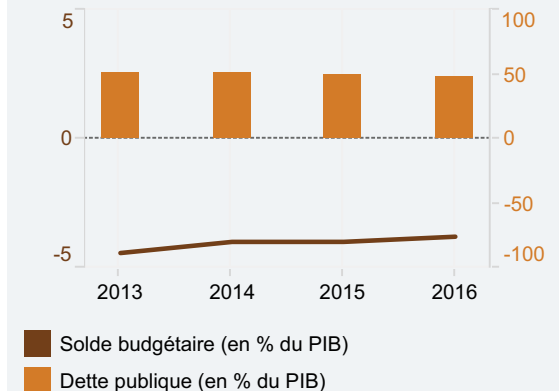


Indicateurs de gouvernance de la Banque mondiale



Le rang par centile va de 0 (le plus faible) à 100 (le plus élevé).

Finances publiques



Sources : Services économiques d'EDC, Banque mondiale, Haver Analytics, EIU

2.0 APERÇUS DES RISQUES PAYS

Table des matières

1.0 Sommaire

2.0 Aperçus des risques pays

2.1 Afrique du Sud

2.2 Allemagne

2.3 Brésil

2.4 Chine

2.5 États-Unis

2.6 France

2.7 Inde

2.8 Japon

2.9 Mexique

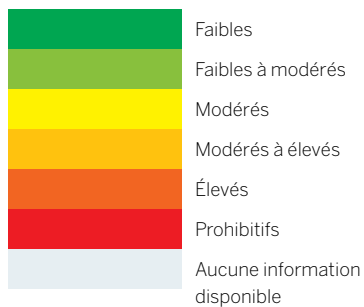
2.10 Royaume-Uni

2.11 Russie

3.0 Prévisions sectorielles

4.0 Prévisions provinciales

Notation des risques



Antécédents de paiement



2.8 Japon

Risques commerciaux à court terme

Notation des risques

Antécédents de paiement

Le contexte commercial est excellent. L'économie montre des signes de stabilité après la hausse de la taxe de vente de l'an dernier (de 5 à 8 %) et la récession. La plateforme de politique économique du premier ministre Shinzō Abe (l'« Abénomie »), destinée à insuffler une vigueur nouvelle à l'économie chancelante du Japon et assortie d'un assouplissement monétaire peu orthodoxe sur le plan budgétaire et de réformes structurelles, a fait de timides progrès. Les salaires et l'inflation ont augmenté depuis 2013, mais leur ascension est toujours faible. Les sociétés tournées vers les marchés extérieurs ont profité de la faiblesse du yen, laquelle ne s'est pas traduite par une hausse des dépenses, tandis que les firmes tournées vers le marché intérieur ont vu leurs marges se rétrécir.

Risques commerciaux à moyen et à long termes

Limite commerciale du pays

Expropriation

Transfert et convertibilité

Violence politique

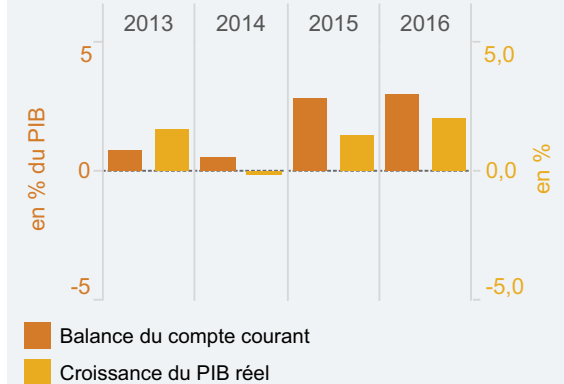
L'économie japonaise est bien établie, mais le PIB réel devrait afficher une progression languissante à moyen et à long termes. Le climat des affaires est extrêmement vigoureux au Japon, grâce à un faible niveau de corruption, à un système judiciaire indépendant et solide, et aux institutions démocratiques. Malgré un ralentissement du taux d'échec des entreprises, la capacité concurrentielle des entreprises japonaises est toujours mise en question. Aux prises avec un bassin national de consommateurs et de travailleurs vieillissants et de moins en moins nombreux, les sociétés japonaises continueront de miser sur leur rayonnement dans la région de l'Asie-Pacifique. L'adhésion du Japon au Partenariat transpacifique (PTP) et la tenue de négociations en vue d'un accord de libre-échange avec le Canada constituent deux bonnes nouvelles pour les entreprises canadiennes.

Risques souverains

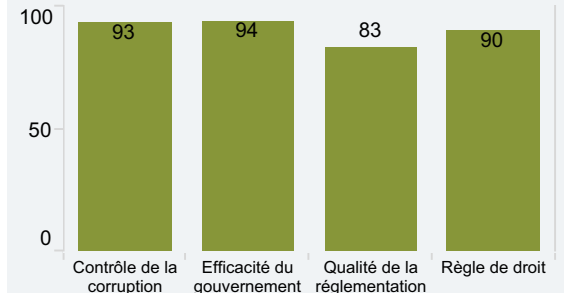
Probabilité du défaut souverain

Le fardeau de la dette du Japon (230 % du PIB) est de loin le plus imposant au monde, et le coût du service de la dette absorbe le quart du budget du gouvernement, une situation qui pèse lourd sur la croissance à long terme. Le programme d'AQ de la banque centrale et l'intérêt soutenu des investisseurs envers les dettes publiques réduisent le sentiment d'urgence de s'attaquer au problème de la dette. Toutefois, si la Banque du Japon réussissait à faire grimper l'inflation, elle pourrait aussi profondément infléchir les attentes des investisseurs et grandement influencer sur le service de la dette publique. La capacité du premier ministre Abe à instaurer des réformes structurelles tout en apaisant les intérêts particuliers sera déterminante pour le succès de l'Abénomie et la croissance à moyen et à long termes du Japon.

Compte courant et croissance économique

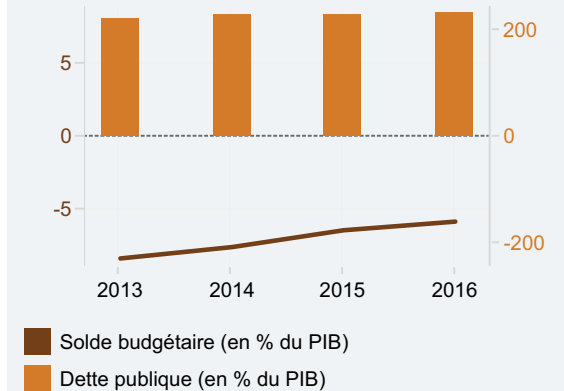


Indicateurs de gouvernance de la Banque mondiale



Le rang par centile va de 0 (le plus faible) à 100 (le plus élevé).

Finances publiques



Sources : Services économiques d'EDC, Banque mondiale, Haver Analytics, EIU

2.0 APERÇUS DES RISQUES PAYS

Table des matières

1.0 Sommaire

2.0 Aperçus des risques pays

2.1 Afrique du Sud

2.2 Allemagne

2.3 Brésil

2.4 Chine

2.5 États-Unis

2.6 France

2.7 Inde

2.8 Japon

2.9 Mexique








2.10 Royaume-Uni

2.11 Russie

3.0 Prévisions sectorielles

4.0 Prévisions provinciales

Notation des risques

	Faibles
	Faibles à modérés
	Modérés
	Modérés à élevés
	Élevés
	Prohibitifs
	Aucune information disponible

Antécédents de paiement

	Positifs
	Neutres
	Négatifs

2.9 Mexique

Risques commerciaux à court terme

Notation des risques

Antécédents de paiement

L'économie affichera une modeste croissance en 2015 sous l'impulsion de la reprise aux États-Unis et d'une demande accrue envers les exportations manufacturières mexicaines. Le net recul des cours pétroliers a ébranlé la mise en œuvre des plans liés aux dépenses publiques. Le peso s'étant contracté de près de 20 % a/a, tous les regards se tournent vers les effets du relèvement attendu du taux directeur par la Réserve fédérale américaine plus tard cette année. Une attention particulière sera portée cette année à la première vague d'appels d'offres puisque le secteur de l'énergie est désormais ouvert à l'investissement privé.

Risques commerciaux à moyen et à long termes

Limite commerciale du pays

Expropriation

Transfert et convertibilité

Violence politique

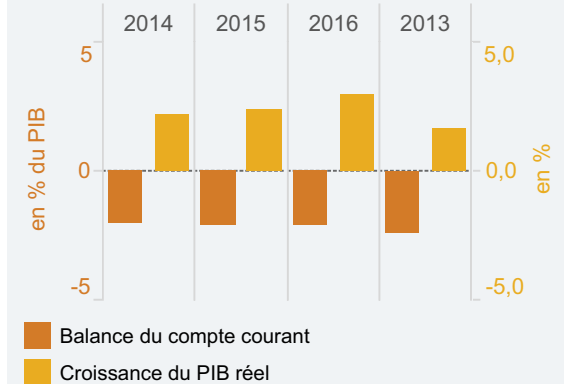
Le contexte commercial profite de la stabilité de la conjoncture macroéconomique, de l'assainissement du climat des affaires et de la bonne tenue du système bancaire. Il y a un risque d'expropriation en raison de la corruption profonde, de la lourdeur de la bureaucratie et de l'inefficacité du système judiciaire. Par ailleurs, le Mexique est confronté à la violence criminelle plutôt qu'à la violence politique, ce qui présente une menace sérieuse à la sécurité du pays. Les sociétés des industries extractives doivent de plus en plus tenir compte de l'opposition de groupes locaux ou environnementalistes.

Risques souverains

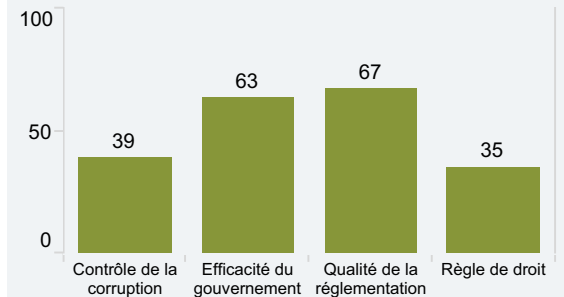
Probabilité du défaut souverain

La notation souveraine s'appuie sur le niveau relativement faible de la dette publique et un ratio du service de la dette qui demeure gérable. Les entrées d'investissement direct à l'étranger suffisent amplement à financer le déficit peu élevé du compte courant, alors que les réserves en devises avoisinent des niveaux inédits. Des réformes structurelles majeures, tout particulièrement dans le secteur de l'énergie, se poursuivront au cours des prochaines années, ce qui améliorera les perspectives de croissance, la compétitivité et la solvabilité du pays à moyen et à long termes. Les finances publiques sont exposées aux faibles cours du pétrole au-delà de 2015; les recettes pétrolières représentent environ le tiers des dépenses fédérales.

Compte courant et croissance économique

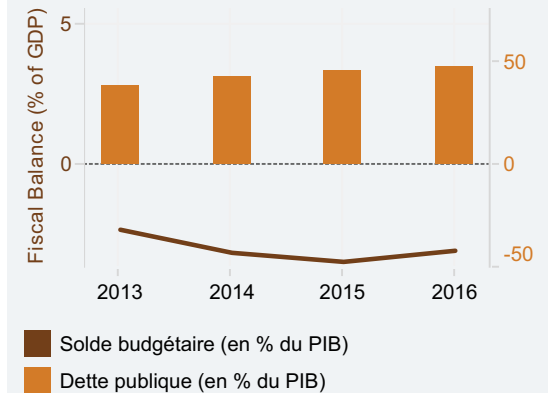


Indicateurs de gouvernance de la Banque mondiale



Le rang par centile va de 0 (le plus faible) à 100 (le plus élevé).

Finances publiques



Sources : Services économiques d'EDC, Banque mondiale, Haver Analytics, EIU

2.0 APERÇUS DES RISQUES PAYS

Table des matières

1.0 Sommaire

2.0 Aperçus des risques pays

- 2.1 Afrique du Sud
- 2.2 Allemagne
- 2.3 Brésil
- 2.4 Chine
- 2.5 États-Unis
- 2.6 France
- 2.7 Inde
- 2.8 Japon
- 2.9 Mexique

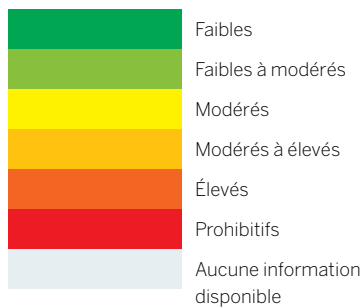
2.10 Royaume-Uni

- 2.11 Russie

3.0 Prévisions sectorielles

4.0 Prévisions provinciales

Notation des risques



Antécédents de paiement



2.10 Royaume-Uni

Risques commerciaux à court terme

Notation des risques

Antécédents de paiement

La croissance de l'économie britannique a été étonnamment positive. Cet essor devrait atteindre 2,7 % cette année et 2,3 % en 2016, et il continuera d'être largement supérieur aux autres pays européens. Même si le rythme soutenu du dynamisme résorbera les excédents de capacité, la croissance demeurera surtout portée par la consommation intérieure, sur fond de pressions désinflationnistes du côté de l'offre. La livre sterling s'est appréciée par rapport à l'euro – tout particulièrement depuis l'annonce du lancement d'un programme d'AQ par la BCE, tandis que l'inflation reste bien inférieure à la cible. En pareil contexte, le Banque d'Angleterre devrait s'abstenir de relever les taux jusqu'à la fin de 2015 ou au début de 2016.

Risques commerciaux à moyen et à long termes

Limite commerciale du pays

Expropriation

Transfert et convertibilité

Violence politique

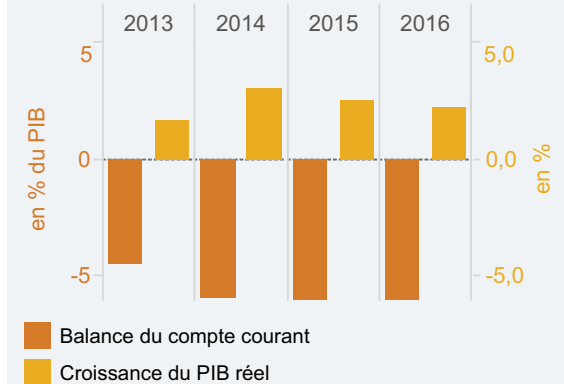
Le Royaume-Uni a été particulièrement ébranlé par la crise financière mondiale en raison de la taille et de l'importance de son secteur financier. Ces difficultés ont été exacerbées par un marché de l'habitation surévaluée et les niveaux élevés d'endettement des consommateurs. Le pays doit impérativement rééquilibrer la croissance afin de réduire sa dépendance aux dépenses de consommation. Depuis la crise, le pays a mené d'importantes réformes visant le secteur financier, notamment une capitalisation accrue des banques, l'établissement de provisions et de dispositifs de soutien des liquidités. Suivant la victoire du parti conservateur aux élections, la tenue d'un référendum portant sur l'appartenance à l'UE au cours des 24 prochains mois devrait sans doute accroître l'incertitude sur le plan des politiques.

Risques souverains

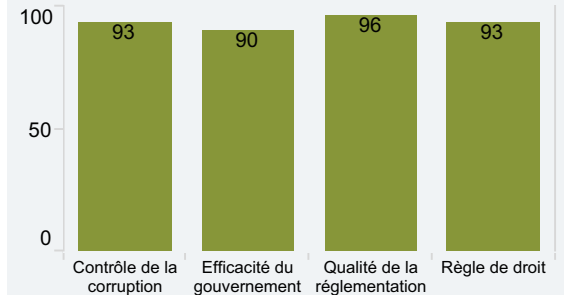
Probabilité du défaut souverain

La dette du secteur public du Royaume-Uni est montée en flèche ces dernières années, passant de 52 % du PIB en 2008 à 90 % du PIB en 2014. Le gouvernement prévoit rééquilibrer son budget d'ici 2018. Le niveau de la dette devrait culminer l'an prochain avant de redescendre à 83 % du PIB en 2020. Toutefois, comme bon nombre de ses voisins de l'UE, le Royaume-Uni devra réaliser des réformes structurelles pour maintenir une robuste croissance à long terme. Les infrastructures (secteurs du transport et de l'énergie), l'éducation et la formation, de même que l'immigration et l'intermédiation financière constituent des domaines prioritaires. La décision de tenir un référendum sur l'appartenance à l'UE devrait engendrer de l'incertitude à moyen et à long termes et accentuer les divisions au sein de l'échiquier politique du Royaume-Uni.

Compte courant et croissance économique

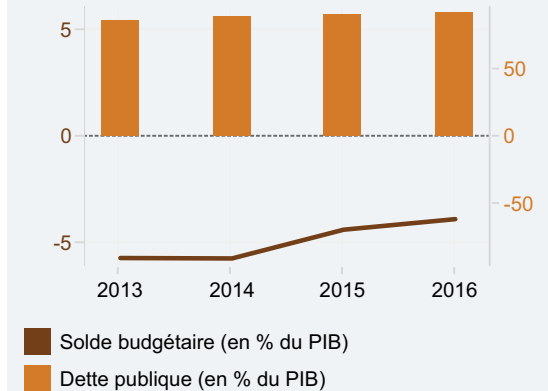


Indicateurs de gouvernance de la Banque mondiale



Le rang par centile va de 0 (le plus faible) à 100 (le plus élevé).

Finances publiques



Sources : Services économiques d'EDC, Banque mondiale, Haver Analytics, EIU

2.0 APERÇUS DES RISQUES PAYS

Table des matières

1.0 Sommaire

2.0 Aperçus des risques pays

- 2.1 Afrique du Sud
- 2.2 Allemagne
- 2.3 Brésil
- 2.4 Chine
- 2.5 États-Unis
- 2.6 France
- 2.7 Inde
- 2.8 Japon
- 2.9 Mexique
- 2.10 Royaume-Uni

2.11 Russie

3.0 Prévisions sectorielles

4.0 Prévisions provinciales

Notation des risques

	Faibles
	Faibles à modérés
	Modérés
	Modérés à élevés
	Élevés
	Prohibitifs
	Aucune information disponible

Antécédents de paiement

	Positifs
	Neutres
	Négatifs

2.11 Russie

Risques commerciaux à court terme

Notation des risques

Antécédents de paiement

La faiblesse soutenue des cours pétroliers mondiaux continue de peser sur le rouble, qui s'est déprécié de 30 % par rapport au billet vert depuis le début de 2015. Les réserves de changes ont chuté d'environ 100 G USD depuis l'an dernier, à la suite des interventions de la banque centrale sur les marchés des devises ayant comme objectif de renforcer le rouble. L'accès au crédit devrait se resserrer, car on devrait assister cette année à une hausse du nombre de prêts non productifs. Le rouble devrait demeurer faible, pénalisé par des perspectives peu favorables d'évolution des cours de l'or noir.

Risques commerciaux à moyen et à long termes

Limite commerciale du pays

Expropriation

Transfert et convertibilité

Violence politique

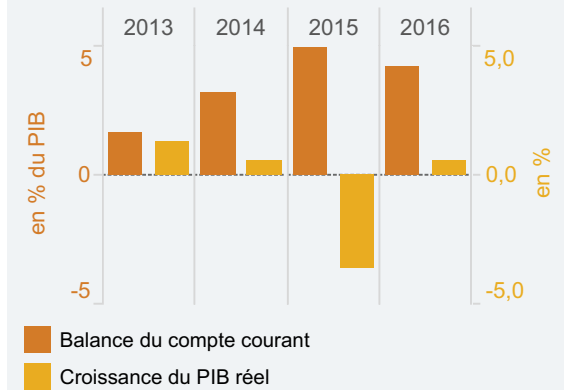
Le contexte des affaires est difficile en raison d'une corruption élevée et de la lourdeur de la réglementation. La persistance de la crise géopolitique a des répercussions notables et variées sur le secteur commercial. La détérioration des relations entre la Russie et l'Occident a nui de plusieurs façons au contexte de l'investissement, tout particulièrement l'IDE. La Russie évitera sans doute à tout prix la mise en place de contrôles des capitaux, mais des restrictions prolongées relatives à l'accès aux marchés financiers internationaux deviendront problématiques. Les risques de violence politique continuent de provenir des actes terroristes perpétrés dans la région du Caucase.

Risques souverains

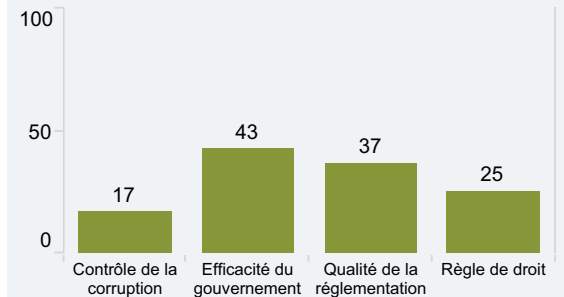
Probabilité du défaut souverain

Le fardeau de la dette publique représente à peine 15 % du PIB, et les autorités devraient pour le moment être en mesure de financer les déficits budgétaires engendrés par le recul des cours pétroliers. Cependant, la vulnérabilité souvent évoquée de l'économie russe – à créditer à sa dépendance envers son secteur énergétique – est désormais une préoccupation de premier plan. De fait, les cours pétroliers actuels sont bien inférieurs au « seuil de rentabilité » du gouvernement fixé à 100 USD le baril. L'omniprésence des risques géopolitiques et le tassement des cours pétroliers continueront de faire fuir les capitaux, d'éroder les amortisseurs aux chocs extérieurs et de brider la croissance.

Compte courant et croissance économique

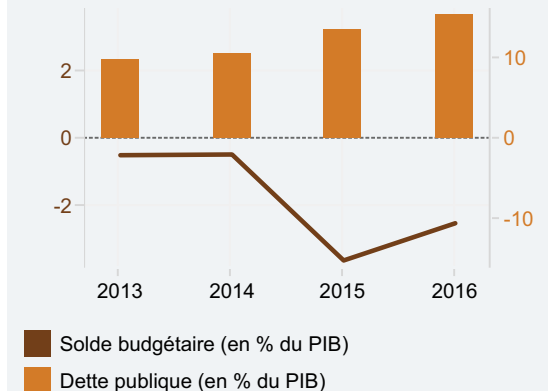


Indicateurs de gouvernance de la Banque mondiale



Le rang par centile va de 0 (le plus faible) à 100 (le plus élevé).

Finances publiques



Sources : Services économiques d'EDC, Banque mondiale, Haver Analytics, EIU

3.0 PRÉVISIONS SECTORIELLES

Table des matières

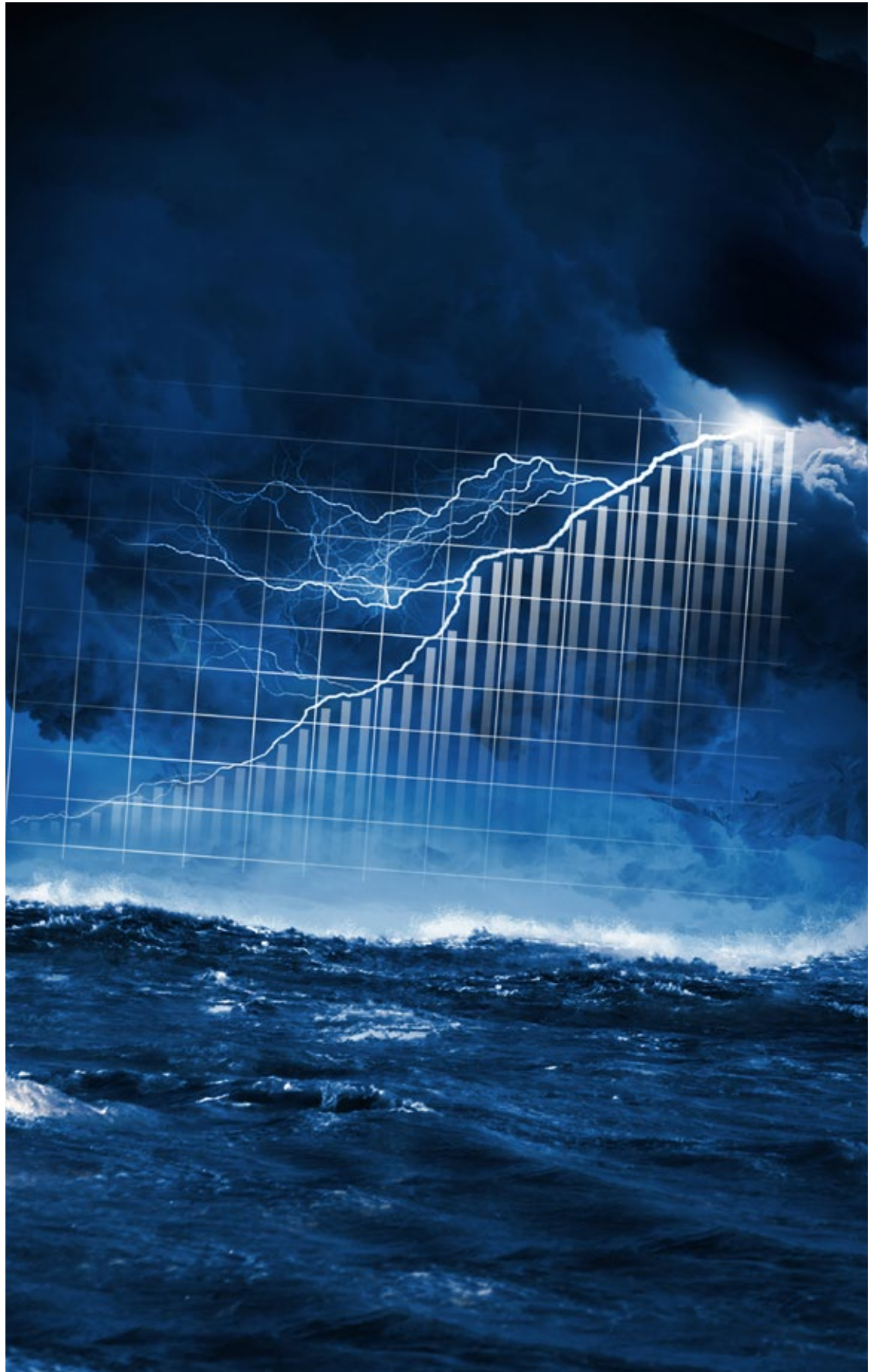
1.0 Sommaire

2.0 Aperçus des risques pays

3.0 Prévisions sectorielles

- 3.1 Énergie
- 3.2 Minerais et métaux
- 3.3 Produits agroalimentaires
- 3.4 Engrais
- 3.5 Produits forestiers
- 3.6 Produits de l'automobile
- 3.7 Machinerie et équipement industriels
- 3.8 Technologies de pointe
- 3.9 Aéronautique
- 3.10 Produits chimiques et plastiques
- 3.11 Biens de consommation
- 3.12 Services

4.0 Prévisions provinciales



3.0 PRÉVISIONS SECTORIELLES

Table des matières

1.0 Sommaire

2.0 Aperçus des risques pays

3.0 Prévisions sectorielles

- 3.1 Énergie
- 3.2 Minerais et métaux
- 3.3 Produits agroalimentaires
- 3.4 Engrais
- 3.5 Produits forestiers
- 3.6 Produits de l'automobile
- 3.7 Machinerie et équipement industriels
- 3.8 Technologies de pointe
- 3.9 Aéronautique
- 3.10 Produits chimiques et plastiques
- 3.11 Biens de consommation
- 3.12 Services

4.0 Prévisions provinciales

Les exportations canadiennes de biens et de services devraient accuser une légère contraction de 1 % en 2015, surtout ralenties par la glissade des cours pétroliers. Mis à part le secteur énergétique et les transactions spéciales, les exportations de toutes les catégories de biens et de services gagneront du terrain grâce à la fermeté de la demande américaine et à la faiblesse du huard. Cette année, les exportations à destination des marchés émergents progresseront plus rapidement que celles vers les marchés développés. Cependant, l'an prochain, les marchés développés, tirés par les États-Unis, accéléreront la cadence – la robuste croissance de la demande et le rebond des cours énergétiques contribuant à un redressement de 7 % des exportations.

La valeur des exportations énergétiques fondra de 43 G CAD cette année sous l'effet du recul sensible des cours du pétrole brut et du gaz naturel. Cette conjoncture entraînera un repli de 31 % du dynamisme de ce secteur. L'ascension escomptée des cours du pétrole brut pendant l'horizon prévisionnel ne suffira pas à compenser les répercussions de la baisse projetée des cours de 37 % cette année. Le dynamisme des exportations énergétiques du Canada devrait se hisser à 17 % en 2016, à la faveur de la reprise partielle orchestrée par les cours.

Par ailleurs, les matières premières industrielles et les matériaux de construction (dont les métaux, les minerais ainsi que les produits pétrochimiques, plastiques et forestiers) enregistrent une croissance de 4 % à 8 % au cours de l'horizon prévisionnel. Cette croissance sera généralement éperonnée par le redressement de la demande américaine. Les gains récoltés par les industries pharmaceutique et forestière suivront l'accroissement de la demande exprimée par le consommateur américain.

La plupart des fabricants profiteront d'un dollar canadien affaibli et de la vigueur de la demande. Ainsi, le secteur automobile inscrira une robuste croissance de 14 % cette année et de 5 % en 2016, car les consommateurs américains se départiront de leurs véhicules vieillissants. Les fabricants américains utilisent des niveaux inédits de capacité, une conjoncture porteuse de débouchés pour l'industrie automobile canadienne moins sous tension. Toujours dans la filière du transport, les exportations aéronautiques feront un bond spectaculaire de 29 % en 2015, Bombardier tirant parti du nombre croissant de commandes à exécuter dans le secteur mondial de l'aéronautique. L'entrée en service de l'avion de la CSeries au début de 2016 étiera de nouveaux gains de 17 % pour les exportations du secteur l'an prochain.

Les exportations d'engrais et de produits agroalimentaires seront stimulées par le raffermissement de la demande mondiale. Ainsi, la croissance des exportations d'engrais atteindra 36 % cette année à la faveur d'une demande exceptionnellement robuste, mais les exportations marqueront le pas pour se camper à 2 % l'an prochain en raison du rattrapage de l'offre sur le marché. Les exportations agroalimentaires croîtront de 8 % en 2015 et de 3 % en 2016. Dans un contexte d'une demande alimentaire soutenue à l'échelle mondiale, la production agricole et les stocks suivront un mouvement ascendant. Toutefois, les rendements des récoltes au Canada devraient diminuer cette année et par le fait même réduire les volumes à l'export.

Tableau 3 : Prévisions des exportations canadiennes, par secteur

PRINCIPAUX SECTEURS	G CAD	Part (en %) des exportations	Prévisions des exportations (croissance en %)		
	2014	2014	2014	2015 (p)	2016 (p)
Agroalimentaire	56,2	9,6	12,0	8	3
Énergie	142,3	24,2	14,9	-31	17
Foresterie	32,5	5,5	9,1	6	4
Produits chimiques et plastiques	41,6	7,1	12,5	8	7
Engrais	6,9	1,2	-11,4	36	2
Métaux, minerais et autres produits industriels	73,2	12,5	8,0	4	7
Machinerie et équipement industriels	30,6	5,2	9,6	10	5
Avions et pièces	14,5	2,5	28,7	29	17
Technologies de pointe	14,6	2,5	5,5	13	5
Véhicules automobiles et pièces	67,9	11,6	8,7	14	5
Biens de consommation	7,7	1,3	-3,8	27	4
Transactions particulières*	4,2	0,7	16,6	-16	6
Total – Secteur des biens	492,1	83,8	11,0	-2	8
Total – Secteur des services	95,4	16,2	3,0	2	4
Total des exportations	587,5	100,0	9,6	-1	7
Pour mémoire					
Volume total des exportations		0,0	5,4	6	4
Export. de biens nominales (énergie exclue)	349,8	59,5	9,5	10	6
Export. de biens nominales (autos et énergie exclues)	282,0	48,0	9,7	9	6

Sources : Statistique Canada, Services économiques d'EDC. Les données de 2014 sont réelles, celles de 2015 et de 2016 sont des prévisions.

Les transactions particulières* désignent surtout les transactions de faible valeur, la valeur des réparations à l'équipement et les biens retournés au pays d'origine.

3.0 PRÉVISIONS SECTORIELLES

Table des matières

1.0 Sommaire

2.0 Aperçus des risques pays

3.0 Prévisions sectorielles

3.1 Énergie

3.2 Minerais et métaux

3.3 Produits agroalimentaires

3.4 Engrais

3.5 Produits forestiers

3.6 Produits de l'automobile

3.7 Machinerie et équipement industriels

3.8 Technologies de pointe

3.9 Aéronautique

3.10 Produits chimiques et plastiques

3.11 Biens de consommation

3.12 Services

4.0 Prévisions provinciales

3.1 Énergie

Les exportations énergétiques céderont 31 % en 2015 sous l'action du net tassement des cours du pétrole brut et du gaz naturel. La progression du volume des expéditions de pétrole brut atteindra les deux chiffres, tandis que celle des expéditions de gaz naturel restera relativement stationnaire. À l'horizon 2016, les exportations d'énergie regagneront une partie du terrain perdu grâce à des gains de 17 % attribuables au redressement des cours et à la hausse des volumes de pétrole brut.

Les exportations de pétrole brut chuteront de 31 % en 2015, mais elles grimperont de 18 % en 2016 sous l'effet conjugué des mouvements des cours et des gains de volume. Le cours de référence du West Texas Intermediate (WTI) devrait se fixer en moyenne à 51 USD le baril en 2015, en baisse de 45 % par rapport à l'an dernier. Ce recul s'explique par les investissements massifs dans le gaz de schiste aux États-Unis qui ont porté les stocks de pétrole brut sur le marché américain à un niveau d'environ 25 % supérieur à la moyenne sur cinq ans. Ce cours moins élevé a entraîné le déploiement de considérables efforts de réduction des coûts et le report de nouveaux investissements.

Le huard moins gaillard en a atténué l'impact négatif, et les producteurs canadiens ne doivent plus composer avec la forte congestion touchant les réseaux de transport et les raffineries, une situation ayant permis une diminution de la décote du cours du Western Canada Select (WCS) par rapport au WTI. Les projets d'agrandissement des pipelines Clipper-1 et Clipper-2 en Alberta ont accru la capacité à 350 000 barils par jour. Le transport ferroviaire a aussi apporté sa contribution et, de ce fait, a permis de diversifier les modes de livraison. Il est désormais possible de transporter le baril de pétrole albertain jusqu'à la côte Ouest moyennant une prime, tandis que le coût du transport par pipeline s'élève à 1,25 USD le baril. Par ailleurs, l'écart entre les cours du WTI et du WCS devrait se maintenir dans la fourchette des 13 à 15 USD le baril durant l'horizon prévisionnel. En 2016, les exportations devraient se redresser à la faveur de l'appréciation du cours du WTI qui se maintiendra en moyenne 56 USD le baril et de la hausse parallèle du volume des expéditions.

La relative abondance du gaz naturel de schiste bon marché aux États-Unis pèse sur les cours du Henry Hub. Ce faisant, les cours devraient fléchir de 35 % cette année pour se camper en moyenne à 2,78 USD/Mbtu, mais ils effectueront une modeste remontée à 3,10 USD/Mbtu en 2016. Les stocks américains sont revenus à des niveaux élevés. Aux États-Unis, les producteurs ont réduit le nombre de puits, ce qui laisse à penser que les possibilités sont limitées pour les producteurs canadiens. Nous escomptons donc un repli de 37 % des exportations de gaz naturel cette année, mais un bond de 18 % en 2016 grâce aux gains sur les cours.

STATISTIQUES SECTORIELLES

Exportations internationales (2014) :
142,3 G CAD

Part des exportations sectorielles vers les marchés émergents
2010 : 2,7 %
2014 : 2,0 %

Part du total des exportations canadiennes de marchandises (2014) :
28,9 %

Répartition du secteur par province :

NL	6,9 %
NB	6,1 %
NS	0,5 %
PE	0,0 %
QC	2,9 %
ON	2,5 %
MN	1,0 %
SK	9,7 %
AB	64,8 %
BC	5,5 %

Sources :

Statistique Canada,
Services économiques d'EDC

Graphique 1 : Les stocks américains de pétrole orientent les cours à la baisse

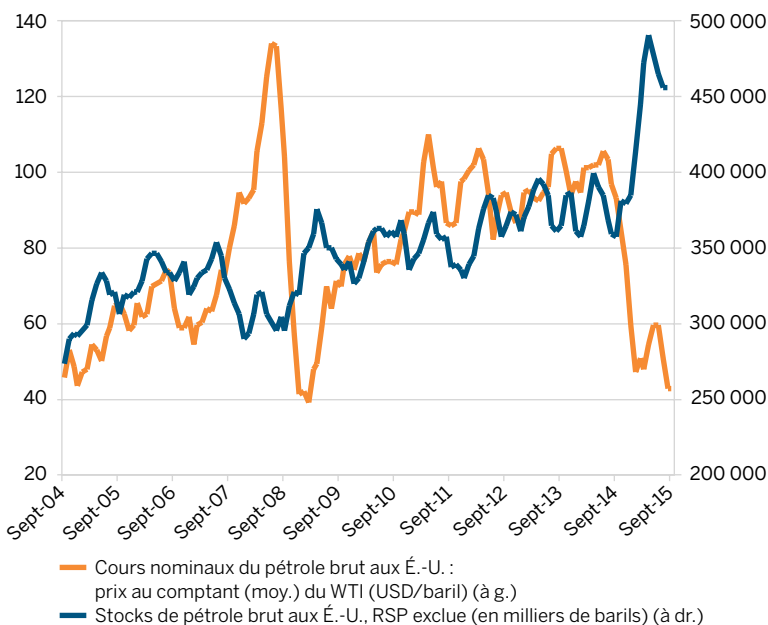


Tableau 4 : Prévisions des exportations canadiennes d'énergie, par région

PRINCIPAUX MARCHÉS	Part (en %) des exportations		Prévisions des exportations (croissance en %)		
	2014	2014	2014	2015 (p)	2016 (p)
Marchés développés					
États-Unis	133,3	93,7	15,3	-29	18
Europe occidentale	3,8	2,7	65,6	-71	10
Japon, Océanie et Asie développée	2,3	1,6	-22,9	-20	1
Marchés émergents					
Amérique latine et Antilles	1,0	0,7	44,2	-71	8
Europe émergente et Asie centrale	0,2	0,2	43,5	141	7
Afrique et Moyen-Orient	0,1	0,1	154,5	-65	9
Asie émergente	1,4	1,0	-30,0	-32	4
Total – Marchés développés	139,5	98,0	15,3	-30	17
Total – Marchés émergents	2,8	2,0	-3,7	-34	6
Total mondial	142,3	100,0	14,9	-31	17

Sources : Haver Analytics, Energy Information Administration

Sources : Statistique Canada, Services économiques d'EDC

3.0 PRÉVISIONS SECTORIELLES

Table des matières

1.0 Sommaire

2.0 Aperçus des risques pays

3.0 Prévisions sectorielles

3.1 Énergie

3.2 Minerais et métaux

3.3 Produits agroalimentaires

3.4 Engrais

3.5 Produits forestiers

3.6 Produits de l'automobile

3.7 Machinerie et équipement industriels

3.8 Technologies de pointe

3.9 Aéronautique

3.10 Produits chimiques et plastiques

3.11 Biens de consommation

3.12 Services

4.0 Prévisions provinciales

3.2 Minerais et métaux

La croissance des exportations de métaux et de minerais devrait grimper de 4 % en 2015, propulsée par la hausse des volumes de production et un huard affaibli. L'intensification de la production et le raffermissement de la demande aux États-Unis et dans l'UE porteront le dynamisme des exportations à 7 % en 2016. La détente des cours a abaissé la production de minerai de fer au Canada. Toutefois, les ventes de cuivre et d'or, représentant le cinquième de l'ensemble des exportations sectorielles, devraient augmenter malgré la faiblesse des cours.

La mine d'or Éléonore, située au Nord du Québec, contribuera le plus cette année à la progression du volume de production. Entrée en service à la fin de 2014, la mine a effectué sa première livraison commerciale en 2015. À l'instar du secteur aurifère, l'industrie d'exploitation du cuivre dégagera une croissance dans les deux chiffres cette année du fait de l'apport de plusieurs mines en Colombie-Britannique. Seule la mine Red Chris a vu croître sa production, qui devrait ajouter 3 % à la production canadienne de cuivre. Quant à la croissance des exportations d'aluminium, elle sera stable cette année avant d'augmenter en 2016 lorsque le projet Kitimat intensifiera ses activités. La reprise du secteur automobile américain continue d'éperonner le dynamisme de l'industrie sidérurgique canadienne. Malgré tout, à l'avenir, la capacité inutilisée du secteur de la sidérurgie aux États-Unis pourrait freiner l'élan des exportations canadiennes. Par ailleurs, en réaction à l'atonie de son marché intérieur, la Chine cherche à écouler de plus en plus d'acier sur les marchés internationaux – et vu la diminution du nombre d'acheteurs sur le marché intérieur, la Chine espère que les marchés mondiaux achèteront ce métal.

En 2015, les cours du minerai de fer ont plongé à des niveaux inédits depuis la récession mondiale de 2009, en réaction à une offre grandissante et à la chute de la demande chinoise. Les constants gains de production provenant de producteurs à faibles coûts, notamment l'Australie, continueront de compliquer les activités des producteurs canadiens sur le marché. La fermeture du complexe minier du lac Bloom au Québec et de la mine de Wabush Scully au Labrador pèsera sur la production cette année. À l'avenir, le projet de la rivière Mary soutiendra la production au Canada. En effet, vu l'augmentation attendue dans de nombreuses mines, les volumes de minerai de fer devraient de nouveau s'orienter à la hausse en 2016.

STATISTIQUES SECTORIELLES

Exportations internationales (2014) :
73,15 G CAD

Part des exportations sectorielles vers les marchés émergents
2010 : 10,4 %
2014 : 10,2 %

Part du total des exportations canadiennes de marchandises (2014) :
14,9 %

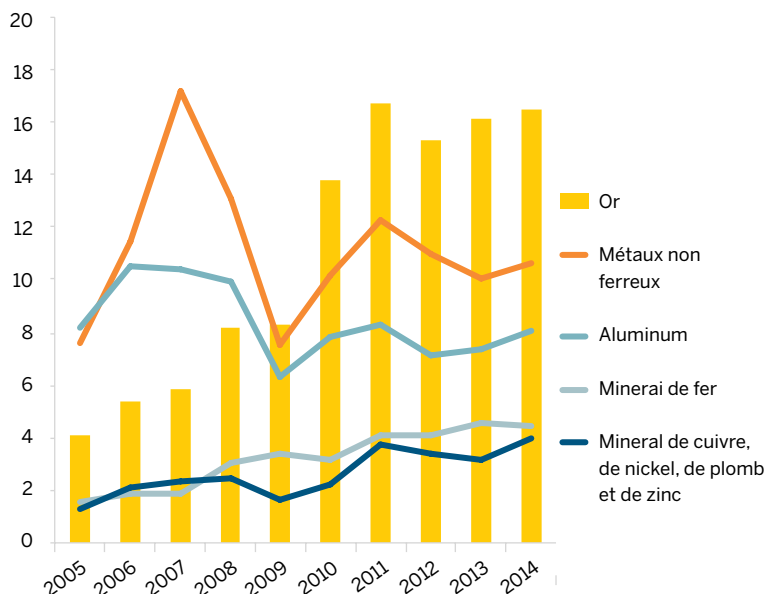
Répartition du secteur par province :

NL	2,9 %
NB	0,7 %
NS	0,4 %
PE	0,0 %
QC	26,6 %
ON	52,2 %
MN	2,0 %
SK	0,6 %
AB	3,2 %
BC	8,5 %

Sources :

Statistique Canada,
Services économiques d'EDC

Graphique 2 : Principales exportations canadiennes de métaux et de minerais



Source : Statistique Canada

Tableau 5 : Prévisions des exportations canadiennes de minerais et de métaux industriels, par région

PRINCIPAUX MARCHÉS	Part (en %) des exportations		Prévisions des exportations (croissance en %)		
	2014	2014	2014	2015 (p)	2016 (p)
Marchés développés					
États-Unis	38,7	52,9	11,8	8	6
Europe occidentale	19,2	26,3	10,4	9	7
Japon, Océanie et Asie développée	7,2	9,8	5,3	-10	8
Marchés émergents					
Amérique latine et Antilles	1,5	2,1	10,3	6	7
Europe émergente et Asie centrale	0,4	0,6	-18,2	-7	7
Afrique et Moyen-Orient	1,3	1,8	-12,8	-4	10
Asie émergente	4,8	6,6	-16,4	-19	4
Total – Marchés développés	65,1	89,0	10,6	6	7
Total – Marchés émergents	8,1	11,0	-9,7	-10	6
Total mondial	73,2	100,0	8,0	5	7

Sources : Statistique Canada, Services économiques d'EDC

3.0 PRÉVISIONS SECTORIELLES

Table des matières

1.0 Sommaire

2.0 Aperçus des risques pays

3.0 Prévisions sectorielles

3.1 Énergie

3.2 Minerais et métaux

3.3 Produits agroalimentaires

3.4 Engrais

3.5 Produits forestiers

3.6 Produits de l'automobile

3.7 Machinerie et équipement industriels

3.8 Technologies de pointe

3.9 Aéronautique

3.10 Produits chimiques et plastiques

3.11 Biens de consommation

3.12 Services

4.0 Prévisions provinciales

3.3 Produits agroalimentaires

Les exportations du secteur canadien de l'agroalimentaire engrangeront des gains de 8 % en 2015, stimulées par le fléchissement du dollar canadien et la croissance modérée des volumes à l'export, dans le contexte d'une demande alimentaire soutenue à l'échelle mondiale. En 2016, la croissance des exportations se hissera à 3 %. La normalisation des rendements, sur fond de détente des cours, réduira la superficie d'ensemencement et les volumes de production pour la plupart des principales récoltes. Cette conjoncture nuira aux exportations de produits agricoles cette année et l'an prochain.

Selon le département américain de l'agriculture, les cours des produits agricoles devraient sans doute rester faibles au cours des deux prochaines années comparativement aux récents sommets. Les marchés mondiaux sont généralement bien approvisionnés, mais cette situation sera en partie équilibrée par les perspectives généralement positives de la demande mondiale, sauf pour le blé. La reconstitution graduelle des troupeaux nord-américains stimulera la demande en nourriture pour les animaux. De surcroît, il y aura une demande robuste et continue adressée aux sous-secteurs du soja, des lentilles et des graines de lin. Dans la filière viande, la reprise naissante du sous-secteur des troupeaux de bovins au Canada a été menacée par la découverte d'un cas de maladie de la vache folle (ESB) en Alberta. Malgré la baisse du volume des expéditions plus tôt cette année, les exportations canadiennes de viande devraient connaître un modeste rebond puisque ce cas a été contenu et que les États-Unis n'ont imposé aucune interdiction. Autre facteur positif : la montée de la classe moyenne sur certains marchés émergents provoque une envolée de la demande en céréales et en produits carnés. La conclusion d'accords de libre-échange avec l'Union européenne (en cours de ratification) et la Corée du Sud (en vigueur) viendra multiplier les débouchés pour les exportations canadiennes.

Le très concurrentiel secteur des aliments transformés et des boissons connaîtra une embellie du fait des solides gains des expéditions vers le névralgique marché américain. Dans ce contexte, la valeur des exportations canadiennes devrait gagner 17 % cette année et 5 % en 2016. Dans le sous-secteur des produits de la mer, l'essor des exportations devrait avoisiner 19 % en 2015 sous l'action de la montée en flèche des expéditions de saumon d'élevage en direction des États-Unis et de la robuste progression des cours du homard et de la crevette (alimentée par la diminution des stocks) ainsi que par la demande en provenance du marché américain et de l'Asie. En 2016, les exportations devraient rester stationnaires en raison de la correction à la baisse du cours du homard vers les normes habituelles. Par ailleurs, la croissance du sous-secteur des autres produits de la mer se limitera à des gains minimes.

STATISTIQUES SECTORIELLES

Exportations internationales (2014) :
56,2 G CAD

Part des exportations sectorielles vers les marchés émergents
2010 : 29,7 %
2014 : 30,0 %

Part du total des exportations canadiennes de marchandises (2014) :
11,4 %

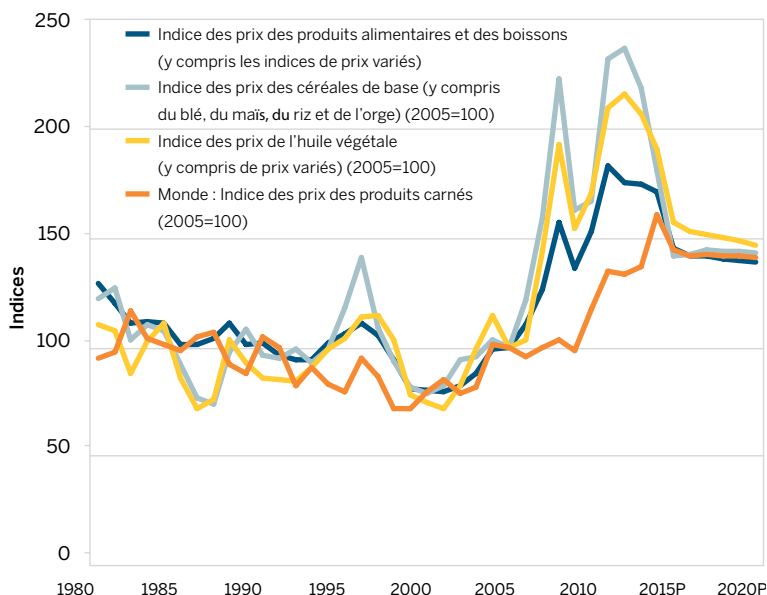
Répartition du secteur par province :

NL	1,6 %
NB	2,7 %
NS	2,8 %
PE	1,0 %
QC	12,4 %
ON	21,9 %
MN	9,9 %
SK	24,8 %
AB	17,1 %
BC	5,8 %

Sources :

Statistique Canada,
Services économiques d'EDC

Graphique 3 : Rééquilibrage de l'offre et de la demande mondiales après les pics du mégacycle



Sources : FMI/Base de données des Perspectives économiques mondiales (avril 2015)

Tableau 6 : Prévisions des exportations agroalimentaires, par région

PRINCIPAUX MARCHÉS	Part (en %) des exportations		Prévisions des exportations (croissance en %)		
	G CAD 2014	2014	2014	2015 (p)	2016 (p)
Marchés développés					
États-Unis	29,4	52,2	13,6	9	3
Europe occidentale	3,8	6,7	32,9	0	3
Japon, Océanie et Asie développée	6,3	11,1	3,8	-4	0
Marchés émergents					
Amérique latine et Antilles	4,3	7,6	11,9	0	3
Europe émergente et Asie centrale	1,0	1,8	8,1	-31	3
Afrique et Moyen-Orient	3,0	5,4	27,4	-3	4
Asie émergente	8,5	15,2	1,9	27	3
Total – Marchés développés	39,4	70,0	13,5	6	2
Total – Marchés émergents	16,9	30,0	8,7	11	3
Total mondial	56,2	100,0	12,0	8	3

Sources : Statistique Canada, Services économiques d'EDC

3.0 PRÉVISIONS SECTORIELLES

Table des matières

1.0 Sommaire

2.0 Aperçus des risques pays

3.0 Prévisions sectorielles

- 3.1 Énergie
- 3.2 Minerais et métaux
- 3.3 Produits agroalimentaires
- 3.4 Engrais**
- 3.5 Produits forestiers
- 3.6 Produits de l'automobile
- 3.7 Machinerie et équipement industriels
- 3.8 Technologies de pointe
- 3.9 Aéronautique
- 3.10 Produits chimiques et plastiques
- 3.11 Biens de consommation
- 3.12 Services

4.0 Prévisions provinciales

3.4 Engrais

Une demande en potasse avoisinant des niveaux sans précédent de la part des marchés émergents, un rebond des exportations d'engrais azotés vers les États-Unis et un dollar canadien moins vigoureux seront à l'origine d'un bond de 36 % des exportations d'engrais en 2015. Toutefois, le dynamisme de ces exportations se ralentira pour s'établir à seulement 2 % en 2016.

Malgré l'effet stimulant du déclin du huard sur la croissance nominale des exportations, l'appréciation du billet vert par rapport aux devises de nombreux marchés émergents, tout particulièrement le real brésilien, tempèrera l'élan général des exportations puisque l'augmentation des cours déprimera la demande dès maintenant et en 2016.

À court terme se profile une offre excédentaire pour les engrais à base de potasse et d'azote. Selon Green Markets, l'agrandissement des installations existantes d'exploitation de potasse à Sussex, Rocanville et Vanscoy a ajouté environ de 2,5 à 3,5 millions de tonnes de capacité. La vive concurrence entre les fournisseurs de potasse désireux de s'approprier des parts de marché viendra davantage tempérer l'ascension des cours.

Dans l'ensemble, la demande restera modérée. La montée des exportations sur le marché américain en 2015, un effet de base induit par les exportations azotées, sera passagère. Ainsi, le dynamisme des exportations sera désormais légèrement plus faible aux États-Unis en raison de l'ampleur des stocks des négociants pour la potasse et les inquiétudes croissantes liées au revenu agricole, qui devrait cette année accuser une baisse de 36 %, soit le plus bas niveau en neuf ans selon l'USDA.

Les exportations à destination de la Chine resteront robustes en 2015. Toutefois, les perspectives resteront extrêmement incertaines en raison de l'imposition d'une taxe à valeur ajoutée (TVA) de 13 % sur les importations d'engrais. La demande indienne devrait stagner du fait des faibles niveaux de pluie de la mousson. Le régime de subventions en Inde, favorisant le recours aux engrais azotés, ne changera pas avant en 2017, voire plus tard. Le repli des cours de l'huile de palme et du riz ainsi que la faiblesse des devises pénalisera les importations de potasse par l'Indonésie et la Malaise. Malgré l'impressionnant élan de la demande en potasse au Brésil lors de la première moitié de 2015, la morosité du contexte économique et la mollesse des cours des produits de base plomberont de façon marquée les ventes d'engrais en 2016.

Le tassement des cours pourrait aussi inciter à la consolidation, comme en témoignent les acquisitions récentes par CF Industries et la décision de K+S de renoncer à s'offrir PotashCorp.

STATISTIQUES SECTORIELLES

Exportations internationales (2014) :
6,9 G CAD

Part des exportations sectorielles vers les marchés émergents
2010 : 29,8 %
2014 : 34,0 %

Part du total des exportations canadiennes de marchandises (2014) :
1,4 %

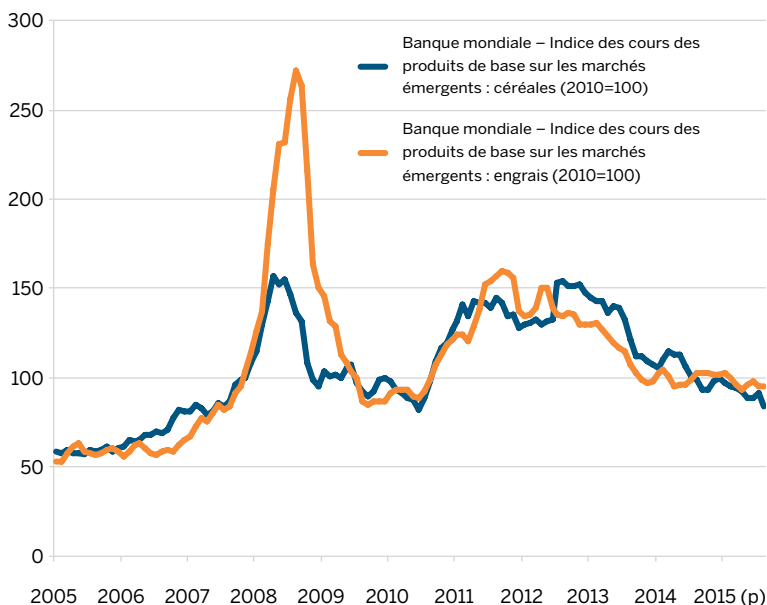
Répartition du secteur par province :

NL	0,0 %
NB	3,4 %
NS	0,0 %
PE	0,0 %
QC	0,3 %
ON	5,5 %
MN	1,6 %
SK	74,7 %
AB	13,4 %
BC	1,0 %

Sources :

Statistique Canada, Services économiques d'EDC

Graphique 4 : Les céréales mènent le bal?



Source : Haver Analytics

Tableau 7 : Prévisions des exportations de produits d'engrais, par région

PRINCIPAUX MARCHÉS	Part (en %) des exportations		Prévisions des exportations (croissance en %)		
	2014	2014	2014	2015 (p)	2016 (p)
Marchés développés					
États-Unis	4,4	64,6	-12,6	32	2
Europe occidentale	0,0	0,6	29,0	-28	3
Japon, Océanie et Asie développée	0,1	0,8	13,5	-17	1
Marchés émergents					
Amérique latine et Antilles	0,7	10,5	-20,1	53	3
Europe émergente et Asie centrale	0,0	0,0	-3,6	-15	3
Afrique et Moyen-Orient	0,0	0,3	309,7	75	5
Asie émergente	1,6	23,2	-5,5	42	2
Total - Marchés développés	4,5	66,0	-12,1	31	2
Total - Marchés émergents	2,3	34,0	-9,9	46	2
Total mondial	6,9	100,0	-11,4	36	2

Sources : Statistique Canada, Services économiques d'EDC, Green Markets*
*Le modèle de l'offre et la demande mondiales est reproduit ici avec l'autorisation écrite de Kennedy Information, SRL © 2015.

3.0 PRÉVISIONS SECTORIELLES

Table des matières

1.0 Sommaire

2.0 Aperçus des risques pays

3.0 Prévisions sectorielles

- 3.1 Énergie
- 3.2 Minerais et métaux
- 3.3 Produits agroalimentaires
- 3.4 Engrais
- 3.5 Produits forestiers**
- 3.6 Produits de l'automobile
- 3.7 Machinerie et équipement industriels
- 3.8 Technologies de pointe
- 3.9 Aéronautique
- 3.10 Produits chimiques et plastiques
- 3.11 Biens de consommation
- 3.12 Services

4.0 Prévisions provinciales

3.5 Produits forestiers

Les exportations forestières canadiennes inscriront une croissance de 6 % en 2015 grâce à un huard affaibli ainsi que la montée constante en puissance de l'économie et du marché du logement aux États-Unis. Selon les Services économiques d'EDC, la valeur du dollar canadien sera relativement stable en 2016, l'effet induit par le repli du dollar canadien s'estompant en 2016. Par ailleurs, conjuguée au resserrement de l'offre canadienne en fibre, la croissance des exportations de produits forestiers se ralentira à 4 % en 2016.

Au lendemain de la crise financière américaine, le nombre de mises en chantier aux États-Unis est resté résolument en deçà des besoins de remplacement démographique et de la formation des ménages. Toutefois, au gré de l'accélération de la croissance économique et du gonflement du déficit du nombre de logements, les mises en chantier ont progressé sur le marché américain du logement. Selon les Services économiques d'EDC, cette dynamique se poursuivra si bien que les mises en chantier bondiront de 15 % en 2015, puis de 24 % 2016. Cet élan viendra soutenir une demande déjà ferme pour le bois d'œuvre et les panneaux de bois mis à la disposition du secteur de la construction et du consommateur aux États-Unis.

Cependant, la capacité des entreprises canadiennes à satisfaire à la demande sera diminuée, car le coût de l'infestation de dendroctone du pin en Colombie-Britannique a réduit l'offre de produits ligneux. En 2013, la récolte a atteint 70,9 millions de mètres cubes (m³). Au vu des effets à long terme de cette infestation sur les forêts de la province, le gouvernement de la province prévoit que les niveaux de récolte descendront à 50-60 millions de m³ d'ici 2025; il faudra attendre jusqu'en 2075 avant que l'approvisionnement en matière ligneuse n'atteigne les 65-70 millions de m³. Comme la province contribue à plus de la moitié de la production canadienne de bois d'œuvre, ce déclin viendra considérablement limiter la capacité des exportations à long terme.

Pour ce qui est des exportations de pâtes et de papier, la faiblesse du huard confère aux entreprises canadiennes un avantage concurrentiel en Amérique du Nord par rapport aux sociétés américaines. Le marché du journal en général devrait se contracter, mais la part du Canada devrait y augmenter en raison de l'avantage induit par notre monnaie. Le sous-secteur des pâtes devrait suivre la même tendance, malgré la tenue relativement stable de la production et de la demande. À moyen terme, la production canadienne pourrait subir des pressions exercées par l'émergence de fournisseurs internationaux des catégories de pâtes de feuillus et d'eucalyptus bon marché.

STATISTIQUES SECTORIELLES

Exportations internationales (2014) :
32,5 G CAD

Part des exportations sectorielles vers les marchés émergents
2010 : 20,4 %
2014 : 22,3 %

Part du total des exportations canadiennes de marchandises (2014) :
6,6 %

Répartition du secteur par province :

NL	0,4 %
NB	5,1 %
NS	2,1 %
PE	0,0 %
QC	27,9 %
ON	15,4 %
MN	1,5 %
SK	1,4 %
AB	8,4 %
BC	37,9 %

Sources :

Statistique Canada,
Services économiques d'EDC

Graphique 5 : La relance du marché américain du logement renforce les exportations canadiennes de bois d'œuvre

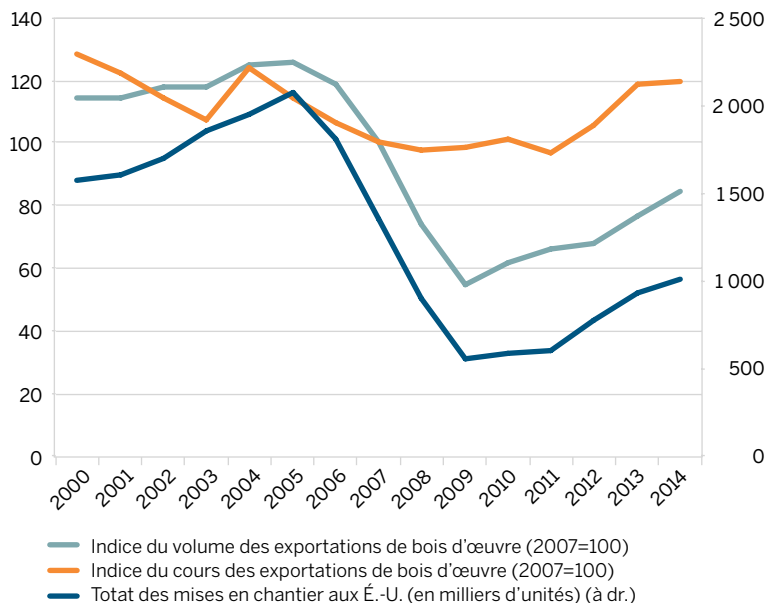


Tableau 8 : Prévisions des exportations de produits forestiers, par région

PRINCIPAUX MARCHÉS	Part (en %) des exportations		Prévisions des exportations (croissance en %)		
	2014	2014	2014	2015 (p)	2016 (p)
Marchés développés					
États-Unis	21,6	66,4	12,4	8	4
Europe occidentale	1,1	3,5	8,0	-0	6
Japon, Océanie et Asie développée	2,5	7,8	-1,1	-4	4
Marchés émergents					
Amérique latine et Antilles	0,7	2,3	-2,4	-5	6
Europe émergente et Asie centrale	0,2	0,6	-22,5	11	7
Afrique et Moyen-Orient	0,3	0,9	-4,9	-12	10
Asie émergente	6,0	18,5	6,6	7	5
Total – Marchés développés	25,3	77,7	10,7	6	4
Total – Marchés émergents	7,3	22,3	4,1	5	5
Total mondial	32,5	100,0	9,1	6	4

Sources : Statistique Canada, Haver Analytics

Sources : Statistique Canada, Services économiques d'EDC

3.0 PRÉVISIONS SECTORIELLES

Table des matières

1.0 Sommaire

2.0 Aperçus des risques pays

3.0 Prévisions sectorielles

- 3.1 Énergie
- 3.2 Minerais et métaux
- 3.3 Produits agroalimentaires
- 3.4 Engrais
- 3.5 Produits forestiers
- 3.6 Produits de l'automobile**
- 3.7 Machinerie et équipement industriels
- 3.8 Technologies de pointe
- 3.9 Aéronautique
- 3.10 Produits chimiques et plastiques
- 3.11 Biens de consommation
- 3.12 Services

4.0 Prévisions provinciales

3.6 Produits de l'automobile

En 2015, la valeur des exportations de véhicules et pièces automobiles grimpera de 14 % grâce à un huard affaibli, sur fond de repli des volumes d'expéditions. Les Services économiques d'EDC tablent sur une hausse modérée de 5 % des exportations en 2016, au gré de la stabilisation de la monnaie. Une demande plus ferme induira des volumes de production accrus. Les exportateurs surferont sur l'élan de la demande américaine, les ventes de véhicules retrouvant les niveaux d'avant la récession. Après des années de réduction des dépenses, il existe un intense besoin de remplacer les véhicules. L'embellie de l'emploi, des bilans assainis, l'accès au financement et le recul des prix de l'essence libéreront la demande comprimée.

La majorité des nouveaux investissements nord-américains dans la fabrication de pièces restent dirigés vers le Mexique et le Sud des États-Unis. D'après les récentes annonces de GM, Ford, Chrysler et Honda au Canada, le secteur automobile se tourne vers le réoutillage des chaînes de montage pour mieux répondre aux préférences des consommateurs. La relance de la production après des suspensions en 2015 dans les usines de Ford à Oakville et de Chrysler à Windsor (en raison d'une modernisation de 2 milliards de dollars) devrait doper la croissance des volumes. Cette évolution est assombrie par le transfert par GM de la production du modèle Camaro de Chevrolet, soit d'Oshawa vers le Michigan, d'ici la fin de l'année. La fermeté de la demande, des capacités serrées et un huard moins gaillard inciteront les entreprises à investir. Le décalage entre les annonces et la production sera un obstacle de taille à l'obtention de gains sensibles des volumes en 2015-2016. Les usines de montage canadiennes ont fait preuve de résilience dans leur capacité à produire des véhicules malgré des contraintes de capacité. L'utilisation de la capacité n'atteignant pas les récents sommets, il semble y avoir place à la croissance.

Les exportations de camions poids lourd connaîtront une nette croissance vu les besoins de remplacement des véhicules, l'augmentation du tonnage pour le fret routier et la nouvelle réglementation visant les émissions. Les fabricants de pièces s'installent près des pôles de constructeurs automobiles pour exécuter les livraisons juste-à-temps, et leur activité sera en phase avec les tendances liées à la production aux États-Unis et au Mexique. À l'image des constructeurs, ils devront accroître leur capacité de production. L'investissement de Linamar à hauteur de 500 millions de dollars dans la fabrication de nouvelles transmissions et pièces pour des groupes motopropulseurs plus écologiques est un pas dans la bonne direction. Cette tendance aura un effet réducteur sur les volumes à l'export à moyen terme, mais elle offrira des occasions d'IDCE.

STATISTIQUES SECTORIELLES

Exportations internationales (2014) :
67,9 G CAD

Part des exportations sectorielles vers les marchés émergents
2010 : 2,3 %
2014 : 2,8 %

Part du total des exportations canadiennes de marchandises (2014) :
13,8 %

Répartition du secteur par province :

NL	0,0 %
NB	0,0 %
NS	1,7 %
PE	0,0 %
QC	4,2 %
ON	92,0 %
MN	1,0 %
SK	0,1 %
AB	0,5 %
BC	0,6 %

Sources :
Statistique Canada,
Services économiques d'EDC

Graphique 6 : Solides fondamentaux pour les exportations automobiles

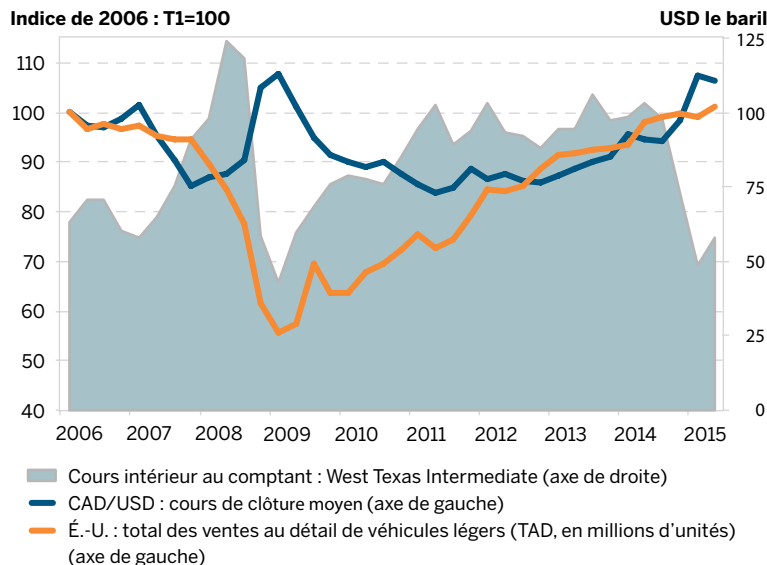


Tableau 9 : Prévisions des exportations d'automobiles, par région

PRINCIPAUX MARCHÉS	Part (en %) des exportations		Prévisions des exportations (croissance en %)		
	2014	2014	2014	2015 (p)	2016 (p)
Marchés développés					
États-Unis	65,6	96,6	8,6	14	4
Europe occidentale	0,2	0,4	7,5	16	6
Japon, Océanie et Asie développée	0,1	0,2	2,1	5	4
Marchés émergents					
Amérique latine et Antilles	0,9	1,4	5,3	19	6
Europe émergente et Asie centrale	0,1	0,1	3,4	90	2
Afrique et Moyen-Orient	0,5	0,8	4,8	18	8
Asie émergente	0,4	0,5	61,5	26	8
Total – Marchés développés	66,0	97,2	8,5	14	4
Total – Marchés émergents	1,9	2,8	12,4	22	7
Total mondial	67,9	100,0	8,7	4	5

Sources : Haver Analytics, Banque du Canada, Energy Information Administration/CME, Autodata

Sources : Statistique Canada, Services économiques d'EDC

3.0 PRÉVISIONS SECTORIELLES

Table des matières

1.0 Sommaire

2.0 Aperçus des risques pays

3.0 Prévisions sectorielles

- 3.1 Énergie
- 3.2 Minerais et métaux
- 3.3 Produits agroalimentaires
- 3.4 Engrais
- 3.5 Produits forestiers
- 3.6 Produits de l'automobile

3.7 Machinerie et équipement industriels

- 3.8 Technologies de pointe
- 3.9 Aéronautique
- 3.10 Produits chimiques et plastiques
- 3.11 Biens de consommation
- 3.12 Services

4.0 Prévisions provinciales

3.7 Machinerie et équipement industriels

Les exportations de machinerie et l'équipement (M-É) industriels inscriront une croissance de 10 % cette année, puis de 5 % en 2016, à la faveur de la fermeté des ventes vers les marchés développés. La reprise américaine devrait s'accélérer et donc dynamiser la croissance mondiale et bonifier l'investissement. Cependant, les divers secteurs devront composer avec des variations de la demande qui retarderont les investissements jusqu'au redressement de la demande et des cours.

L'essor des exportations de M-É agricoles diminuera de 6 % en 2015 en raison du recul des expéditions, mais des gains évidents seront réalisés vu l'effet d'un huard moins gaillard. La demande en tracteurs aux États-Unis sera néanmoins tempérée par l'abaissement du revenu agricole. La valeur des terres cultivées viendra par la suite éroder la capacité des agriculteurs d'obtenir des cautionnements et de contracter des emprunts dans un contexte de montée des taux d'intérêt. Un léger réveil de 2 % de l'activité est attendu en 2016.

La croissance des exportations de M-É pour les métaux et le bois se hissera à près de 22 % en 2015, portée par un huard affaibli, la robuste croissance des mises en chantier aux États-Unis et la très forte production et utilisation de la capacité dans le secteur automobile américain. Ce dynamisme devrait rester à près de 12 % en 2016 vu le maintien d'une conjoncture économique favorable aux États-Unis (destination de plus de 80 % des exportations de M-É pour le travail des métaux et du bois) et un bond de 24 % des mises en chantier sur le marché américain.

Dans les secteurs des mines, du pétrole et du gaz naturel, les exportations de M-É céderont 4 % en 2015, mais elles regagneront 5 % en 2016. L'investissement dans le secteur de l'exploitation du pétrole brut et des mines aux États-Unis marquera légèrement le pas sous l'effet des efforts déployés pour réduire les coûts. De manière générale, la croissance de ce sous-secteur sera pénalisée par le tassement des cours et une capacité excédentaire. Aux États-Unis, on note une absence d'activité dans de nombreuses mines de charbon. Cette tendance se manifeste partout sur le globe. Les exportations vers d'autres marchés régionaux suivront donc une trajectoire similaire.

Les expéditions de M-É du sous-secteur des caoutchoucs et des plastiques à destination des marchés émergents et développés seront en hausse au cours de l'horizon prévisionnel. Cette amélioration s'expliquera surtout par le regain de dynamisme de l'industrie des plastiques qui sera alimenté par la progression de la demande des consommateurs ainsi que le robuste dynamisme des industries de la construction et de l'automobile. La valeur du huard aura un effet positif sur la croissance. On devrait par ailleurs constater une vive augmentation des volumes et des ventes vers les États-Unis, l'Amérique latine, l'Afrique et le Moyen-Orient.

STATISTIQUES SECTORIELLES

Exportations internationales (2014) :
30,6 G CAD

Part des exportations sectorielles vers les marchés émergents
2010 : 17,1 %
2014 : 16,1 %

Part du total des exportations canadiennes de marchandises (2014) :
6,2 %

Répartition du secteur par province :

NL	0,1 %
NB	0,8 %
NS	0,5 %
PE	0,3 %
QC	23,7 %
ON	50,4 %
MN	4,5 %
SK	1,9 %
AB	11,8 %
BC	6,0 %

Sources :

Statistique Canada,
Services économiques d'EDC

Graphique 7 : Indicateurs – Demande en M-É

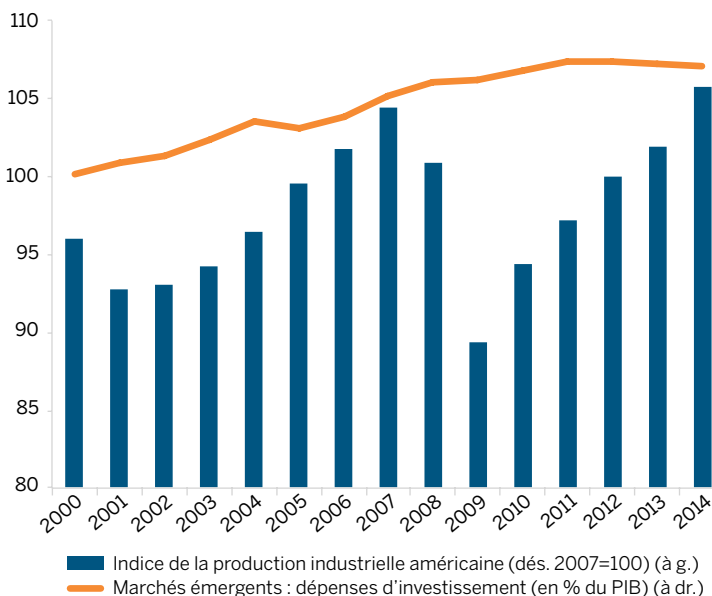


Tableau 10 : Prévisions des exportations de machinerie et équipement industriels, par région

PRINCIPAUX MARCHÉS	Part (en %) des exportations		Prévisions des exportations (croissance en %)		
	G CAD 2014	2014	2014	2015 (p)	2016 (p)
Marchés développés					
États-Unis	21,9	71,4	10,7	14	6
Europe occidentale	2,4	8,0	12,8	7	5
Japon, Océanie et Asie développée	1,4	4,5	5,9	4	3
Marchés émergents					
Amérique latine et Antilles	1,4	4,7	-2,0	1	5
Europe émergente et Asie centrale	0,8	2,6	-0,7	-26	3
Afrique et Moyen-Orient	1,4	4,4	19,3	-5	6
Asie émergente	1,3	4,4	1,8	-2	8
Total – Marchés développés	25,7	83,9	10,6	12	5
Total – Marchés émergents	4,9	16,1	4,4	-6	6
Total mondial	30,6	100,0	9,6	10	5

Source : Haver Analytics

Sources : Statistique Canada, Services économiques d'EDC

3.0 PRÉVISIONS SECTORIELLES

Table des matières

1.0 Sommaire

2.0 Aperçus des risques pays

3.0 Prévisions sectorielles

- 3.1 Énergie
- 3.2 Minerais et métaux
- 3.3 Produits agroalimentaires
- 3.4 Engrais
- 3.5 Produits forestiers
- 3.6 Produits de l'automobile
- 3.7 Machinerie et équipement industriels
- 3.8 Technologies de pointe**
- 3.9 Aéronautique
- 3.10 Produits chimiques et plastiques
- 3.11 Biens de consommation
- 3.12 Services

4.0 Prévisions provinciales

3.8 Technologies de pointe

Le secteur des technologies de pointe devrait inscrire une croissance de 13 % cette année, qui descendra à 5 % l'an prochain. Le volume des exportations vers les marchés développés fera un formidable bond en 2015, à la faveur de la faiblesse du dollar canadien et de la relance de l'économie américaine. Cependant, la concurrence féroce que se livrent les divers acteurs du secteur et la tendance affirmée à déplacer la fabrication vers des économies où les coûts sont moindres ramèneront la croissance nominale à des niveaux plus modérés en 2016. Cela dit, la multiplication des occasions de créer des technologies à forte valeur ajoutée sur des marchés à créneaux aux États-Unis et en Europe compensera en partie le repli observé dans les sous-secteurs traditionnels.

La hausse des dépenses de consommation et des investissements des entreprises dans la modernisation des réseaux favoriseront une légère augmentation des volumes à l'export vers le marché américain. Cependant, la tenue générale des exportations profitera surtout d'une croissance induite par les cours et liée au recul du dollar canadien cette année. Les ventes à destination de l'Europe, deuxième marché du Canada, ont affiché des niveaux de croissance relativement impressionnants et inattendus dans la région. Par ailleurs, les expéditions vers l'Asie, où le nombre d'abonnés des services sans fil augmenterait à un rythme exponentiel, sont bien placées pour connaître un rapide essor. Les exportations canadiennes du secteur des télécommunications devraient observer leur essor le plus rapide sur les marchés émergents. Toutefois, les États-Unis demeureront la principale destination de ces exportations pendant de nombreuses années, surpassant les gains réalisés sur les marchés émergents.

De manière générale, le secteur des technologies de pointe s'oriente désormais vers des segments non traditionnels, comme les instruments de mesure et de navigation, en délaissant les filières des communications sans fil et des appareils téléphoniques aux prises avec des difficultés. Les activités d'exportation gagnent du terrain dans plusieurs sous-secteurs (notamment le matériel électrique ainsi que des appareils de mesure et d'essai) très porteurs pour les entreprises canadiennes, vu la reprise des mises en chantier aux États-Unis. De plus en plus de PME canadiennes spécialisées dans la conception de produits dans des sous-secteurs à créneau profiteront sensiblement de la reprise américaine. Au sein des technologies de pointe, le sous-secteur des instruments de mesure et de navigation a inscrit la plus forte croissance, la majorité de ces exportations prenant la direction des États-Unis. Toutefois, dans un contexte de saturation du marché américain, les entreprises commenceront à se tourner vers des régions où la demande des consommateurs est en plein essor et où le taux de pénétration du marché est moindre, notamment l'Amérique latine et l'Asie.

STATISTIQUES SECTORIELLES

Exportations internationales (2014) :
14,6 G CAD

Part des exportations sectorielles vers les marchés émergents
2010 : 15,3 %
2014 : 15,2 %

Part du total des exportations canadiennes de marchandises (2014) :
3,0 %

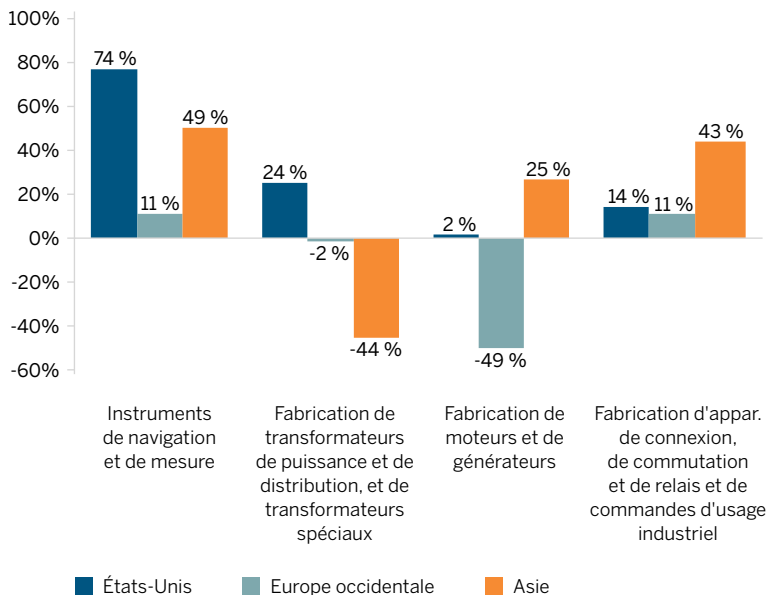
Répartition du secteur par province :

NL	0,1 %
NB	0,3 %
NS	1,2 %
PE	0,3 %
QC	27,4 %
ON	53,0 %
MN	2,0 %
SK	0,8 %
AB	6,2 %
BC	8,8 %

Sources :

Statistique Canada,
Services économiques d'EDC

Graphique 8 : Les sous-secteurs à créneaux insufflent le plus de croissance (cumul annuel, a/a)



Source : Statistique Canada

Tableau 11 : Prévisions des exportations de technologies de pointe, par région

PRINCIPAUX MARCHÉS	Part (en %) des exportations		Prévisions des exportations (croissance en %)		
	2014	2014	2014	2015 (p)	2016 (p)
Marchés développés					
États-Unis	9,9	67,6	5,9	14	3
Europe occidentale	1,5	10,5	4,4	14	9
Japon, Océanie et Asie développée	1,0	6,7	9,9	12	7
Marchés émergents					
Amérique latine et Antilles	0,7	4,5	0,5	-2	9
Europe émergente et Asie centrale	0,2	1,7	-7,8	-3	9
Afrique et Moyen-Orient	0,5	3,2	6,8	28	11
Asie émergente	0,8	5,7	5,6	13	11
Total – Marchés développés	12,4	84,8	6,0	14	4
Total – Marchés émergents	2,2	15,2	2,7	10	11
Total mondial	14,6	100,0	5,5	13	5

Sources : Statistique Canada, Services économiques d'EDC

3.0 PRÉVISIONS SECTORIELLES

Table des matières

1.0 Sommaire

2.0 Aperçus des risques pays

3.0 Prévisions sectorielles

3.1 Énergie

3.2 Minerais et métaux

3.3 Produits agroalimentaires

3.4 Engrais

3.5 Produits forestiers

3.6 Produits de l'automobile

3.7 Machinerie et équipement industriels

3.8 Technologies de pointe

3.9 Aéronautique

3.10 Produits chimiques et plastiques

3.11 Biens de consommation

3.12 Services

4.0 Prévisions provinciales

3.9 Aéronautique

Un huard volant à plus faible altitude et une augmentation du nombre d'aéronefs livrés par Bombardier – l'avionneur puisant dans son carnet de commandes à exécuter – devraient participer à un bond de 29 % des exportations aéronautiques en 2015.

En 2016, les Services économiques tablent sur la stabilisation de la valeur du dollar canadien, mais la production et l'entrée en service des avions de la CSeries ainsi que la fermeté de la demande mondiale propulseront le dynamisme des exportations à 17 %.

La capacité de production des fabricants de l'industrie aéronautique devrait rester à peine suffisante en 2016 puisque les carnets de commandes des avionneurs demeurent à des sommets inédits. À la mi-2015, Bombardier Aéronautique a déclaré des commandes à exécuter d'une valeur de plus de 34 G USD, dont 243 commandes fermes visant son nouvel appareil de la CSeries. Après de multiples retards, l'aéronef devrait être homologué à la fin 2015, et les premières livraisons devraient avoir lieu au début 2016. Le nombre d'aéronefs construits devrait augmenter jusqu'en 2017 et par la suite, ce qui imprimera une vive poussée au volume des exportations aéronautiques à moyen terme.

Le marché des avions d'affaires continue de gagner en altitude. Par ailleurs, les importants bénéfices engrangés par les entreprises américaines et les niveaux élevés d'utilisation des avions d'affaires devraient concourir à un raffermissement de la demande à court terme. Cependant, la lenteur de la reprise dans certains segments du marché des avions d'affaires depuis l'éclatement de la crise financière mondiale a incité Bombardier à « mettre en veilleuse » son programme de l'avion Learjet 85. Malgré le fait que cette décision diminuera la contribution aux exportations d'avions d'affaires à long terme, Bombardier dispose d'un carnet de commandes bien rempli qui assurera le maintien des volumes au cours des prochaines années.

Le dynamisme mondial favorise l'intensification du trafic aérien sur les marchés émergents. En outre, la livraison de nouveaux aéronefs dotés de technologies de pointe a un effet porteur sur les exportations canadiennes des pièces d'avion, de services de formation et de simulateurs. La société CAE tire parti de cette embellie de la demande mondiale. Elle a reçu des commandes pour ses simulateurs de vol de la part de grands transporteurs et de forces armées.

STATISTIQUES SECTORIELLES

Exportations internationales (2014) :
14,5 G CAD

Part des exportations sectorielles vers les marchés émergents
2010 : 17,1 %
2014 : 16,0 %

Part du total des exportations canadiennes de marchandises (2014) :
28,9 %

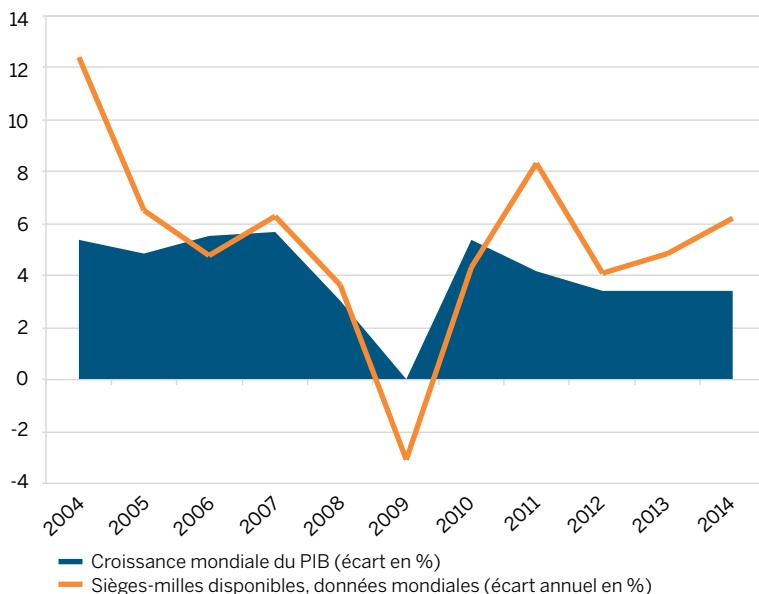
Répartition du secteur par province :

NL	0,1 %
NB	0,0 %
NS	0,4 %
PE	0,5 %
QC	69,8 %
ON	21,2 %
MN	4,1 %
SK	0,0 %
AB	1,7 %
BC	2,3 %

Sources :

Statistique Canada,
Services économiques d'EDC

Graphique 9 : La croissance mondiale gonfle les volumes de la filière aéronautique



Sources : IATA, IMF, Haver Analytics

Tableau 12 : Prévisions des exportations de produits aéronautiques, par région

PRINCIPAUX MARCHÉS	G CAD 2014	Part (en %) des exportations 2014	Prévisions des exportations (croissance en %)		
			2014	2015 (p)	2016 (p)
Marchés développés					
États-Unis	9,0	62,4	30,6	23	19
Europe occidentale	2,6	18,3	39,8	42	20
Japon, Océanie et Asie développée	0,5	3,3	-7,7	31	3
Marchés émergents					
Amérique latine et Antilles	0,3	2,4	2,3	25	4
Europe émergente et Asie centrale	0,3	2,0	-37,0	-6	3
Afrique et Moyen-Orient	0,7	4,9	132,9	66	16
Asie émergente	1,0	6,8	18,0	-23	-9
Total – Marchés développés	12,2	84,0	30,4	28	19
Total – Marchés émergents	2,3	16,0	20,5	33	10
Total mondial	14,5	100,0	28,7	29	17

Sources : Statistique Canada, Services économiques d'EDC

3.0 PRÉVISIONS SECTORIELLES

Table des matières

1.0 Sommaire

2.0 Aperçus des risques pays

3.0 Prévisions sectorielles

- 3.1 Énergie
- 3.2 Minerais et métaux
- 3.3 Produits agroalimentaires
- 3.4 Engrais
- 3.5 Produits forestiers
- 3.6 Produits de l'automobile
- 3.7 Machinerie et équipement industriels
- 3.8 Technologies de pointe
- 3.9 Aéronautique

3.10 Produits chimiques et plastiques

- 3.11 Biens de consommation
- 3.12 Services

4.0 Prévisions provinciales

3.10 Produits chimiques et plastiques

Les exportations de produits chimiques et de plastiques devraient croître de 8 % en 2015 et de 7 % en 2016. Ces prévisions tablent surtout sur un huard affaibli, l'évolution du cours des matières premières et les perspectives de la demande mondiale. Fort heureusement, l'activité sur le marché américain, destination de 80 % de l'ensemble de nos expéditions, connaît une reprise. Les volumes à l'export du secteur demeureront relativement stationnaires à court terme puisque les entreprises s'emploient toujours à réduire leurs coûts, à accroître leur efficacité et à assurer leur viabilité sur le plan environnemental.

Les exportations de produits pétrochimiques ont engagé un virage en territoire négatif du fait de la détente des cours pétroliers. La chute du dollar canadien réduit le mouvement à des hausses des volumes en maintenant les cours suffisamment bas. Le sous-secteur subit des contraintes de capacités et profite en partie du raffermissement de la demande aux États-Unis où l'activité manufacturière s'intensifie. Toutefois, la forte détente des cours bridera le dynamisme des exportations. De même, les coûts en électricité, les contraintes liées à l'utilisation de la capacité et les pénuries de main-d'œuvre mineront le potentiel de croissance. Sur une note positive, à moyen et long termes, de possibles expansions et la diversification des produits, surtout dans le sous-secteur de l'emballage, pourraient dynamiser la production des produits pétrochimiques.

Les exportations de produits pharmaceutiques profitent sensiblement de l'augmentation des dépenses en santé aux États-Unis et du rayonnement accru du sous-secteur des médicaments génériques. Vu l'expiration de bon nombre de brevets, les fabricants canadiens intensifient leur présence dans la sphère des médicaments génériques, tandis que les fabricants de médicaments brevetés s'établissent dans les segments de production de médicaments destinés à des spécialités, notamment l'oncologie. La multiplication des partenariats et des accords en R-D entre les sociétés pharmaceutiques et les universités embelliront les perspectives sectorielles à moyen et à long termes. Dans l'ensemble, les exportations canadiennes de produits chimiques connaîtront un essor de 5 % cette année et l'an prochain.

La croissance des exportations de plastiques bondira à 16 % cette année, puis inscrira des gains de 13 % l'an prochain. Les volumes s'orienteront dans le sens de nos perspectives favorables à propos de l'économie et de la consommation aux États-Unis, dont le dynamisme sera en partie éperonné par le bond dans les deux chiffres des mises en chantier cette année et l'an prochain. L'industrie de l'emballage devrait être bien orientée et continuer de profiter de la trajectoire ascendante des exportations vers le marché américain où la demande vigoureuse des consommateurs a un effet stimulant sur les ventes au détail. L'investissement dans la R-D, en vue de mettre au point des méthodes de production écologiques correspondant aux préférences des consommateurs, constitue un débouché porteur pour le secteur.

STATISTIQUES SECTORIELLES

Exportations internationales (2014) :
31,6 G CAD

Part des exportations sectorielles vers les marchés émergents
2010 : 9,4 %
2014 : 9,7 %

Part du total des exportations canadiennes de marchandises (2014) :
8,5 %

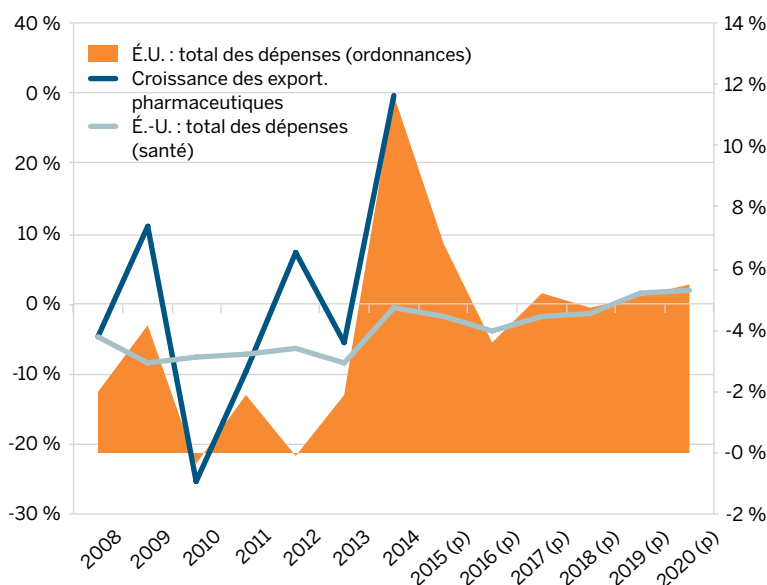
Répartition du secteur par province :

NL	0,0 %
NB	0,3 %
NS	0,9 %
PE	0,2 %
QC	17,5 %
ON	54,8 %
MN	2,2 %
SK	1,7 %
AB	19,3 %
BC	3,1 %

Sources :

Statistique Canada,
Services économiques d'EDC

Graphique 10 : L'industrie pharmaceutique canadienne surtout dynamisée par les dépenses en santé aux É.-U. : la croissance se poursuivra



Source : IMS Institute for Healthcare Informatics

Tableau 13 : Prévisions des exportations de produits chimiques et de plastiques, par région

PRINCIPAUX MARCHÉS	G CAD 2014	Part (en %) des exportations 2014	Prévisions des exportations (croissance en %)		
			2014	2015 (p)	2016 (p)
Marchés développés					
États-Unis	32,9	79,0	13,2	11	7
Europe occidentale	3,1	7,5	-2,6	0	7
Japon, Océanie et Asie développée	1,6	3,9	57,4	-16	4
Marchés émergents					
Amérique latine et Antilles	1,4	3,5	9,7	6	8
Europe émergente et Asie centrale	0,2	0,5	-2,7	-12	8
Afrique et Moyen-Orient	0,4	1,0	17,3	1	10
Asie émergente	2,0	4,8	5,8	-8	9
Total – Marchés développés	37,6	90,3	13,0	9	7
Total – Marchés émergents	4,0	9,7	7,8	-2	8
Total mondial	41,6	100,0	12,5	8	7

Sources : Statistique Canada, Services économiques d'EDC

3.0 PRÉVISIONS SECTORIELLES

Table des matières

1.0 Sommaire

2.0 Aperçus des risques pays

3.0 Prévisions sectorielles

3.1 Énergie

3.2 Minerais et métaux

3.3 Produits agroalimentaires

3.4 Engrais

3.5 Produits forestiers

3.6 Produits de l'automobile

3.7 Machinerie et équipement industriels

3.8 Technologies de pointe

3.9 Aéronautique

3.10 Produits chimiques et plastiques

3.11 Biens de consommation

3.12 Services

4.0 Prévisions provinciales

3.11 Biens de consommation

La croissance des exportations de biens de consommation avoisinera 27 % cette année avant de se modérer à 4 % en 2016. Ce secteur se compose de nombreuses catégories de produits, dont près de 80 % sont expédiées aux États-Unis. Nos perspectives positives pour le secteur se fondent sur les gains substantiels de l'économie américaine au cours des prochaines années et la faiblesse du huard qui devrait améliorer la compétitivité extérieure des entreprises canadiennes.

L'évolution des exportations de bijoux et d'argenterie – d'habitude instables parce qu'elles sont particulièrement tributaires des cours des métaux précieux, surtout l'or – constitue le fait saillant des prévisions pour le secteur. En effet, les données récentes révèlent une nette envolée des exportations de bijoux vers le marché américain, quoique nous soyons d'avis qu'il s'agit là d'un phénomène passager plutôt qu'une tendance affirmée.

Les biens connexes au logement, notamment le mobilier, les armoires de cuisine et d'autres biens de consommation durables, forment le volet plus important du secteur. Le dynamisme des mises en chantier devrait grimper dans les deux chiffres cette année et l'an prochain, et les exportations sectorielles afficheront une croissance correspondante.

Après avoir décliné pendant la majeure partie de la dernière décennie, les exportations de vêtements se seraient enfin stabilisées et auraient renoué avec la croissance. Elles devraient faire un bond de 10 % cette année, et l'appréciation du dollar américain ainsi que la détente des cours de coton viendront renforcer la compétitivité du secteur canadien du vêtement. L'an prochain, la croissance se campera à 2 % puisque l'effet positif d'un huard moins vigoureux se dissipera. De plus en plus, les producteurs canadiens ciblent les marchés de biens haut de gamme aux États-Unis et en Europe occidentale où le revenu disponible est en hausse.

Enfin, dans la catégorie des autres biens de consommation, les petits secteurs à créneau, comme le matériel médical, continueront de croître puisque le consommateur américain vieillissant alimente la hausse des dépenses en santé.

Les marchés américain et européen continuent d'être les destinations de la plupart de ces exportations. Malgré tout, à long terme, l'essor le plus fulgurant du secteur des biens de consommation devrait se produire en Asie émergente et en Amérique latine. Un défi se pose de plus en plus aux fabricants canadiens à l'ensemble du secteur : le rapatriement des entreprises aux États-Unis dans l'espoir de tirer profit de la montée de la demande sur le front de la consommation.

STATISTIQUES SECTORIELLES

Exportations internationales (2014) :
7,7 G CAD

Part des exportations sectorielles vers les marchés émergents
2010 : 4,3 %
2014 : 4,6 %

Part du total des exportations canadiennes de marchandises (2014) :
1,6 %

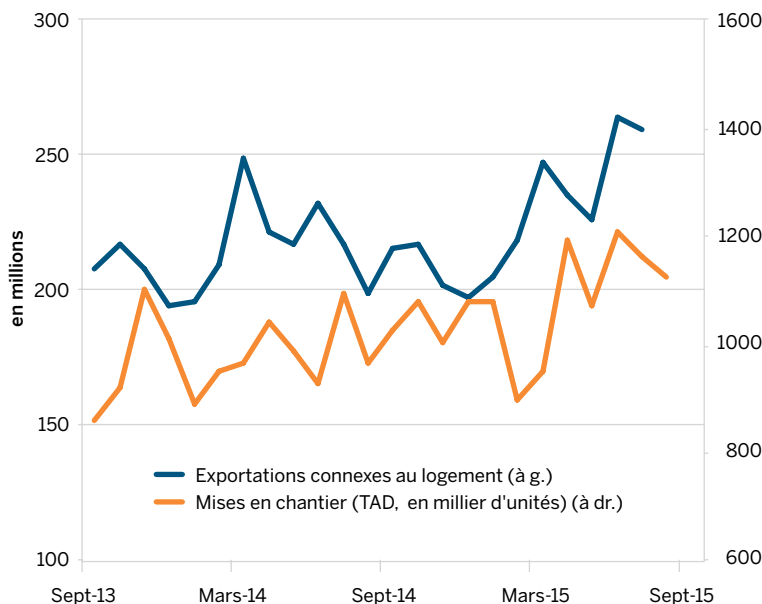
Répartition du secteur par province :

NL	0,1%
NB	0,2%
NS	1,0%
PE	0,1%
QC	29,5%
ON	55,1%
MN	2,8%
SK	0,2%
AB	1,9%
BC	8,9%

Sources :

Statistique Canada,
Services économiques d'EDC

Graphique 11 : Exportations liées au logement



Sources : Haver Analytics, Industrie Canada

Tableau 14 : Prévisions des exportations de biens de consommation, par région

PRINCIPAUX MARCHÉS	Part (en %) des exportations		Prévisions des exportations (croissance en %)		
	2014	2014	2014	2015 (p)	2016 (p)
Marchés développés					
États-Unis	5,9	76,7	-4,1	32	4
Europe occidentale	1,0	13,6	-12,9	11	8
Japon, Océanie et Asie développée	0,4	5,1	18,2	3	2
Marchés émergents					
Amérique latine et Antilles	0,1	1,2	17,3	22	4
Europe émergente et Asie centrale	0,0	0,6	-10,9	-4	4
Afrique et Moyen-Orient	0,1	1,4	17,4	18	6
Asie émergente	0,1	1,4	20,5	10	6
Total – Marchés développés	7,3	95,4	-4,5	28	4
Total – Marchés émergents	0,3	4,6	13,9	14	6
Total mondial	7,7	100,0	-3,8	27	4

Sources : Statistique Canada, Services économiques d'EDC

3.0 PRÉVISIONS SECTORIELLES

Table des matières

1.0 Sommaire

2.0 Aperçus des risques pays

3.0 Prévisions sectorielles

- 3.1 Énergie
- 3.2 Minerais et métaux
- 3.3 Produits agroalimentaires
- 3.4 Engrais
- 3.5 Produits forestiers
- 3.6 Produits de l'automobile
- 3.7 Machinerie et équipement industriels
- 3.8 Technologies de pointe
- 3.9 Aéronautique
- 3.10 Produits chimiques et plastiques
- 3.11 Biens de consommation

3.12 Services

4.0 Prévisions provinciales

3.12 Services

La croissance des exportations se ralentira à 2 % cette année. Comme plus de 80 % des coûts des exportateurs de services sont acquittés au pays et donc libellés en dollars canadiens, un huard moins vigoureux ouvrira la voie à des gains de compétitivité ayant un effet dynamique sur l'exploitation de services. Ce contexte, conjugué à neuf perspectives économiques positives pour les principaux partenaires commerciaux du Canada, à savoir les États-Unis et l'Europe, fera grimper la croissance des exportations de services à 4 % en 2016. La performance moins robuste que prévu du secteur cette année est attribuable à diverses difficultés indissociables les unes des autres et dont l'effet devrait se dissiper progressivement.

Les exportations de services ont affiché une robuste croissance lors de la reprise économique de 2010 à 2014, et ce, malgré la vigueur de la monnaie et une croissance décevante du secteur des services vers les principales destinations à l'exportation du Canada. Cette résilience s'explique en partie par la forte demande étrangère adressée aux services techniques, de gestion et consultatifs dans les secteurs des ressources tels que les mines et les hydrocarbures où les firmes canadiennes excellent. Cela dit, la présente débâcle généralisée du marché mondial des produits de base freinera l'élan des exportations de services. En outre, les flux des échanges commerciaux visant les marchandises ont diminué au premier semestre de 2015, une diminution nulle s'étant répercutée sur les exportations de services faisant partie intégrante ou étant complémentaires aux biens exportés.

Les services commerciaux constituent de loin le plus important sous-segment des exportations de services au Canada, sa contribution représentant les deux tiers du total. Selon les Services économiques d'EDC, le sous-secteur des services financiers maintiendra son élan, tandis que le boom de la construction américaine favorisera un regain des exportations de services de gestion, consultatifs et immobiliers. Les services de télécommunications et technologiques ont inscrit une croissance à l'exportation nulle depuis deux ans, mais ces sous-secteurs devraient renouer avec la croissance puisque les compagnies américaines doivent investir pour accroître leur capacité de production. Par ailleurs, le sous-secteur des services de transport devrait désormais rester bien orienté.

Fait digne de mention, un huard moins gaillard accroît l'attractivité du Canada en tant que destination de voyage, le nombre de visiteurs étrangers revenant au niveau tendanciel observé avant la récession. Par ailleurs, le raffermissement de l'économie américaine participera jusqu'en 2016 à la hausse des recettes du secteur des services, pour les voyages d'affaires comme pour les voyages personnels.

STATISTIQUES SECTORIELLES

Exportations internationales (2014) :
95,4 G CAD

Part des exportations sectorielles vers les marchés émergents
2010 : S.O.

2014 : S.O.

Part du total des exportations canadiennes de marchandises (2014) :

19,0 %

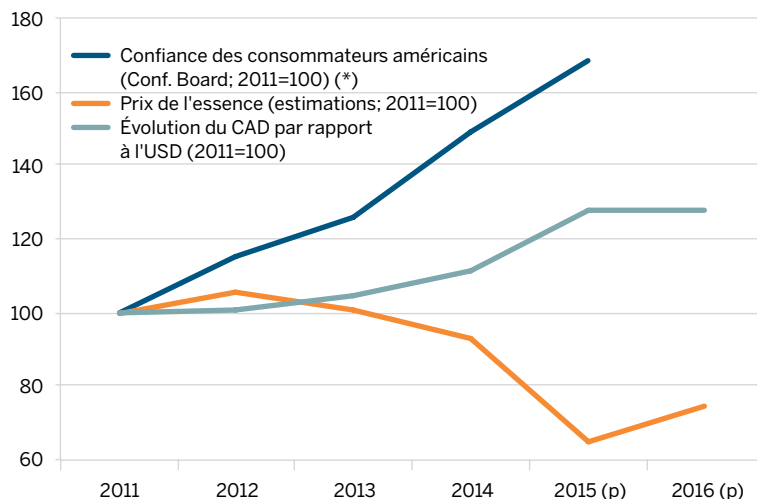
Répartition du secteur par province :

NL	S.O.
NB	S.O.
NS	S.O.
PEI	S.O.
QC	S.O.
ON	S.O.
MN	S.O.
SK	S.O.
AB	S.O.
BC	S.O.

Sources :

Statistique Canada,
Services économiques d'EDC

Graphique 12 : Le tourisme dopé par la confiance, le recul du prix de l'essence et l'appréciation du billet vert



Sources : Haver, The Conference Board, Energy Information Administration, Services économiques d'EDC

(*) Les données liées à la confiance du consommateur américain pour 2015 constituent une moyenne de la période allant de janvier à août.

Tableau 15 : Prévisions des exportations canadiennes de services

	2012	2013	2014	2015 (p)	2016 (p)
Total des exportations de services (M\$)	89 995	92 542	95 357	96 903	100 708
Variation annuelle (en %)	6,7	2,8	3,0	2	4
Services commerciaux (M\$)	57 046	58 697	59 869	60 099	62 235
Variation annuelle (en %)	8,5	2,9	2,0	0	4
Services de transport (M\$)	14 031	14 194	14 663	14 865	15 412
Variation annuelle (en %)	3,3	1,2	3,3	1	4
Service des voyages (M\$)	17 388	18 200	19 296	20 335	21 455
Variation annuelle (en %)	4,6	4,7	6,0	5	6
Services gouvernementaux (M\$)	1 530	1 451	1 530	1 604	1 606
Variation annuelle (en %)	-2,4	-5,2	5,4	5	0

Sources : Statistique Canada, Services économiques d'EDC

4.0 PRÉVISIONS PROVINCIALES

Table des matières

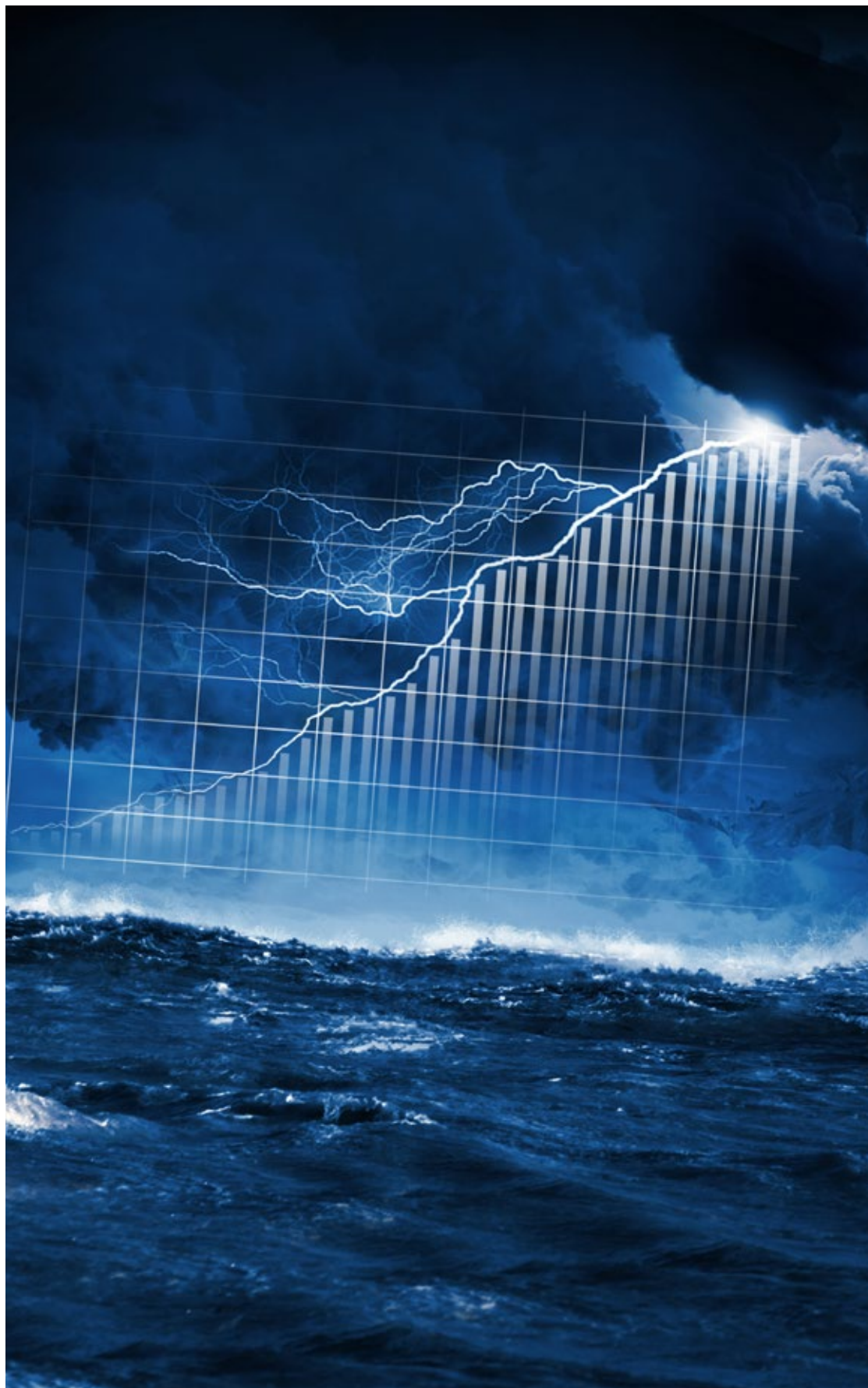
1.0 Sommaire

2.0 Aperçus des risques pays

3.0 Prévisions sectorielles

4.0 Prévisions provinciales

- 4.1 Terre-Neuve-et
Labrador
- 4.2 Île-du-Prince-Édouard
- 4.3 Nouvelle-Écosse
- 4.4 Nouveau-Brunswick
- 4.5 Québec
- 4.6 Ontario
- 4.7 Manitoba
- 4.8 Saskatchewan
- 4.9 Alberta
- 4.10 Colombie-Britannique



4.0 PRÉVISIONS PROVINCIALES

Table des matières

1.0 Sommaire

2.0 Aperçus des risques pays

3.0 Prévisions sectorielles

4.0 Prévisions provinciales

4.1	Terre-Neuve-et Labrador
4.2	Île-du-Prince-Édouard
4.3	Nouvelle-Écosse
4.4	Nouveau-Brunswick
4.5	Québec
4.6	Ontario
4.7	Manitoba
4.8	Saskatchewan
4.9	Alberta
4.10	Colombie-Britannique



L'effondrement des cours énergétiques éclipsera cette année les gains substantiels réalisés par les secteurs des engrais, de l'aéronautique et des biens de consommation. Cette évolution sera à l'origine d'une contraction de 2 % des exportations canadiennes de marchandises. En 2016, la croissance générale devrait s'accélérer au rythme de 8 % sous l'impulsion du renchérissement des cours de l'énergie ainsi que de la poussée de la demande américaine et mondiale envers les industries canadiennes de l'aéronautique, des produits chimiques et des plastiques, de même que des métaux et des minerais.

Pratiquement toutes les provinces canadiennes riches en ressources énergétiques verront leurs recettes d'exportation reculer en 2015. **Terre-Neuve-et-Labrador** sera la plus éprouvée, ses exportations plongeant de 38 %, et elle sera suivie de l'**Alberta** dont la croissance à l'export se contractera de 23 %. Par ailleurs, l'élan des exportations de marchandises du **Nouveau-Brunswick**, de la **Nouvelle-Écosse** et de la **Saskatchewan** devrait se ralentir de 5 % et moins. Pour sa part, la **Colombie-Britannique** sera épaulée par la diversification accrue de ses exportations, tandis que l'on observera une légère progression du dynamisme des exportations du **Manitoba**.

En 2016, cette tendance s'inversera à l'ensemble des provinces exportatrices d'énergie, sous l'effet de l'avancée des cours. À Terre-Neuve-et-Labrador et en Alberta, l'embellie des cours coïncidera avec l'accroissement des volumes relatifs à la capacité et à la production. Cette conjoncture propulsera la croissance à l'export de ces deux provinces à respectivement 11 % et 15 %. La Colombie-Britannique, le Manitoba, le Nouveau-Brunswick, la Nouvelle-Écosse et la Saskatchewan ne seront pas en reste puisque la croissance de leurs exportations s'orientera à la hausse pour se fixer en moyenne à un peu moins de 6 %.

La tenue globale des exportations sera nettement différente dans le cœur de l'activité manufacturière du pays, où un huard peu gaillard et le réveil de la demande américaine seront les principaux vecteurs de croissance. L'**Ontario** dominera le tableau des exportations provinciales – sauf en 2015, où l'**Île-du-Prince-Édouard** occupera le premier rang –, à la faveur d'un bond de 11 % de ses exportations. Cette croissance redescendra à 6 % en 2016, car elle sera bridée par la pénurie de main-d'œuvre dans le secteur automobile et la fin de l'effet induit par le dollar canadien sur le cours des exportations.

Le **Québec** suivra de près l'Ontario, les ventes à l'étranger de la belle province devant s'envoler de 10 %, en 2015 grâce à la performance exceptionnelle de la filière aéronautique. En 2016, l'entrée en service attendue des avions de la C-Series de Bombardier devrait permettre au Québec de damer le pion à l'Ontario, province rivale, la valeur des marchandises québécoises vendues à l'étranger s'appréciant de nouveau de 8 %.

Enfin, en 2015, l'**Île-du-Prince-Édouard** présentera la performance à l'export la plus éclatante. Cette province profitera du raffermissement des cours des produits de la mer et de la croissance spectaculaire des produits chimiques, qui participeront tous deux à un sursaut de 12 % du dynamisme des exportations. En 2016, les secteurs des produits chimiques et de la fabrication tireront parti de la remontée de la demande en Europe et aux États-Unis pour de nouveau bonifier de 6 % la croissance à l'export de la province.

Tableau 16 : Prévisions des exportations canadiennes de marchandises, par province

PROVINCES	Part (en %) des exportations totales de la province		Prévisions des exportations (croissance en %)		
	G CAD	2014	2014	2015 (p)	2016 (p)
Terre-Neuve-et-Labrador*	13,0	2,6	9	-38	11
Île-du-Prince-Édouard	1,1	0,2	19	12	6
Nouvelle-Écosse	5,3	1,1	25	-4	4
Nouveau-Brunswick	13,0	2,6	-10	-5	7
Québec	74,3	15,1	15	10	8
Ontario	177,3	36,0	8	11	6
Manitoba	13,5	2,7	7	2	6
Saskatchewan	35,3	7,2	9	-6	5
Alberta	121,4	24,7	18	-23	15
Colombie-Britannique	35,8	7,3	7	1	6
Territoires	2,2	0,4	27	-18	6
Total des exportations de biens	492,1	100,0	11	-2	8

Sources : Statistique Canada, Services économiques d'EDC. Les données de 2014 sont réelles, celles de 2015 et 2016 sont des prévisions.

* comprend les prévisions d'EDC pour les exportations de pétrole brut (*donnée exclue du total national de Statistique Canada)

4.0 PRÉVISIONS PROVINCIALES

Table des matières

1.0 Sommaire

2.0 Aperçus des risques pays

3.0 Prévisions sectorielles

4.0 Prévisions provinciales

4.1 Terre-Neuve-et-Labrador

4.2 Île-du-Prince-Édouard

4.3 Nouvelle-Écosse

4.4 Nouveau-Brunswick

4.5 Québec

4.6 Ontario

4.7 Manitoba

4.8 Saskatchewan

4.9 Alberta

4.10 Colombie-Britannique

4.1 Terre-Neuve-et-Labrador

Les exportations de Terre-Neuve-et-Labrador accuseront en 2015 une forte baisse de 38 % avant de se redresser et de s'établir à 11 % en 2016. Le tassement des cours des produits de base plombra les expéditions malgré la croissance des volumes du secteur minier. Cependant, une bonne partie du terrain perdu sera regagné en 2016, à la faveur d'un rebond modéré des cours et de l'entrée en service de nouvelles installations après maints reports.

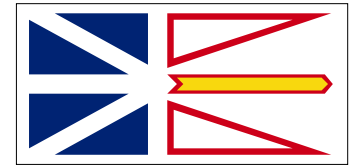
Dans l'énergie, l'exécution plus longue que prévu de travaux de maintenance et l'atonie des cours de l'or noir, conjuguées à la baisse de la production dans les puits arrivés à maturité, seront à l'origine d'un plongeon des exportations pétrolières de 47 % en 2015. Toutefois, on assistera à une reprise de 13 % des expéditions en 2016 puisque la production retrouvera des niveaux habituels. À long terme, les nouvelles initiatives de prospection et de mise en valeur qui ont été lancées en 2012 devraient sans doute compenser la diminution de la production attribuable à l'arrivée à maturité de certains puits. Le gisement Hebron, qui compte parmi les projets ayant reçu les plus importantes injections de capitaux dans la province cette année, commencera à contribuer aux volumes de production en 2018.

Les perspectives pour les exportations de métaux, de minerais et d'autres biens industriels resteront assombries, car les recettes devraient fondre de 19 % en 2015. Cette chute s'expliquera par l'arrêt de la production aux sites miniers de Labrador Iron Mines et de Wabush, mais la faiblesse des cours en sera le principal facteur. Malgré le déclin persistant du cours du minerai de fer destiné à l'exportation, les investissements du groupe Tata Steel dans la prospection de minerais de métaux devraient annuler une partie de la diminution récente des volumes et bonifier la production cette année et par la suite. Les nouvelles capacités compenseront le repli de la production aux mines arrivées à maturité et aideront à porter la croissance à 12 % en 2016.

La filière agroalimentaire de Terre-Neuve-et-Labrador, dominée par le segment des produits de la mer, devrait connaître une robuste croissance de 9 % en 2015 qui glissera à 1 % en 2016. Cette évolution positive en 2015 sera surtout à créditer à une nette embellie de cours de la crevette, à un léger raffermissement du cours du crabe et à un huard moins gaillard. En 2016, les cours des produits de la mer réaliseront seulement des gains modestes.

Parmi les autres segments exportations de la province, on compte une vaste gamme de produits provenant notamment de sous-secteurs comme la machinerie, les pièces pour véhicules motorisés et l'aéronautique. Les exportations manufacturières, à l'exception de celles du secteur pétrolier, maintiendront leur forte activité en 2016. Selon nous, les exportations de cette catégorie diversifiée devraient considérablement tirer parti en 2015 de la dépréciation du dollar canadien avant de modérer la cadence en 2016.

STATISTIQUES PROVINCIALES



PIB

35,8 G CAD

Exportations/PIB

43,0 %

Total des exportateurs canadiens

38 855

Balance commerciale

8,6 G CAD

Principales destinations des exportations

États-Unis 52,7 %

Italie 11,5 %

Royaume-Uni 7,0 %

Pays-Bas 5,0 %

Chine 4,7 %

Part des exportations vers les marchés émergents

2014 : 12,1 %

2009 : 14,7 %

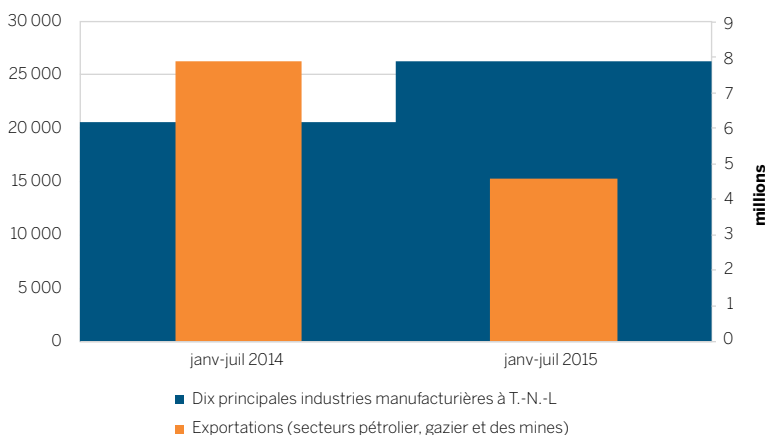
Indice de diversification du commerce (100=concentration totale dans un seul secteur ou une seule région; 0=diversification totale)

Diversification sectorielle : 59,6 %

Diversification régionale : 31,1 %

Sources : Statistique Canada, Haver Analytics, Services économiques d'EDC

Graphique 13 : La fabrication progresse à petits pas



Source : Statistique Canada

Tableau 17 : Prévisions des exportations de marchandises de Terre-Neuve-et-Labrador

PRINCIPAUX SECTEURS	M CAD	Part (en %) des exportations totales de la province	Prévisions des exportations (croissance en %)		
			2014	2015 (p)	2016 (p)
Énergie*	9 799	75,3	27,0	-47	13
Métaux, minerais et autres produits industriels	2 114	16,2	-33,7	-19	12
Agroalimentaire	893	6,9	5,9	9	1
Foresterie	117	0,9	14,4	14	3
Autres	93	0,7	31,2	-2	7
Total	13 016	100,0	9,2	-38	11
Total des exportations non énergétiques	3 217	24,7	-23,5	-10	8

Sources : Statistique Canada, Services économiques d'EDC

*comprend les prévisions d'EDC pour les exportations de pétrole brut (*donnée exclue du total national de Statistique Canada)

4.0 PRÉVISIONS PROVINCIALES

Table des matières

1.0 Sommaire

2.0 Aperçus des risques pays

3.0 Prévisions sectorielles

4.0 Prévisions provinciales

4.1 Terre-Neuve-et
Labrador

4.2 Île-du-Prince-Édouard

4.3 Nouvelle-Écosse

4.4 Nouveau-Brunswick

4.5 Québec

4.6 Ontario

4.7 Manitoba

4.8 Saskatchewan

4.9 Alberta

4.10 Colombie-Britannique

4.2 Île-du-Prince-Édouard

Le raffermissement des cours du homard et la montée du volume des expéditions de frites devraient dynamiser les exportations de l'Île-du-Prince Édouard et porter leur croissance à 12 % cette année. En 2016, l'intensification du dynamisme économique en Europe et aux États-Unis permettra aux producteurs de frites de la province et aux entreprises de l'industrie des produits chimiques et du secteur manufacturier d'enregistrer de nouveaux gains de 6 %.

Le mouvement à la hausse des cours des frites constituera le principal moteur de la croissance de la filière agroalimentaire en 2016. Les cours devraient sans doute grimper vu que l'offre en pommes de terre sur le marché américain devrait se resserrer au premier semestre de 2016 en raison des aléas météo et des inquiétudes de mildiou dans le Mid-Ouest américain. On constatera aussi une augmentation des volumes de frites. Compte tenu de la faiblesse persistante du homard, la société Cavendish Farms devrait sans doute maximiser sa production dans ses installations de la province plutôt que dans son usine aux États-Unis.

Les exportations de homard, qui ont profité de la montée des cours cette année étant donné que le froid prolongé a fait diminuer les niveaux d'approvisionnement dans l'État du Maine et dans les Maritimes, progresseront plus lentement en 2016. La pêche du homard devrait être plus abondante l'an prochain et exercer des pressions à la baisse sur les cours. Toutefois, la baisse ne sera pas spectaculaire puisque la connaissance accrue des produits canadiens en Chine viendra donner un coup de pouce. Les volumes de homards transformés n'afficheront pas une hausse importante en 2016 du fait des pénuries de main-d'œuvre dans l'industrie.

Le secteur prometteur des produits chimiques devrait réaliser les gains à l'exportation les plus substantiels en 2016 sur l'Île-du-Prince-Édouard. Les investissements de cette industrie se traduisent par des augmentations soutenues du volume des exportations expédiées à des sociétés pharmaceutiques et bioscientifiques établies sur le continent européen. La demande, éperonnée par la population vieillissante dans les pays développés, portera la croissance globale des exportations à 10 % en 2016.

Contrairement aux exportations de produits chimiques, les exportations provinciales en 2015 dans les secteurs de l'aéronautique ainsi que de la machinerie et de l'équipement (M-É) industriels seront moins dynamiques, car elles seront pénalisées par le ralentissement du secteur du pétrole et du gaz naturel aux États-Unis où les avions à turbopropulsion sont largement utilisés. Les filières de l'aéronautique et de la M-É dégageront une croissance léthargique de 4 % en 2015. En 2016, ces deux secteurs se redresseront et réaliseront des gains de 5 % et 10 % respectivement sous l'impulsion de plusieurs facteurs : la modernisation d'installations par un grand acteur aéronautique, des perspectives un peu plus encourageantes pour les cours pétroliers et un sursaut de la croissance en Asie, en Europe et aux États-Unis.

STATISTIQUES PROVINCIALES



PIB

5,8 G CAD

Exportations/PIB

20,2 %

Total des exportateurs canadiens

38 855

Balance commerciale

0 G CAD

Principales destinations des exportations

États-Unis 64,2 %

France 4,0 %

Corée du Sud 3,6 %

Australie 2,7 %

Japon 2,3 %

Part des exportations vers les marchés émergents

2014 : 12,6 %

2009 : 10,9 %

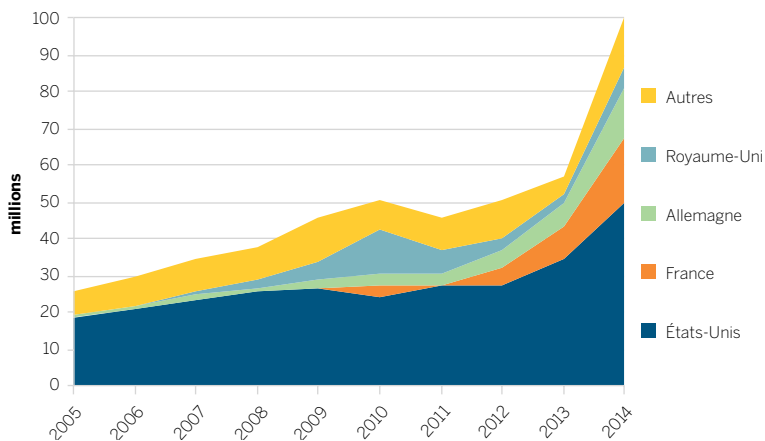
Indice de diversification du commerce (100=concentration totale dans un seul secteur ou une seule région; 0=diversification totale)

Diversification sectorielle : 28,1 %

Diversification régionale : 44,1 %

Sources : Statistique Canada, Haver Analytics, Services économiques d'EDC

Graphique 14 : Poursuite de la diversification des exportations aéronautiques de l'Î.-P.-É. (en milliers de CAD, totaux annuels)



Sources : Industrie Canada, Services économiques d'EDC

Tableau 18 : Prévisions des exportations de marchandises de l'Î.-P.-É.

PRINCIPAUX SECTEURS	M CAD	Part (en %) des exportations totales de la province		Prévisions des exportations (croissance en %)	
		2014	2014	2014	2015 (p)
Agroalimentaire	584,5	55,1	10,2	14	5
Produits chimiques/plastiques	101,5	9,6	75,1	15	10
M-É industriels	95,7	9,0	0,2	4	5
Avions et pièces	72,5	6,8	11,4	4	10
Autres	279,0	26,3	132,0	47	5
Total	1060,7	100,0	19,2	12	6
Total des exportations non énergétiques	1060,6	100,0	19,2	12	6

Sources : Statistique Canada, Services économiques d'EDC

4.0 PRÉVISIONS PROVINCIALES

Table des matières

1.0 Sommaire

2.0 Aperçus des risques pays

3.0 Prévisions sectorielles

4.0 Prévisions provinciales

- 4.1 Terre-Neuve-et Labrador
- 4.2 Île-du-Prince-Édouard
- 4.3 Nouvelle-Écosse**
- 4.4 Nouveau-Brunswick
- 4.5 Québec
- 4.6 Ontario
- 4.7 Manitoba
- 4.8 Saskatchewan
- 4.9 Alberta
- 4.10 Colombie-Britannique

4.3 Nouvelle-Écosse

D'après les Services économiques d'EDC, les exportations de la Nouvelle-Écosse se contracteront de 4 % en 2015 avant de regagner 4 % en 2016, surtout sous l'effet d'un huard affaibli et de la fermeté de la demande américaine. Le repli observé cette année provient du net plongeon des exportations de gaz naturel. En conséquence, les exportations hors énergie, surtout celles des sous-secteurs des pneus pour véhicules automobiles, des produits de la mer et de la foresterie éperonneront la croissance à l'export de la Nouvelle-Écosse au cours des deux prochaines années.

Dans l'agroalimentaire, la croissance des exportations devrait se hisser à 14 % en 2015 grâce à un dollar canadien moins vigoureux et à l'appréciation des cours du homard vivant. Malgré le ralentissement en Chine, la solide demande pour les produits de la mer de la province en provenance de l'Asie restera le moteur de la diversification des destinations d'exportation et de la croissance. D'ailleurs, cette tendance est confirmée par l'investissement accru des sociétés chinoises dans le secteur de la transformation des poissons et des fruits de mer de la Nouvelle-Écosse. L'an prochain, le dynamisme des exportations agroalimentaires fléchira de 2 %, surtout en raison de cours légèrement plus faibles.

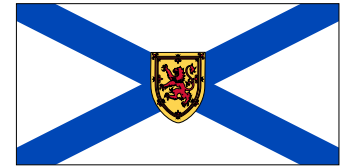
Pour ce qui est du secteur de l'automobile et des pièces automobiles, dominé par Michelin, il affichera une croissance de 9 % cette année et de 7 % l'an prochain. En dépit de la perte de certains emplois à l'usine de Granton, Michelin investit dans la modernisation d'autres installations – afin de répondre à la demande grandissante de véhicules poids lourds et de véhicules utilitaires sport (VUS) – qui seront mises en service l'an prochain.

La croissance annuelle moyenne des exportations forestières de la province s'établira à 5 % cette année, puis à 4 % en 2016. Les scieries de la Nouvelle-Écosse fonctionnent à plein régime, dynamisées par les mises en chantier aux États-Unis. La croissance de ces mises en chantier devrait bondir de 15 % en 2015 et de 24 % l'an prochain.

En Nouvelle-Écosse, les exportations de gaz naturel traversent une étape de déclin, comme en témoigne la contraction marquée des exportations cette année, et les complexes de Deep Panuke et de l'île de Sable cesseront leurs activités d'ici quelques années. Toutefois, l'évolution de ce sous-secteur suscite beaucoup d'optimisme à moyen et à long termes puisque l'exploration extracôtière par Shell et BP fera place à la production et à la mise en service d'installations de GNL.

Au tableau des exportations de la Nouvelle-Écosse, l'aéronautique et les produits liés à la défense seront à surveiller. Ce dernier secteur profite d'investissements par des entreprises souhaitant accroître leurs activités de production et ainsi répondre à la montée de la demande à l'étranger.

STATISTIQUES PROVINCIALES



PIB

39,1 G CAD

Exportations/PIB

20,0 %

Total des exportateurs canadiens

38 855

Balance commerciale

(2,5) G CAD

Principales destinations des exportations

États-Unis 72,9 %

Chine 5,3 %

Indonésie 2,0 %

Royaume-Uni 1,6 %

Pays-Bas 1,6 %

Part des exportations vers les marchés émergents

2014 : 12,6 %

2009 : 6,9 %

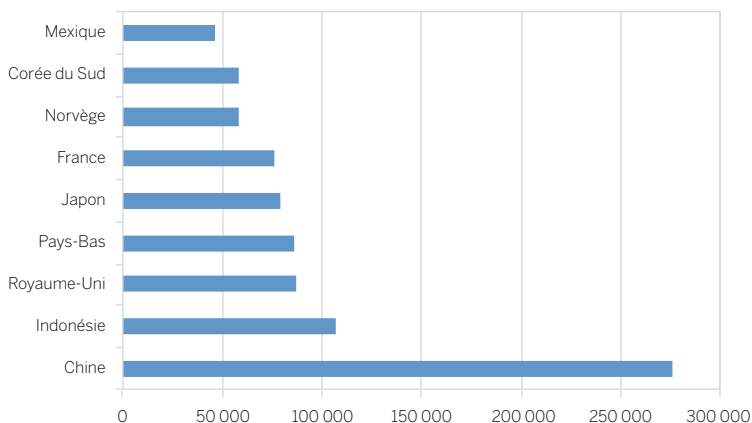
Indice de diversification du commerce (100=concentration totale dans un seul secteur ou une seule région; 0=diversification totale)

Diversification sectorielle : 14,6 %

Diversification régionale : 54,7 %

Sources : Statistique Canada, Haver Analytics, Services économiques d'EDC

Graphique 15 : Principales destinations (hors É.-U.) des exportations de la N.-É.



Source : Statistique Canada

Tableau 19 : Prévisions des exportations de marchandises de la Nouvelle-Écosse

PRINCIPAUX SECTEURS	M CAD	Part (en %) des exportations totales de la province		Prévisions des exportations (croissance en %)	
		2014	2014	2014	2015 (p)
Agroalimentaire	1 579	29,8	18,4	14	-2
Véhicules automobiles et pièces	1 124	21,2	9,1	9	7
Énergie	737	13,9	348,8	-69	9
Foresterie	672	12,7	5,1	5	4
Autres	1 178	22,3	11,2	-5	8
Total	5 290	100,0	25,1	-4	4
Total des exportations non énergétiques	4 553	86,1	12,1	7	4

Sources : Statistique Canada, Services économiques d'EDC

4.0 PRÉVISIONS PROVINCIALES

Table des matières

1.0 Sommaire

2.0 Aperçus des risques pays

3.0 Prévisions sectorielles

4.0 Prévisions provinciales

- 4.1 Terre-Neuve-et Labrador
- 4.2 Île-du-Prince-Édouard
- 4.3 Nouvelle-Écosse
- 4.4 Nouveau-Brunswick**
- 4.5 Québec
- 4.6 Ontario
- 4.7 Manitoba
- 4.8 Saskatchewan
- 4.9 Alberta
- 4.10 Colombie-Britannique

4.4 Nouveau-Brunswick

Selon les Services économiques d'EDC, la croissance à l'exportation du Nouveau-Brunswick cédera 5 % cette année avant de gagner de 7 % en 2016. Le dynamisme des exportations de la province sera réprimé en 2015 par des cours énergétiques en berne, mais les secteurs hors énergie devraient inscrire une croissance de 15 % en 2015 et de 4 % l'an prochain. Un huard moins gaillard et une demande robuste en provenance des États-Unis sont les deux principaux facteurs étayant les prévisions généralement positives pour les secteurs de la foresterie, de l'agroalimentaire et des métaux.

Les volumes de produits bruts raffinés devraient se redresser après la fermeture inopinée de la raffinerie d'Irving en 2014. Malgré tout, les faibles cours de l'énergie feront plonger les exportations énergétiques de 15 % en 2015. Toutefois, un rebond de 9 % des cours est escompté en 2016. À moyen et à long termes, la mise en service de nouvelles installations d'exportation du GNL au terminal de Canaport viendra transformer le tableau des exportations énergétiques.

L'industrie forestière de la province sera florissante grâce à des gains de 5 % en 2015 et de 4 % en 2016, à la faveur de la vive croissance des mises en chantier aux États-Unis. Le relèvement de la récolte de bois d'œuvre n'a toujours pas été mis en place, mais lorsqu'il le sera, il bonifiera l'approvisionnement, un contexte qui aidera l'industrie à tirer parti des débouchés présents sur les marchés. Le projet de modernisation des installations de J.D. Irving au coût de 513 millions de dollars viendra étayer la croissance. Par ailleurs, le sous-secteur des produits de pâtes et papiers affichera un dynamisme modéré durant l'horizon prévisionnel.

Dans la filière agroalimentaire, la fermeté de la demande américaine et un huard volant à plus basse altitude favoriseront un bond de 25 % des exportations en 2015. L'élan sera insufflé par le cours plus élevé du homard et une hausse des volumes du saumon. Ces tendances devraient se stabiliser en 2016 et pourraient voir leur mouvement entravé par des pénuries de la main-d'œuvre en raison de la réglementation limitant le nombre de travailleurs temporaires étrangers.

Les exportations de potasse connaîtront en 2015 une vive croissance, qui se stabilisera en 2016. La croissance de ces exportations devrait se hisser à 24 % cette année, à la faveur de l'ascension des cours et de la mise en service complète de la mine Picadilly.

Pour ce qui est du secteur des métaux, le lancement des activités à la mine Caribou permettra au secteur de dégager une solide croissance à l'export en 2015 et en 2016.

STATISTIQUES PROVINCIALES



PIB

31,9 G CAD

Exportations/PIB

47,3 %

Total des exportateurs canadiens

38 855

Balance commerciale

1,0 G CAD

Principales destinations des exportations

États-Unis 91,9 %

Inde 0,7 %

Chine 0,7 %

Turquie 0,6 %

Japon 0,6 %

Part des exportations vers les marchés émergents

2014 : 5,8 %

2009 : 7,4 %

Indice de diversification du commerce (100=concentration totale dans un seul secteur ou une seule région; 0=diversification totale)

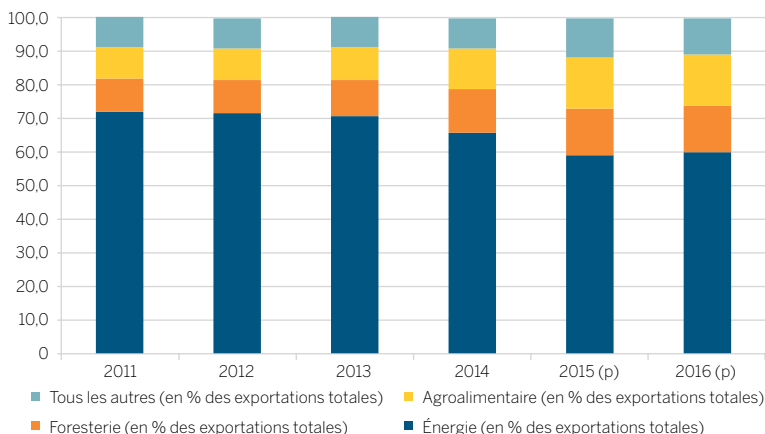
Diversification sectorielle : 24,6 %

Diversification régionale : 84,5 %

Sources : Statistique Canada,

Haver Analytics, Services économiques d'EDC

Graphique 16 : Importance accrue des exportations non énergétiques



Sources : Statistique Canada, Services économiques d'EDC

Tableau 20 : Prévisions des exportations de marchandises du Nouveau-Brunswick

PRINCIPAUX SECTEURS	M CAD	Part (en %) des exportations totales de la province		Prévisions des exportations (croissance en %)		
		2014	2014	2014	2015 (p)	2016 (p)
Énergie	8 635	66,4	-15,8	-15	9	
Foresterie	1 665	12,8	8,3	5	4	
Agroalimentaire	1 517	11,7	7,5	25	1	
Engrais	479	3,7	-11,4	9	15	
Autres	713	5,5	0,1	21	5	
Total	13 010	100,0	-10,0	-5	7	
Total des exportations non énergétiques	4 375	33,6	4,1	15	4	

Sources : Statistique Canada, Services économiques d'EDC

4.0 PRÉVISIONS PROVINCIALES

Table des matières

1.0 Sommaire

2.0 Aperçus des risques pays

3.0 Prévisions sectorielles

4.0 Prévisions provinciales

- 4.1 Terre-Neuve-et Labrador
- 4.2 Île-du-Prince-Édouard
- 4.3 Nouvelle-Écosse
- 4.4 Nouveau-Brunswick
- 4.5 Québec**
- 4.6 Ontario
- 4.7 Manitoba
- 4.8 Saskatchewan
- 4.9 Alberta
- 4.10 Colombie-Britannique

4.5 Québec

Les exportations du Québec connaîtront une croissance continue en 2015 (+10 %) qui se modérera à 8 % en 2016. Le moteur de ce dynamisme sera surtout l'apathie persistante du dollar canadien et la fermeté de la demande américaine. Poursuivant sur sa récente lancée, le secteur aéronautique contribuera le plus à l'élan des exportations de la belle province au cours de la période de référence.

Nous escomptons une impressionnante croissance de 33 % de l'industrie aéronautique et des pièces sous l'impulsion d'un huard peu gaillard et de l'obtention de quelques contrats substantiels par des sociétés canadiennes, notamment le contrat décroché par Pratt & Whitney Canada pour la vente des moteurs destinés aux nouveaux avions d'affaires Gulfstream. En 2016, le dynamisme demeurera robuste à 17 %, en partie grâce à l'entrée en service des nouveaux avions de la CSeries de Bombardier.

Les sous-secteurs des métaux, des minerais et des autres produits industriels représentent le groupe le plus imposant parmi les exportations québécoises puisqu'il pèse pour environ le quart de l'ensemble des exportations de la province. Au sein de ce groupe, la croissance des exportations se hissera à 5 % cette année et à 6 % en 2016. Pour ce qui est de la croissance du sous-secteur de l'aluminium, la principale composante de ce groupe, elle restera dans une large mesure inchangée cette année et l'an prochain. Certaines fonderies, dont celle d'Aluminerie Alouette, verront leur production croître quelque peu, mais ces hausses seront annulées par les reculs observés ailleurs. La morosité des exportations de minerai de fer persistera en raison de la faiblesse continue des cours et de la fermeture de la mine du lac Bloom exploitée par Cliffs Natural Resources. La mine d'or Éléonore a produit sa première livraison commerciale en 2015. Ce complexe minier se démarquera comme un contributeur de premier plan à la production québécoise de métaux cette année et au-delà de l'horizon prévisionnel.

L'industrie forestière québécoise verra l'élan de ces exportations grimper à 6 % en 2015, mais celle-ci sera ramenée à 4 % l'an prochain. Le bois d'œuvre reste le secteur le plus performant, dynamisé par les mises en chantier d'habitations aux États-Unis. Par contre, les exportations de papier journal et de pâte maintiendront leur trajectoire descendante du fait d'une augmentation des barrières commerciales non tarifaires dans plusieurs pays importateurs ainsi que de la conjoncture de l'offre, notamment la fermeture récente de plusieurs usines au Québec.

Les États-Unis demeurent la première destination des exportations de Québec, les trois quarts des exportations de la belle province prenant la direction du marché américain, la Chine suivant de loin au deuxième rang. En dressant le tableau des exportations québécoises vers les États-Unis, nous constatons que sept États américains pèsent pour plus de 30 % de ce total, l'État de New York trônant en tête du classement. Le marché américain demeure la première destination des exportations québécoises, mais on observe des écarts considérables relatifs au degré de pénétration des exportations dans les divers États, et ce, en fonction de la proximité géographique et des besoins d'importation.

STATISTIQUES PROVINCIALES



PIB
362,8 G CAD

Exportations/PIB
25,7 %

Total des exportateurs canadiens
38 855

Balance commerciale
(10,5) G CAD

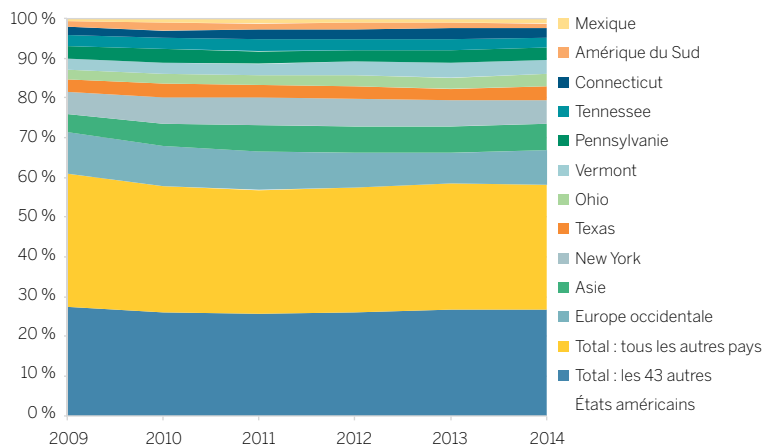
Principales destinations des exportations
États-Unis 71,2 %
Chine 3,7 %
France 1,9 %
Pays-Bas 1,8 %
Japon 1,6 %

Part des exportations vers les marchés émergents
2014 : 13,0 %
2009 : 11,1 %

Indice de diversification du commerce (100=concentration totale dans un seul secteur ou une seule région; 0=diversification totale)
Diversification sectorielle : 12,2 %
Diversification régionale : 52,8 %

Sources : Statistique Canada, Haver Analytics, Services économiques d'EDC

Graphique 17 : Diversification commerciale, mais sept États américains représentent encore le tiers des exportations de la belle province



Sources : Industrie Canada, Services économiques d'EDC

Tableau 21 : Prévisions des exportations de marchandises du Québec

PRINCIPAUX SECTEURS	M CAD	Part (en %) des exportations totales de la province		Prévisions des exportations (croissance en %)	
		2014	2014	2014	2015 (p)
Métaux, minerais et autres produits industriels	19 443	26,2	16,1	5	6
Avions et pièces	10 106	13,6	34,9	33	17
Foresterie	9 071	12,2	10,9	6	4
Produits chimiques/plastiques	7 284	9,8	9,7	11	7
Autres	28 417	38,2	10,2	8	6
Total	74 322	100,0	14,6	10	8
Total des exportations non énergétiques	70 162	94,4	15,8	12	8

Sources : Statistique Canada, Services économiques d'EDC

4.0 PRÉVISIONS PROVINCIALES

Table des matières

1.0 Sommaire

2.0 Aperçus des risques pays

3.0 Prévisions sectorielles

4.0 Prévisions provinciales

- 4.1 Terre-Neuve-et Labrador
- 4.2 Île-du-Prince-Édouard
- 4.3 Nouvelle-Écosse
- 4.4 Nouveau-Brunswick
- 4.5 Québec
- 4.6 Ontario**
- 4.7 Manitoba
- 4.8 Saskatchewan
- 4.9 Alberta
- 4.10 Colombie-Britannique

4.6 Ontario

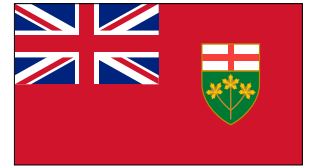
Au gré de l'accélération de l'économie américaine, le raffermissement de la demande de biens fabriqués en Ontario sera à l'origine de la progression générale des secteurs à l'export de la province, en particulier le secteur manufacturier, cette année et l'an prochain. La valeur des exportations de marchandises de l'Ontario augmentera de 11 % en 2015 et de 6 % en 2016. L'appréciation de la valeur des expéditions cette année viendra surtout des gains sur les cours induits par la monnaie. L'an prochain, l'effet positif sur les cours se dissipera, mais la dynamique de la demande continuera d'étayer une robuste croissance à l'export.

L'industrie des véhicules automobiles et des pièces, le premier secteur à l'export de l'Ontario, est en voie de terminer 2015 avec une croissance de 13 % supérieure à celle de l'an dernier. Grâce à la solidité des fondamentaux, le dynamisme du secteur gagnera encore 4 % en 2016. Les conditions de la demande continueront d'être très favorables puisque la montée en cadence de l'économie américaine maintiendra les ventes de véhicules automobiles aux sommets atteints pendant plusieurs années. Chez les constructeurs automobiles, les investissements annoncés à la fin de 2014 et au début de 2015 entraîneront le réoutillage et la modernisation des usines, mais non l'ajout de capacités de production. La suspension temporaire des activités aux usines de Windsor et d'Oakville lors de la première moitié de 2015 bridera la croissance des volumes cette année. Néanmoins, la production tournant maintenant à plein régime, les volumes se redresseront en 2016.

La tenue des exportations des complexes d'exploitation des métaux de l'Ontario demeurera positive durant l'horizon prévisionnel, car la valeur des expéditions s'appréciera de 7 % cette année et en 2016. Par ailleurs, les exportations aurifères de la province s'orienteront à la hausse malgré des cours déprimés et resteront éperonnées par l'augmentation de la demande et des volumes de production. Toujours dans le sous-secteur des métaux, la croissance des exportations d'acier demeura molle en raison de la faiblesse des volumes de production. Un dollar canadien moins gaillard et le coût inférieur des intrants constitueront des facteurs d'amélioration de la rentabilité des usines sidérurgiques, mais l'offre croissante d'acier chinois sur les marchés maintiendra les tensions sur les cours.

Le renforcement de la demande américaine et un huard affaibli devraient aussi faire la belle part à d'autres industries manufacturières de premier plan en Ontario. Ainsi, les exportations de produits chimiques et de plastiques de même que de machinerie et d'équipement industriels inscriront des taux de croissance solides cette année – portés par l'accroissement du volume des expéditions – et une croissance plus faible quoique toujours robuste en 2016, car l'effet induit par la monnaie s'estompera.

STATISTIQUES PROVINCIALES



PIB

695,7 G CAD

Exportations/PIB

32,6 %

Total des exportateurs canadiens

38 855

Balance commerciale

(87,9) G CAD

Principales destinations des exportations

États-Unis 79,2 %
Royaume-Uni 6,4 %
Hong Kong 1,8 %
Chine 1,2 %
Mexique 1,2 %

Part des exportations vers les marchés émergents

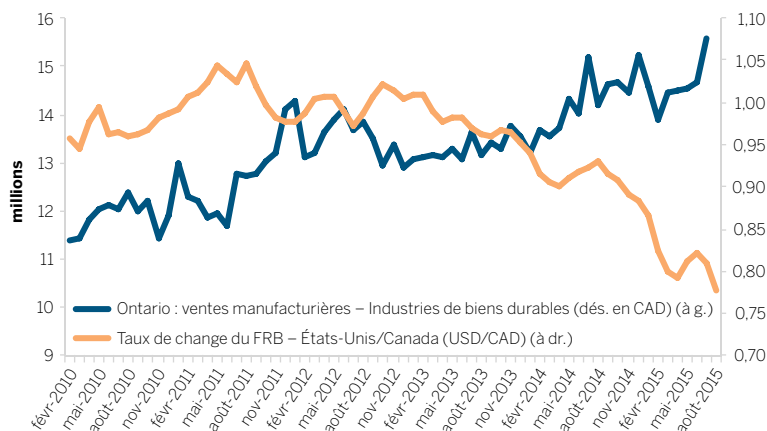
2014 : 5,6 %
2009 : 6,0 %

Indice de diversification du commerce (100=concentration totale dans un seul secteur ou une seule région; 0=diversification totale)

Diversification sectorielle : 20,4 %
Diversification régionale : 63,7 %

Sources : Statistique Canada, Haver Analytics, Services économiques d'EDC

Graphique 18 : Le huard affaibli et la demande américaine propulsent les ventes du secteur manufacturier



Sources : Haver Analytics, Statistique Canada

Tableau 22 : Prévisions des exportations de marchandises de l'Ontario

PRINCIPAUX SECTEURS	M CAD	Part (en %) des exportations totales de la province	Prévisions des exportations (croissance en %)		
			2014	2015 (p)	2016 (p)
Véhicules automobiles et pièces	62 415,9	35,2	8,0	13	4
Métaux, minerais et autres produits industriels	38 154,6	21,5	6,0	7	7
Produits chimiques/plastiques	22 794,3	12,9	13,3	8	7
M-É industriels	15 445,3	8,7	7,8	16	6
Autres	38 465,5	21,7	7,1	10	6
Total	177 276	100,0	8,0	11	6
Total des exportations non énergétiques	173 657	98,0	7,8	11	6

Sources : Statistique Canada, Services économiques d'EDC

4.0 PRÉVISIONS PROVINCIALES

Table des matières

1.0 Sommaire

2.0 Aperçus des risques pays

3.0 Prévisions sectorielles

4.0 Prévisions provinciales

- 4.1 Terre-Neuve-et Labrador
- 4.2 Île-du-Prince-Édouard
- 4.3 Nouvelle-Écosse
- 4.4 Nouveau-Brunswick
- 4.5 Québec
- 4.6 Ontario
- 4.7 Manitoba**
- 4.8 Saskatchewan
- 4.9 Alberta
- 4.10 Colombie-Britannique

4.7 Manitoba

La croissance des exportations manitobaines se ralentira pour se camper à tout juste 2 % en 2015. En raison de cours pétroliers déprimés et du tassement de la demande mondiale pour les produits carnés de l'Alberta, les exportations de blé et d'oléagineux pèseront lourdement sur la valeur totale des exportations en 2015, une évolution qui voilera la robuste performance des industries pharmaceutique et manufacturière. En 2016, l'ascension des cours de l'or noir et la montée de la demande américaine – adressée aux secteurs des métaux, des minerais et d'autres produits industriels ainsi que de la machinerie et de l'équipement industriels – feront remonter la croissance des exportations à 6 % en 2016.

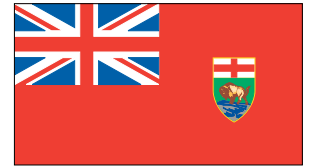
Le fléchissement des cours pétroliers constituera le choc le plus terrible pour les exportations du Manitoba en 2015. La croissance des exportations énergétiques devrait glisser de 24 % cette année. Les exportations pétrolières devraient se redresser légèrement en 2016, ce qui participera à un rebond des exportations d'énergie. Néanmoins, la mise entre parenthèses de projets abaissant les niveaux de production, le dynamisme des exportations d'énergie se maintiendra à 15 %.

Les exportations agroalimentaires devraient se contracter en 2015. En effet, les exportations de viande porcine et de porc vivant devraient décliner, car les producteurs américains ont reconstitué leur cheptel après la dévastatrice épidémie de grippe porcine en 2013. Cette épidémie avait affaibli la demande des importations des États-Unis. Dans la même veine, les exportations de blé devraient dégager une faible croissance en 2015 en raison de la mollesse de la demande d'importations internationales résultant de l'intensification de la production mondiale. Cette tendance devrait être de courte durée, et la plupart des exportations agroalimentaires devraient revenir dans le vert en 2016.

Les expéditions de produits pharmaceutiques contribueront le plus à la performance des exportations manitobaines cette année. De fait, les exportations pharmaceutiques doubleront pratiquement en 2015, surtout grâce au nouvel investissement de Valeant dans une gamme de produits naturels à ses installations de Steinbach. Cet investissement favorisera un accroissement de la production de produits pharmaceutiques au Manitoba en 2016 et par la suite.

Les fabricants dégageront aussi des gains au cours des deux prochaines années. La société New Flyer Industries, chef de file du secteur des écotechnologies, devrait poursuivre sur sa belle lancée grâce à une série d'importants contrats prévoyant la vente de ses autobus à des gouvernements des États américains. Pour leur part, les fabricants de la filière aéronautique du Manitoba continueront de profiter d'une position avantageuse qui leur permettra de tirer parti de la reprise américaine et d'un huard affaibli. La croissance des exportations de ce sous-secteur devrait s'élever dans les deux chiffres, soit à 11 % en 2015 et à 17 % en 2016.

STATISTIQUES PROVINCIALES



PIB

61,3 G CAD

Exportations/PIB

25,7 %

Total des exportateurs canadiens

38 855

Balance commerciale

(3,2) G CAD

Principales destinations des exportations

États-Unis 67,4 %
Chine 7,5 %
Japon 5,3 %
Mexique 2,6 %
Russie 1,0 %

Part des exportations vers les marchés émergents

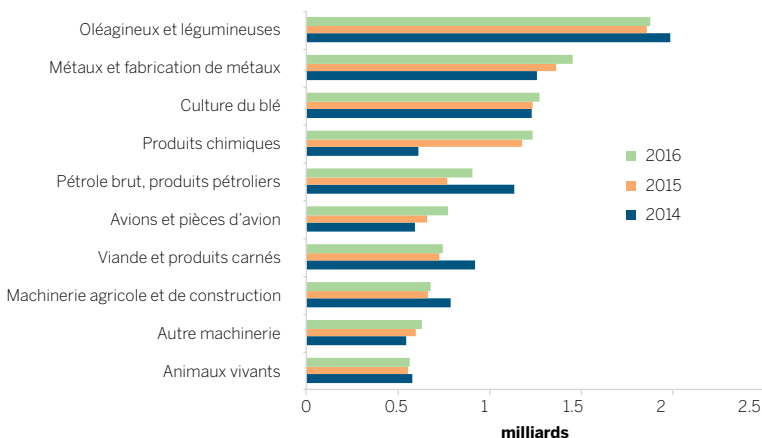
2014 : 20,3 %
2009 : 20,3 %

Indice de diversification du commerce (100=concentration totale dans un seul secteur ou une seule région; 0=diversification totale)

Diversification sectorielle : 15,8 %
Diversification régionale : 48,0 %

Sources : Statistique Canada, Haver Analytics, Services économiques d'EDC

Graphique 19 : Les dix secteurs en tête du palmarès des exportations manitobaines



Sources : Statistique Canada, Services économiques d'EDC

Tableau 23 : Prévisions des exportations de marchandises du Manitoba

PRINCIPAUX SECTEURS	M CAD	Part (en %) des exportations totales de la province		Prévisions des exportations (croissance en %)	
		2014	2014	2014	2015 (p)
Agroalimentaire	5 566	41,3	9,0	-6	2
Énergie	1 468	10,9	10,1	-24	15
Métaux, minerais et autres produits industriels	1 467	10,9	7,0	8	7
M-É industriels	1 377	10,2	9,0	-5	4
Autres	3 588	26,6	3,2	27	8
Total	13 465	100,0	7,3	2	6
Total des exportations non énergétiques	11 997	89,1	7,0	6	5

Sources : Statistique Canada, Services économiques d'EDC

4.0 PRÉVISIONS PROVINCIALES

Table des matières

1.0 Sommaire

2.0 Aperçus des risques pays

3.0 Prévisions sectorielles

4.0 Prévisions provinciales

- 4.1 Terre-Neuve-et Labrador
- 4.2 Île-du-Prince-Édouard
- 4.3 Nouvelle-Écosse
- 4.4 Nouveau-Brunswick
- 4.5 Québec
- 4.6 Ontario
- 4.7 Manitoba
- 4.8 Saskatchewan**
- 4.9 Alberta
- 4.10 Colombie-Britannique

4.8 Saskatchewan

La croissance de l'ensemble des exportations de la Saskatchewan fléchira de 6 %, car les exportations d'engrais, agroalimentaires et minières ne pourront complètement compenser les reculs résultant de la faiblesse de l'industrie énergétique. La modeste reprise des cours énergétiques et la tenue stable des exportations hors énergie participeront à une augmentation de 5 % de la croissance à l'export en 2016.

La robuste demande des marchés émergents entraînera une croissance spectaculaire de 38 % des exportations de potasse en 2015. La faiblesse des devises sur ces marchés freinera l'élan des exportations l'an prochain parce que les agriculteurs devront déboursier davantage pour de la potasse lors du tassement des cours des récoltes. Les perspectives pour le Brésil sont particulièrement moroses. Les faibles revenus agricoles attendus aux États-Unis plomberont la demande en potasse en 2016. Selon nous, la croissance des exportations de potasse en Saskatchewan se campera à 2 % en 2016. Le nouveau complexe Legacy d'une valeur de 4 G USD de la société K+S devrait commencer la production vers la fin de 2016, ce qui viendra accroître l'offre déjà excédentaire de l'industrie et avivera la concurrence sur les marchés.

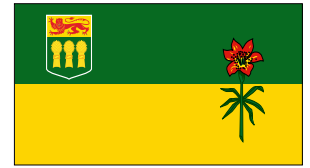
Le faible huard viendra tout particulièrement renforcer la compétitivité de l'industrie agroalimentaire de la province. Là où la compétitivité des cours n'est pas un facteur, la réputation du Canada comme fournisseur de biens de qualité supérieure sera un atout. Par exemple, la traçabilité du bœuf canadien – au moyen d'un système d'identification des animaux – continuera sans doute de constituer un avantage en raison de l'évolution du comportement des consommateurs à l'échelle du globe. L'huile de canola du Canada pourrait aussi mieux résister aux pressions à la baisse sur les cours résultant des changements aux politiques régissant le colza en provenance de la Chine du fait du manque d'éléments attestant de la qualité de cette céréale.

Des rendements inférieurs pourraient être le seul facteur empêchant les exportations de lentilles et de pois de connaître une autre année exceptionnelle. La demande devrait rester très robuste, surtout en provenance de l'Inde où le manque de pluie et la hausse du revenu viennent accroître la demande. Malgré des perspectives d'évolution des cours encore peu éclatantes pour la filière agroalimentaire, les sous-secteurs des lentilles, du bétail et de la viande verront leurs cours suivre une trajectoire ascendante. Dans l'ensemble, nous tablons sur une croissance des exportations agroalimentaires de la Saskatchewan de l'ordre de 10 % cette année, puis de 2 % en 2016.

Les exportations de pétrole brut subiront un violent ressac, plongeant de 43 % cette année sous l'effet de la faiblesse des cours et de la production. Ces résultats s'expliquent par la capacité des producteurs de cesser leurs activités et de recourir aux méthodes de forage classiques plus rapidement que les producteurs utilisant des méthodes conventionnelles. Les exportations orchestreront un rebond de 13 % en 2016.

La reprise de la production d'énergie nucléaire au Japon et la conclusion récente d'un accord d'approvisionnement d'une valeur de 350 M USD entre le Canada et l'Inde devrait embellir les perspectives des exportations pour l'uranium.

STATISTIQUES PROVINCIALES



PIB

83,2 G CAD

Exportations/PIB

41,6 %

Total des exportateurs canadiens

38 855

Balance commerciale

23,1 G CAD

Principales destinations des exportations

États-Unis 64,3 %

Chine 8,0 %

Inde 3,3 %

Japon 2,8 %

Indonésie 2,0 %

Part des exportations vers les marchés émergents

2014 : 28,6 %

2009 : 29,2 %

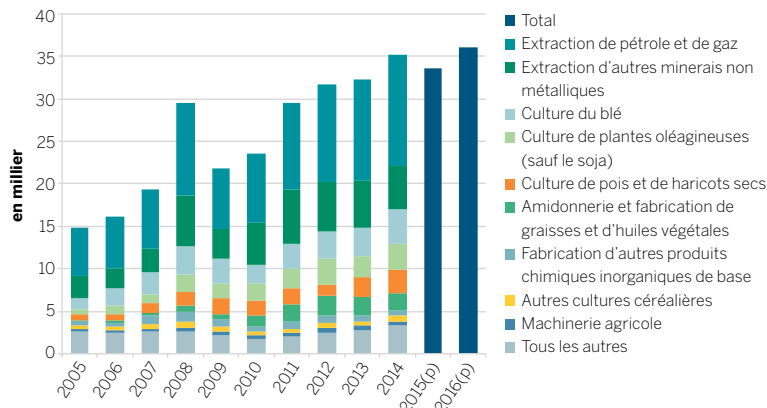
Indice de diversification du commerce (100=concentration totale dans un seul secteur ou une seule région; 0=diversification totale)

Diversification sectorielle : 27,6 %

Diversification régionale : 43,9 %

Sources : Statistique Canada, Haver Analytics, Services économiques d'EDC

Graphique 20 : Le repli des cours pétroliers aura un effet bref et modéré sur les exportations de la Saskatchewan



Sources : Industrie Canada, Services économiques d'EDC

Tableau 24 : Prévisions des exportations de marchandises de la Saskatchewan

PRINCIPAUX SECTEURS	M CAD	Part (en %) des exportations totales de la province		Prévisions des exportations (croissance en %)	
		2014	2014	2014	2015 (p)
Agroalimentaire	13 940	39,5	19,6	10	2
Énergie	13 769	39,1	11,7	-43	13
Engrais	5 117	14,5	-10,7	38	2
Produits chimiques/plastiques	707	2,0	-3,7	-13	5
Autres	1 721	4,9	-4,0	32	6
Total	35 253	100,0	9,3	-6	5
Total des exportations non énergétiques	21 485	60,9	7,9	18	2

Sources : Statistique Canada, Services économiques d'EDC

4.0 PRÉVISIONS PROVINCIALES

Table des matières

1.0 Sommaire

2.0 Aperçus des risques pays

3.0 Prévisions sectorielles

4.0 Prévisions provinciales

- 4.1 Terre-Neuve-et Labrador
- 4.2 Île-du-Prince-Édouard
- 4.3 Nouvelle-Écosse
- 4.4 Nouveau-Brunswick
- 4.5 Québec
- 4.6 Ontario
- 4.7 Manitoba
- 4.8 Saskatchewan
- 4.9 Alberta**
- 4.10 Colombie-Britannique

4.9 Alberta

Les recettes d'exportations de l'Alberta devraient subir un ressac de 24 % cette année, mais réaliser des gains de 14 % en 2016. Le secteur énergétique est à l'origine de la piètre performance à l'export de la province. Toutefois, même les exportations des secteurs hors énergie connaîtront une croissance se limitant à 1 % en 2015 et à 4 % en 2016. Tous les secteurs dégageront une croissance à l'export cette année.

Les exportations pétrolières fondront de 32 % en 2015, pénalisées par le tassement des cours du brut. Néanmoins, la remontée partielle des cours et des gains de volume porteront la croissance des exportations à 18 % en 2016. La baisse de la congestion pipelinère et la reconversion des raffineries aux États-Unis ont réduit la décote du cours du Western Canada Select par rapport au cours de référence du West Texas Intermediate. La décote demeurera de 13 à 15 USD le baril durant l'horizon prévisionnel, contre 24 USD en 2013. Toutefois, les stocks commerciaux de pétrole brut sur le marché américain s'élèveront à des niveaux inédits. La capacité de stockage diminuant aux États-Unis, le cours du pétrole brut albertain pourrait subir de nouvelles tensions jusqu'à ce que la fermeté de la demande fasse baisser les stocks.

Les exportations de gaz naturel accuseront une chute de 37 % en 2015, mais elles rebondiront de 18 % en 2016. Le net repli des cours et les faibles volumes freineront les ventes cette année. La progression des cours du gaz naturel nord-américain restera ralentie par les abondantes capacités d'exploitation du gaz de schiste aux États-Unis, alors que les producteurs canadiens possèdent des capacités limitées d'exploitation du GNL. La province pourrait réaliser de modestes ventes vers la Californie, car cet État cherche à augmenter sa production d'électricité, la sécheresse prolongée ayant abaissé le niveau d'eau des barrages.

L'augmentation des cours et des volumes à l'ensemble des sous-secteurs soutiendra les ventes du secteur agricole et portera la croissance des exportations à 2 % cette année et en 2016. Les récoltes spéciales, le blé et les céréales appuieront cette performance. Le récent cas de BSE pourrait nuire aux expéditions de bétail et de bœuf, car six pays ont imposé des interdictions ou restrictions d'importation. Cependant, au moment de la rédaction de ce document, la frontière américaine demeure ouverte, ce qui limite l'incidence de ces mesures. Par ailleurs, les exportations de produits chimiques et de plastiques croîtront cette année et l'an prochain, à la faveur de la poursuite de la reprise américaine. Cette prévision vaut pour les ventes de M-É, mais les ventes de matériel destiné aux industries du pétrole, du gaz naturel et des mines resteront faibles.

STATISTIQUES PROVINCIALES



PIB
338,2 G CAD

Exportations/PIB
32,5 %

Total des exportateurs canadiens
38 855

Balance commerciale
89,7 G CAD

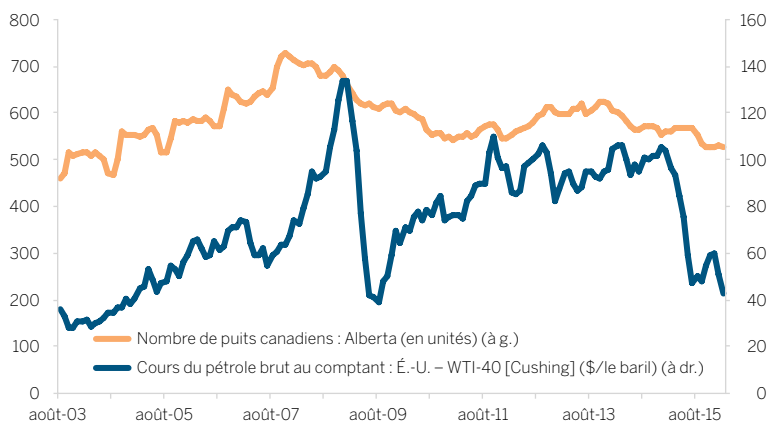
Principales destinations des exportations
États-Unis 90,2 %
Chine 2,4 %
Japon 1,4 %
Mexique 0,8 %
Corée du Sud 0,4 %

Part des exportations vers les marchés émergents
2014 : 6,0 %
2009 : 10,0 %

Indice de diversification du commerce (100=concentration totale dans un seul secteur ou une seule région; 0=diversification totale)
Diversification sectorielle : 57,7 %
Diversification régionale : 81,6 %

Sources : Statistique Canada, Haver Analytics, Services économiques d'EDC

Graphique 21 : Nombre de puits en Alberta par rapport au cours du WTI



Source : Haver Analytics

Tableau 25 : Prévisions des exportations de marchandises de l'Alberta

PRINCIPAUX SECTEURS	M CAD	Part (en %) des exportations totales de la province		Prévisions des exportations (croissance en %)	
		2014	2014	2014	2015 (p)
Énergie	92 218	75,9	20,3	-30	20
Agroalimentaire	9 608	7,9	11,5	2	2
Produits chimiques/plastiques	8 028	6,6	16,0	-2	5
M-É industriels	3 629	3,0	9,0	-11	5
Autres	7 946	6,5	6,2	8	5
Total	121 429	100,0	17,9	-23	15
Total des exportations non énergétiques	29 211	24,1	10,8	1	4

Sources : Statistique Canada, Services économiques d'EDC

4.0 PRÉVISIONS PROVINCIALES

Table des matières

1.0 Sommaire

2.0 Aperçus des risques pays

3.0 Prévisions sectorielles

4.0 Prévisions provinciales

- 4.1 Terre-Neuve-et Labrador
- 4.2 Île-du-Prince-Édouard
- 4.3 Nouvelle-Écosse
- 4.4 Nouveau-Brunswick
- 4.5 Québec
- 4.6 Ontario
- 4.7 Manitoba
- 4.8 Saskatchewan
- 4.9 Alberta

4.10 Colombie-Britannique

4.10 Colombie-Britannique

La glissade des cours mondiaux de l'énergie, des métaux et des minéraux devraient tempérer le dynamisme des exportations de la Colombie-Britannique et le ramener à tout juste 1 % en 2015. En 2016, la croissance des exportations provinciales progressera de 6 % grâce à la stabilisation des cours des produits de base et à la croissance soutenue aux États-Unis.

Après avoir inscrit une croissance exceptionnellement robuste au début de la décennie, le secteur forestier de la province ralentira progressivement la cadence. En effet, le net resserrement de l'offre de fibre dans la région intérieure de la Colombie-Britannique – victime de l'infestation du dendroctone du pin ponderosa – commence à grever la performance de l'industrie forestière. Le niveau des récoltes suit une tendance descendante qui persistera à long terme. D'autres facteurs brideront la croissance cette année, notamment la concurrence en Chine provenant des grumes bon marché de la Russie et la nervosité persistante parmi les producteurs après l'expiration à l'automne 2015 de l'Accord sur le bois d'œuvre résineux conclu avec les États-Unis. Ensemble, ces facteurs maintiendront la croissance des exportations de la Colombie-Britannique à 5 % en 2015 et en 2016.

La valeur des exportations de métaux, de minerais et d'autres produits industriels de la Colombie-Britannique devrait diminuer de 5 % en 2015, sous l'effet du tassement des cours mondiaux des produits de base et non d'une baisse des niveaux de production. Le volume total des exportations devrait en fait s'orienter à la hausse. La modernisation de l'aluminerie de Kitimat de Rio Tinto d'Alcan au coût de 4,8 G USD devrait prendre fin dans un horizon à court terme, et la production de l'aluminerie devrait commencer au second semestre de 2015. D'autres mines tourneront aussi à plein régime en 2016. Dans un contexte de redressement des cours en 2016, l'augmentation de la production fera bondir à 5 % le dynamisme des exportations de métaux, de minerais et d'autres produits industriels.

Les exportations énergétiques de la province suivront une trajectoire semblable, accusant un recul de 21 % en 2015 avant de rebondir de 8 % en 2016, sous l'effet d'une légère ascension des cours. Le recul de cette année s'explique par la descente des cours du pétrole brut et du gaz naturel nord-américains résultant d'une hausse de la production et des stocks aux États-Unis. Malgré la baisse de la valeur totale des exportations, le volume des exportations de gaz naturel et d'électricité à destination du marché américain devrait être positif, une sécheresse prolongée limitera la capacité de génération d'hydroélectricité dans la région de l'Ouest des États-Unis.

La croissance des exportations agroalimentaires de la province devrait grimper de 23 % en 2015 grâce à l'élan imprimé par un dollar canadien moins vigoureux. De plus, la sécheresse engendrée par les récoltes dans la région de l'Ouest des États-Unis éperonnera la demande envers les produits de la Colombie-Britannique.

STATISTIQUES PROVINCIALES



PIB

229,7 G CAD

Exportations/PIB

21,7 %

Total des exportateurs canadiens

38 855

Balance commerciale

(6,9) G CAD

Principales destinations des exportations

États-Unis 50,6 %
Chine 17,7 %
Japon 10,3 %
Corée du Sud 5,8 %
Taiwan 1,5 %

Part des exportations vers les marchés émergents

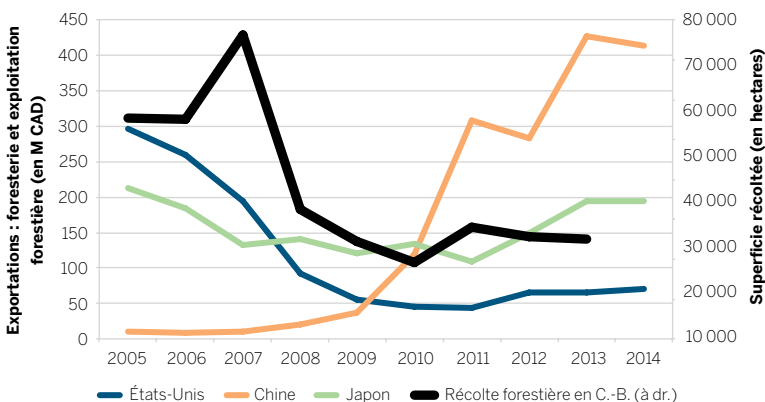
2014 : 25,7 %
2009 : 17,6 %

Indice de diversification du commerce (100=concentration totale dans un seul secteur ou une seule région; 0=diversification totale)

Diversification sectorielle : 19,8 %
Diversification régionale : 31,0 %

Sources : Statistique Canada, Haver Analytics, Services économiques d'EDC

Graphique 22 : Le resserrement de l'offre de fibre tempère l'élan des exportations forestières de la C.-B.



Sources : Industrie Canada (Données sur le commerce en direct), ministère des forêts, des terres et de l'exploitation des ressources naturelles de la C.-B. (BC Forests, Lands and Natural Resource Operations)

Tableau 26 : Prévisions des exportations de marchandises de la Colombie-Britannique

PRINCIPAUX SECTEURS	M CAD	Part (en %) des exportations totales de la province	Prévisions des exportations (croissance en %)		
			2014	2015 (p)	2016 (p)
Forêt	12 322	34,4	6,3	5	5
Énergie	7 877	22,0	-2,3	-21	8
Métaux, minerais et autres produits industriels	6 183	17,3	15,5	-5	5
Agroalimentaire	3 265	9,1	10,9	23	3
Autres	6 136	17,1	12,0	16	6
Total	35 784	100,0	7,1	1	6
Total des exportations non énergétiques	27 906	78,0	10,0	7	5

Sources : Statistique Canada, Services économiques d'EDC

Table des matières

1.0 Sommaire

2.0 Aperçus des risques pays

3.0 Prévisions sectorielles

4.0 Prévisions provinciales

Moniteur des exportations

Publication mensuelle retraçant les tendances récentes des exportations canadiennes par industrie et par marché géographique, le *Moniteur des exportations* évalue les principales prévisions des exportations d'EDC, qui paraissent deux fois l'an.

Suivi des produits de base

Suivi des produits de base est un rapport hebdomadaire des cours des produits de base et d'indicateurs économiques liés à l'activité sur les marchés des produits de base les plus pertinents pour les exportateurs canadiens.

Propos de la semaine par Peter G. Hall

Analyse brève et éclairante d'un thème de l'actualité économique (publiée chaque semaine).

Analyse trimestrielle des risques pays

La publication électronique *Analyse trimestrielle des risques pays* s'adresse aux entreprises canadiennes désireuses d'explorer des marchés très porteurs. Elle présente des renseignements d'intérêt qui éclairent la prise de décisions commerciales et d'investissement dans plus d'une centaine de pays. Alliant descriptifs et éléments visuels, le document offre au lecteur – notamment au moyen d'observations pertinentes à propos des antécédents de paiement et des facteurs influant sur les risques – un portrait des risques et des occasions qui se présentent à quiconque fait affaire en Europe, en Asie, en Afrique, au Moyen-Orient et dans les Amériques.

L'*Analyse trimestrielle des risques pays* est publiée en janvier, en avril, en juillet et en octobre.

Marchés financiers mondiaux

La publication hebdomadaire *Marchés financiers mondiaux* est une source incontournable d'information financière et macroéconomique à propos des marchés développés et émergents. On y présente les taux de change, les indices boursiers et les écarts sur les obligations publiques pour plus d'une cinquantaine de pays d'Amérique latine, d'Asie, d'Afrique, du Moyen-Orient et d'Europe émergente, ainsi que d'autres grands indicateurs de la vulnérabilité extérieure. Les graphiques et les tableaux ayant trait aux États-Unis, à l'Europe et au Japon donnent des renseignements sur la situation de solvabilité et sur les marchés financiers. *Marchés financiers mondiaux* est publiée sur une base hebdomadaire.

Évaluation valable à la date de diffusion, sous réserve de modifications ultérieures.

Veuillez vérifier les positions actuelles auprès des **Services économiques d'EDC**.

Le présent document est une compilation de renseignements accessibles au public. Il ne vise aucunement à donner des conseils précis et ne devrait pas être consulté dans cette optique, car son but est simplement d'offrir un tour d'horizon. Il serait donc malavisé d'agir ou de prendre une décision sans avoir fait une recherche approfondie indépendante et obtenu des conseils d'un professionnel sur le sujet précis traité. Bien qu'Exportation et développement Canada (EDC) ait déployé des efforts commercialement raisonnables pour s'assurer de l'exactitude des renseignements contenus dans le présent document, EDC ne garantit d'aucune façon leur exactitude, leur actualité ou leur exhaustivité. Le présent document pourrait devenir périmé, en tout ou en partie, à tout moment. Il incombe à l'utilisateur de vérifier les renseignements qu'il contient avant de s'en servir. EDC n'est aucunement responsable des pertes ou dommages occasionnés par une inexactitude, une erreur ou une omission dans ce contenu. Le présent document ne vise aucunement à donner des avis juridiques ou fiscaux et ne doit pas servir à cette fin. Pour obtenir ce genre de conseils, il est recommandé de consulter un professionnel compétent.

EDC est propriétaire de marques de commerce et de marques officielles. Toute utilisation d'une marque de commerce ou d'une marque officielle d'EDC sans sa permission écrite est strictement interdite. Toutes les autres marques de commerce figurant dans ce document appartiennent à leurs propriétaires respectifs. Les renseignements présentés peuvent être modifiés sans préavis. EDC n'assume aucune responsabilité en cas d'inexactitudes dans le présent document. © Exportation et développement Canada, 2015. Tous droits réservés.